



3 1761 11971401 2



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
University of Toronto

21
-69N21

COMMISSION D'ENQUETE
SUR L'USAGE DES DROGUES
A DES FINS NON MEDICALES

COMMISSION OF INQUIRY
INTO THE
NON MEDICAL USE OF DRUGS

SEANCE DU 3 AVRIL 1970,
tenue au CEGEP de Limoilou

CANADA

PROVINCE DE QUEBEC

VILLE DE QUEBEC

COMMISSION D'ENQUETE

SUR L'USAGE DES DROGUES A DES FINS NON MEDICALES

SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR GERALD LeDAIN

Commissaires: MONSIEUR IAN CAMPBELL,
DOCTEUR HEINZ LEHMANN,
PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
MONSIEUR J. PETER STEIN,

Secrétaire exécutif: MONSIEUR JAMES MOORE.

SEANCE DU 3 AVRIL 1970, tenue au CEGEP
de Limoilou.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Je déclare cette audience de la Commission d'Enquête sur l'Usage des Drogues à des Fins non Médicales ouverte.

Nous sommes très contents d'être ici ce soir. Je me demande si vous pouvez vous asseoir plus près de nous autres. Nous avons un sens d'être un peu éloignés, un peu isolés. Merci.

Maintenant, je ne veux pas perdre du temps sur une description de nos attributions, je crois que vous êtes assez au courant de notre tâche, nous nous intéressons principalement à trois questions: les effets des drogues, l'étendue de l'usage des drogues pour les fins non médicales et puis les motifs et puis les aspects sociaux, économiques, philosophiques, enfin, le contexte, qu'est-ce que ça veut dire vraiment ce phénomène, quel est son importance dans notre temps, quels sont les facteurs qui l'ont influencé et c'est sur cette question que nous avons particulièrement, nous avons besoin de vos opinions, de vos idées, parce que je crois que sur les effets, vous êtes bien renseignés sur un point de vue plus expert que plusieurs qui se présentent comme des experts, nous croyons quelques fois même.

Sur l'étendue, vous êtes aussi bien renseignés, plus que vous allez dévoiler peut-être, mais vous avez, vous connaissez mieux que personne les raisons et c'est très important, nous croyons,

MONSIEUR GERALD LeDAIN

pour nous et le gouvernement de la société de saisir vraiment les dimensions de ce phénomène. Nous croyons que fondamentalement nous a toutes de faire dans ce monde d'aujourd'hui de notre temps, d'observer l'évolution, de faire en rapport avec d'autres changements dans la société en rapport avec certaines réactions qui ont lieu dans la société.

Donc nous aimerions vous entendre vos idées à ce sujet, vos opinions, nous aider à nous clarifier nos idées, car nous avons formé certaines questions préliminaires, et à l'égard de qui suit, nous voulons venir à vous pour des idées et puis nous croyons que nous avons encore bien à apprendre de vous pour mieux comprendre parce que nous ne voulons pas nous précipiter, d'attacher trop d'importance à une certaine partie de l'affaire et surtout lorsqu'on commence à étudier un phénomène nous devons nous laisser impressionner par certaines explications et puis ça prend du temps d'établir une certaine position préliminaire, puis de continuer.

Donc nous aimerions vous entendre sur n'importe quel aspect de ce phénomène, mais surtout comme nous aimerions entendre vos idées sur le rôle que vous pensez que nous devons jouer pour notre temps, pour nous aider à comprendre, de faire quelque chose de mieux, de mieux, sur la société, sur l'évolution, et nous aimerions envisager les conditions de la vie d'aujourd'hui.

MONSIEUR GERALD LeDAIN

Donc, c'est là le programme pour ce soir nous sommes ici pour vous entendre et ça serait commode si vous pouviez vous servir des micros et nous aider avec vos idées. Il y a toujours une héroïne qui commence et puis chaque... nous avons eu... nous avons eu plusieurs de ces réunions à travers le pays, souvent ça commence difficilement, lentement, mais il y a toujours quelqu'un qui commence. Je pense qu'il y a toujours quelqu'un de bon.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Nous avons eu une réunion à Laval à midi. Ça, c'était plutôt dans un cadre... la perspective intellectuelle, la question de la question de la drogue. Mais ici, ça c'est dans le cadre... peut-être qu'on pourrait demander une question spécifique: est-ce que vous pensez, quelqu'un de vous pense qu'il y a un besoin de l'effort éducatif dans la question de la drogue... qu'on devrait faire un... de mener les gens, l'éducation quelconque; qu'est-ce que vous en pensez.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

J'ai oublié de présenter les membres de

MONSIEUR GERALD Le DAIN

1
2
3 c'est un phénomène qui se parle énormément où on
4 a une législation qui est un peu connue, où chaque
5 personne, soit d'un milieu ou d'un autre, a
6 une opinion sur le sujet, mais là justement les sé-
7 ances d'information, que ce soit de la part de nos
8 bons policiers éducatifs ou de la part d'information
9 sur la drogue, ça n'est pas quelque chose
10 que je trouve bizarre un peu un sujet où tout le
11 monde a une opinion très bien établie, et je me de-
12 mande jusqu'à quel point on peut aller. Pour
13 bien des gens, moi comme tous les autres, ça frappe
14 sur quelque chose.

14 PROFESSEUR MARIE-ANDRÉE PERTRAND, commis-

15 sionnaire

16 Le sujet de la question du docteur
17 Lehmann visait à demander au CEGEP qu'il devrait y
18 avoir un programme particulier d'éducation; est-ce
19 que c'était ça? Est-ce que vous auriez une opinion
20 là-dessus, est-ce que dans le cadre d'un collège,
21 vous trouvez qu'il pourrait y avoir une information
22 plus générale. D'abord est-ce qu'il y en a une,
23 est-ce qu'on fait un effort d'éducation d'infor-
24 mation ciblé si le sujet est des faits en ce qui
25 touche à la drogue et quel est-il, qu'est-ce que
26 vous en pensez?

27 UNE VOIX:

28 Disons que pour répondre d'abord à votre
29

UNE AUTRE VOIX:

MONSIEUR HERALD LeDAIN, président:

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND, commis-

1
2
3 dire pour cela que vous préconisez des sanctions
4 pénales par rapport à ces drogues si vous êtes à peu
5 près sûr, est-ce que ça veut dire que du fait même,
6 vous préconisez des sanctions pénales?

7 UNE VOIX:

8
9 Non, moi c'est drôle, je ne vois pas
10 qu'on punisse quelqu'un sévèrement pour possession
11 d'une drogue. On va essayer de mieux comprendre,
12 même les gens qui ne comprennent pas.

13 Très souvent les gens qui ne comprennent pas
14 je ne veux pas dire les gens qui ne comprennent pas, mais très souvent
15 les gens qui ne comprennent pas d'éduquer les
16 gens par le dialogue. Or, vous allez
17 dire que ça ne va pas, c'est
18 trop. Ça, en effet, c'est vrai, c'est pas quand un
19 jeune fait une erreur, on ne le punit pas de la
20 même manière que si on le punit pour une autre erreur.
21 prendre, je pense, au jeune qui fait, disons, l'u-
22 tilisation de cette drogue-là sans toutefois, je
23 pense, le punir de la même manière que si on le punit
24 pour une autre erreur. Or, vous allez dire que ça ne va pas, c'est
25 trop. Ça, en effet, c'est vrai, c'est pas quand un
26 jeune fait une erreur, on ne le punit pas de la même manière que si on le punit pour une autre erreur.

27 PROFESSEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:
28
29
30

Bien, voyant que vous avez bien répondu d'une façon bien ferme à cette question, je vais pousser un peu plus la question, alors on devrait informer les gens, je suppose que vous voulez dire les jeunes gens, de tous les risques qu'ils prennent, des possibilités, des effets nocifs; comment devrait-on le faire et à quel âge devrait-on le faire d'une façon bien structurée, à un certain âge, par les professeurs, par les experts en dehors de l'école ou par les jeunes gens de leur âge, étudiants ou... et comment devrait-on faire cela; dans une institution ou par des leçons, par des films, qu'est-ce que vous pensez.

Ca dépend quel niveau on va toucher. Si je prends des gens qui ont, disons, dans la trentaine, dans la quarantaine, ça sera pas par un témoignage, peut-être d'un jeune qui va venir nous dire, ça me fait ça. Peut-être une fois de temps en temps, mais je pense qu'à ce niveau-là, ça sera de l'information et moi, je l'avoue bien sincèrement que je suis ignorant dans les drogues.

Je m'adonne à l'éducation et puis si un jeune venait me voir sur les problèmes de drogues, bien, j'aurais de la difficulté énormément, je serais obligé de le filer à un autre, parce que je ne serais pas capable de répondre à des questions sur les

1
2
3 [REDACTED]

4 Alors on va voir un peu les différents
5 des niveaux, la façon peut varier évidemment, pour
6 les plus jeunes, enfin... disons les gars de mon
7 âge en descendant un petit peu, bien par des dialo-
8 gues, des rencontres comme ce soir, on peut le faire.
9 Je pense que c'est un excellent moyen d'échanger et
10 d'obtenir cette information que l'on a là parce
11 qu'on a l'occasion, si vous voulez, d'échanger...

12 [REDACTED] à échanger des idées. Ce n'est pas
13 le gars qui va venir nous faire un beau sermon, on
14 va échanger à un niveau intéressant, on
15 est bien heureux, mais à la fin qu'est-ce qu'on va
16 [REDACTED] la question qu'on nous posait et puis qu'on va essayer
17 de trouver une réponse ensemble, bien à ce
18 moment-là, ça va nous rester beaucoup plus.

19 C'est ce point-là, c'est comme ça que je
20 verrais, disons, la façon de renseigner les jeunes,
21 les moins jeunes, les plus vieux.

22
23 DOCTEUR HEINZ LEHMAN, [REDACTED]:

24 Mais le monsieur de l'autre côté, avant,
25 [REDACTED] dit qu'il y a beaucoup d'information déjà
26 sur la drogue alors peut-être ce n'est pas nécessai-

27
28 PROFESSEUR MARIE-ANDRÉE BERTRAND, commis-

Non, il a dit qu'il y a beaucoup d'opinions très fortes, mais peu d'information.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Peu d'information. Alors, apparemment, vous êtes, ceux qui ont parlé sont d'accord qu'on a besoin de l'information et comme vous dites, ça devrait être par la forme de dialogue, par plusieurs formes, mais est-ce que vous avez une idée définitive à quel âge on devrait commencer? Il y a beaucoup de gens qui nous ont dit: on devrait commencer à la sixième année ou septième année de l'école, par exemple. Il y en a plusieurs, maintenant...

UNE VOIX:

Disons que je vais répondre tout de suite à cette question-là et j'aimerais revenir sur quelques autres points tout à l'heure. D'après moi, par un raisonnement que je vous ferai tout à l'heure, on devrait commencer l'information sur la drogue et sur le phénomène de la drogue comme, disons, au même âge qu'on commence l'information sur n'importe quel autre genre de phénomènes, c'est-à-dire quand les enfants sont jeunes, ils voient que leur père prend de la bière, de l'alcool, disons les enfants, de l'information, ils n'en ont pas à l'école, ils ont quand même une information là-dessus parce que c'est une chose qui est dans le milieu, dans la so-

ciété autant que de la drogue dans les sociétés.

Les enfants ont de l'information sur le cinéma, de l'information dans le cadre de l'enseignement à un certain âge, ça dépend des programmes d'enseignement, l'information là-dessus, mon idée sur l'information en ce qui a trait à la drogue, c'est comme d'autre chose, l'information éducative, ça dépend des ministères d'établir un programme là-dessus et de l'insérer en huitième, en septième année, huitième année et c'est certainement avant que les jeunes soient rendus à l'âge où la consommation est déjà courante, c'est-à-dire qu'on leur donne cette information-là, si on peut dire, pendant qu'il est encore temps, ou quelque chose du genre. Ce

est exactement ce que je veux signifier par ça.

PROFESSEUR MARIE-ANDRÉE BERTRAND, commis-

Apprendre à la sixième année scolaire?

UNE VOIX:

C'est-à-dire qu'on devrait avoir une information à l'âge où ils seront en mesure d'arriver au produit. Les jeunes c'est supposé vingt (20) ans pour obtenir de la boisson à n'importe quel endroit et les jeunes en obtiennent bien avant ça dans leurs familles et la plupart du temps vont faire la tournée des tavernes pour les garçons, bien avant

l'âge qui est celui de la loi. Alors l'information

leur provient habituellement aux États-Unis, et c'est
le produit.

Après ça, vous savez que c'est la même chose
pour n'importe quel produit. On donne l'information
sur l'automobile avant qu'un jeune puisse la con-
duire, on vous donne une information sur la radio,
l'électronique, la télévision avant qu'on soit au pro-
gramme. Le produit est testé et on s'assure que tout
est bien. C'est la même chose pour les médicaments.

J'aimerais reprendre les questions que
vous m'avez posées à l'heure, c'est-à-dire
tout d'abord les questions des effets. Bien ça...
vous savez que ça va être un problème. Je ne sais pas, quelqu'un qui va pren-
dre de la boisson, bien, ne va pas mourir. C'est un
problème qui va être un problème. C'est un problème
qui va être un problème. C'est un problème qui va être
un problème. C'est un problème qui va être un problème.
C'est un problème qui va être un problème. C'est un problème
qui va être un problème. C'est un problème qui va être un problème.
C'est un problème qui va être un problème. C'est un problème
qui va être un problème. C'est un problème qui va être un problème.

Si vous allez voir un film, ça vous fera
un problème. C'est un problème qui va être un problème.
C'est un problème qui va être un problème. C'est un problème
qui va être un problème. C'est un problème qui va être un problème.
C'est un problème qui va être un problème. C'est un problème
qui va être un problème. C'est un problème qui va être un problème.

La même chose pour les médicaments. Si vous allez
voir ce médicament, ça va être un problème. C'est un problème
qui va être un problème. C'est un problème qui va être un problème.
C'est un problème qui va être un problème. C'est un problème
qui va être un problème. C'est un problème qui va être un problème.
C'est un problème qui va être un problème. C'est un problème
qui va être un problème. C'est un problème qui va être un problème.

Je voudrais revenir aussi sur le point de vue de l'information: on dit que l'information est peu répandue, mais pour ça comme pour n'importe quel autre sujet, comme la musique, l'art, la science, n'importe quoi, quelqu'un qui veut trouver l'information, il peut la trouver parce qu'il y a eu beaucoup d'informations d'émisses là-dessus, depuis trois ou quatre ans, soit dans les journaux, les revues, ceux qui lisent l'anglais, les revues américaines et ceux qui lisent ~~par les revues françaises~~ en ont parlé beaucoup, les revues médicales, on en parlait de ça, et on peut entrer en contact avec les journaux qu'on qualifie "d'underground", avec la musique qu'on qualifie "d'underground", on peut se mettre au fait un peu de ce qui se passe dans ce domaine-là.

Sur la question des effets, j'ai déjà donné mon opinion.

Maintenant, est-ce que vous pourriez répéter les trois parties de votre programme, c'était d'abord les effets?

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND, commissaire:

Les motivations et l'étendue du problème.

UNE VOIX:

Alors, l'étendue, ça... je ne sais pas ce qu'on vous a déjà dit là-dessus de toutes façons.

mon opinion à moi, d'après les gens que je connais, d'après le collège ici que j'ai fréquenté jusqu'à récemment, et puis d'après les milieux où j'ai travaillé, et bien je dirais que parmi les étudiants, les jeunes, avoir déjà pris connaissance du phénomène, c'est-à-dire avoir déjà fait l'usage d'une drogue quelconque, quelle qu'elle soit, si on accepte de parler des stimulants que tout le monde emploie, y compris nos parents, je dirais que pour la marijuana ou le haschish, je mettrais une proportion de peut-être jusqu'à cinquante pourcent (50%) qui en ont déjà fait l'usage. Certainement, d'après moi, cinquante pourcent (50%) qui à un moment donné ou à un autre, dans les cinq dernières années, en ont fait usage.

UNE AUTRE VOIX:

Cinquante pourcent (50%) des étudiants ou de ceux que vous fréquentez, ou quoi?

UNE VOIX:

Je parle à ma connaissance du milieu étudiant en général, disons, à partir du niveau de collège un jusqu'au niveau d'université, dernière année de l'université, peut-être pas dernière année parce que eux autres étaient trop vieux.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Dans quelle drogue?

UNE VOIX:

Là, je reste au niveau du, de la marijuana et du hashish, parce que c'est une autre distinction que vous n'avez pas faite et qu'on ne fait pas souvent non plus, c'est qu'on ne peut pas, disons, exprimer un avis là-dessus comme par exemple du point de vue légal. Moi je suis absolument en faveur d'une législation absolument sévère pour les trafiquants d'héroïne, si s'agit d'héroïne, disons que c'est une maladie, ça se traite, mais pour ceux qui en font le trafic, qui sont découverts en grande quantité, c'est mieux de les foutre au bagne que de les laisser en grande liberté, parce que ces gens-là, des capitalistes, ils gèrent là-dessus comme dans d'autres choses.

PROFESSEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

C'est gens-là quoi?

UNE VOIX:

Ces gens-là qui font le commerce des drogues que je reconnais comme une entreprise, ça vaut la peine d'appliquer des règlements très sévères de la part de la société, parce qu'ils mettent d'autres citoyens en esclavage vis-à-vis d'eux-mêmes

et vis-à-vis du problème.

Justement. Il faut faire la distinction entre ces drogues-là que, disons, il y a certains noms-là ce qu'on appelle les narcotiques, les véritables narcotiques et la distinction aussi entre les drogues qui ont cours actuellement, disons parmi la jeunesse, c'est-à-dire les drogues qui incluent le haschisch, la marijuana et qu'on appelle parfois les drogues chimiques comme le L.S.D., il y a une distinction à faire entre les drogues qui conduisent à un esclavage physique et moral et les drogues qui sont, disons, d'un usage plus ou moins occasionnel, qui ont été utilisées depuis les temps immémoriaux, disons, au Moyen-Orient, sans que les races se soient éteintes éternellement. Je ne sais pas si vous voyez exactement les distinctions que je vais faire.

MONSIEUR GERALD LEDAIN, (se lève)

Il y a un monsieur en arrière qui attend pour prendre la parole sur la question d'enseignement.

UNE VOIX:

Bien voici, je veux tout d'abord apporter simplement mon témoignage d'une autre génération. Monsieur Steward a été tout à l'heure comme orateur, il a déjà été son professeur, je suis encore plus orateur que lui. Voici: étant dans le milieu

étudiant et également comme père de famille, disons que je suis assez près du problème, pas pour l'avoir expérimenté moi-même, mais pour en avoir entendu parler et avoir aperçu de moi-même ce qui se passe. Tout d'abord, je pense que vous avez soulevé au début tout un programme d'études, en fait, disons qu'il y a la responsabilité de l'état vis-à-vis ou versus la liberté de l'individu.

Par contre, l'état a tout de même les devoirs, l'obligation de protéger ses membres. Si on admet au départ que les drogues dans l'ensemble peuvent être nuisibles, alors cela a la responsabilité d'en avertir au moins les usagers et également je pense qu'il y a une autre responsabilité: c'est que la peine doit être proportionnée, naturellement, à l'acte.

A l'heure actuelle, naturellement, il y a, je pense, une grave iniquité vis-à-vis l'usager. peut-être, même occasionnellement, vis-à-vis l'utilisation de certaines drogues. Bon, je pense que là, il y a à repenser définitivement tout le système pénal de ce côté là, parce que comme disait Jacques, que je considère comme un de mes amis, il y a une énorme différence entre le technique d'écroire, la pègre qui marche, qui met sur la marche ces drogues-là à l'heure actuelle, parce que naturellement, étant illégal, ça favorise naturellement l'illégalité, définitivement.

Par contre, on sait fort bien que l'alcool produit certains ravages et c'est légal. Alors,

Il y a déjà là un problème, je pense au point de vue justice sociale qui est repensé. Naturellement, c'est un phénomène qui est ici... on peut peut-être, à l'état où il est présentement, on peut peut-être le qualifier présentement de un peu récent, on s'est peut-être pas attaqué assez vite au problème social, mais il reste tout de même qu'il y a certainement à y repenser, c'est votre rôle, en fait et j'ai bonne confiance que vous arriverez à des conclusions très logiques dans la manière dont vous vous organisez pour y arriver.

Alors je pense qu'il y a certainement une obligation de prévenir les jeunes.

On dit qu'il y a de l'information, mais dans tous les domaines, je pense qu'il y a toutes sortes d'information. Il y a souvent de la mauvaise information. Au point de vue santé, par exemple, on peut donner toutes sortes d'informations, mais il reste tout de même qu'il faut le donner d'une manière logique, objective et ce n'est pas tout le monde qui est en mesure de le faire. Naturellement, celui qui veut vendre son produit va donner de l'information selon sa perspective. Celui qui est négatif, va les faire fuir au lieu d'être rassuré. L'information objective est très difficile à obtenir, mais il reste tout de même, pour revenir à la première question, que dans notre système d'éducation, on doit l'étudier, on doit mettre au courant nos jeunes et je pense que là comme dans le reste, et avec les moyens de diffusion dont on jouit présentement dans la so-

ciété, on doit le faire le plus tôt possible.

Je pense qu'on a peu de dialogues avec nos jeunes. Remarquez que je ne veux pas me citer en exemple, mais disons que c'est une jeune que je n'ai jamais eue et, bon. Dieu, je pense avoir réussi aussi bien que les autres. De ce côté-là, je pense que dès la manifestation d'un désir quelconque, on veut s'illusionner en somme, c'est presque la naissance, et on doit commencer à informer objectivement. Je pense qu'à l'heure actuelle, c'est le défaut de notre société, sous le prétexte de sexologie, et c'est tout. Dieu. La dernière fois, l'expression, des films de ce genre. Il y a peut-être une partie d'information, mais là je pense qu'on tombe dans le défaut contraire. Alors, il serait temps que nous nous adressions, et nous les adultes à plus forte raison, les pères comme moi et ceux qu'on doit donner l'information la plus juste possible.

Remarquez bien que je suis un peu comme Simard au point de vue des drogues, je suis mal placé pour en parler, parce que tout récemment, je n'ai jamais fait l'expérience. Est-ce que j'ai bien fait ou j'ai mal fait, je ne sais pas. De toutes façons, ça ne me tente pas, j'en ai vu ceux l'ont fait l'expérience; si je peux me baser sur eux, je serai assez positif. Il y en a quelques-uns qui en ont fait et qui ont été moins dommageables, mais il reste tout de même qu'il faut qu'ils soient prévenus et bien prévenus.

Il est toujours, je pense, qu'on mette un peu de logique dans nos informations, qu'on en ait, mais qu'on en ait là de bien faites, aujourd'hui on a des systèmes audio-visuels, il y a le diologue, il y a les professeurs, il y a la société en général qui a un rôle à jouer et je pense qu'à l'avenir dans ce domaine-là, on ne l'a pas pour le moment, c'est mon opinion.

10.1.1961

10.1.1961

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Monsieur, jugeant de ce que vous dites, le programme devrait être arrangé par les adultes, par l'établissement.

Alors, est-ce que nous n'avons pas quelque chose à vendre, est-ce que nous ne vendrons pas la chose, l'information.

Alors, selon notre perspective, vous n'avez pas peur que ça pourrait arriver?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, définitivement, il y a toujours un danger naturellement. ça se passe toujours comme ça. Prenez un professeur qui enseigne la biologie, il aime la biologie, il la choisit, il va vendre naturellement son produit en disant aux étudiants qu'à peu près tout est beau, ça, c'est certain.

L'objectivité idéale est très difficile à atteindre, mais je pense que, quand même, que, s'il s'agit de gens bien pensant, bien intentionnés, qu'on peut arriver à une information qui soit assez près de la vérité.

J'ai l'impression, moi, réellement, remarquez bien que je tiens à la liberté humaine, je pense que le type qui fait l'essai de la drogue à un certain âge, du moins, je le comprends.

Remarquez que je le comprends, moi, parce qu'également moi aussi à dix-sept ans (17), j'ai pris ma première "brosse", j'ai été malade,

1
2 je me rappelle de ça, ce qui ne m'a pas empêché
3 d'en avoir repris par la suite.

4 Il n'y a pas de cachette à avoir là-
5 dedans. Je le comprends, et s'ils ont un dossier
6 pour la balance de ses jours, je pense que la peine
7 est disproportionnée envers l'acte qu'il a posé.
8 C'est ça que je veux dire. Alors, je pense que
9 le Code Pénal doit être repensé, et je ne pense
10 pas qu'on puisse absoudre complètement le trafic
11 si vous voulez des narcotiques ou de la drogue.

12 Mais, je pense qu'on a la respon-
13 sabilité de les informer des effets, comme le
14 disait monsieur Simard des dangers qui peuvent
15 être dans l'usage.

16 D'ailleurs, la cigarette à l'heure
17 actuelle est la preuve de ce que je veux dire,
18 en effet on s'est aperçu à l'usage que ça causait
19 certains dangers. Eh! bien, on prévient le public
20 aujourd'hui, on va même jusqu'à limiter la publici-
21 té.

22 Alors, je pense que nous avons un
23 rôle à jouer et moi-même je fumais un paquet de
24 cigarettes par jour, et depuis je ne fume plus.
25 Ca a été une décision personnelle vous allez me
26 dire, mais je l'ai prise. Remarquez que je me
27 sens mieux tout de même aussi. Merci.

28 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

29 Excusez-moi, j'aimerais avoir cer-
30 taines informations. Je suis venu ici disons

plutôt comme éducateur et j'aimerais apprendre.

Quand vous parlez de drogues, j'aimerais savoir si vous parlez des alcaloïdes ou bien si vous entendez juste par là la mari ou autres drogues que ce soit ou si vous entendez aussi les calmants, le Valium, le Librium, ou les hallucinogènes, le L.S.D., tout ça entre dans les drogues selon moi. Quand vous parlez de drogues ici, tout ça rentre là-dedans? J'aimerais savoir en premier si vous étudiez les drogues qui disons peuvent causer un effet plus ou moins calmant ou plus ou moins hallucinant, peu importe de la façon dont elle le fait.

Est-ce que la Législation est aussi stricte vis-à-vis toutes les drogues en général selon la définition que je viens de donner. Est-ce qu'une personne disons aurait la même peine, pour les gens qui prendront soit du L.S.D., de la marijuana ou du haschisch peu importe, est-ce que la Loi est stricte ou si la Loi est très flexible suivant le Juge et suivant les conditions?

M. GERALD LeDAIN, président:-

Nous entendons par drogue, toute substance qui altère chimiquement la structure ou fonction de l'organisme vivant et on nous demande d'enquêter sur les drogues psychotropes, Qui sont définies comme celles qui altèrent les sensations, les sens, la conscience et les

fonctions psychologiques ou la personnalité.

Donc, toute drogue ou substance qui fait un tel changement ou modification, entrerait dans nos attributions, dans notre champ d'étude.

Maintenant, pour répondre à votre deuxième question. La loi n'envisage pas toutes ces drogues ou substances, mais beaucoup.

Mais, elle les envisage d'une façon variée et les peines et les sentences varient.

On ne peut pas dire que la loi est cohérente à ce sujet, on ne peut pas dire que la loi est systématique actuellement et que la loi reflète nécessairement actuellement les différences entre les drogues. On pourrait dire peut-être qu'il y a des raisons qui seraient des facteurs, qu'il y a d'autres raisons particulières qui ont influencé l'état de la loi vis-à-vis certaines drogues, dans certaines directions.

Et les peines varient et les prohibitions varient.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Mais j'aimerais répondre à la question de mademoiselle lorsqu'elle a posé la question à monsieur Simard, ça veut dire qu'un étudiant ici qui va prendre du Valium ou du Librium, qui voudrait se calmer pour ses examens, enfin qui veut en ressentir les effets, ça veut

1
2 dire qu'après un certain temps, il pourrait
3 être passible d'être sous la Loi disons que
4 c'est comme ça que vous considérez les drogues
5 ou si vous considérez ça comme un calmant?

6 PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
7 Commissaire:-

8 Ca dépend....

9 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

10 Par exemple des "goof balls", il y
11 a des façons d'en préparer - on ne donnera pas la
12 recette ici - mais c'est assez facile de faire ça,
13 un étudiant peut faire ça comme expérience. Mais,
14 est-ce que la Loi, une personne veut faire son
15 voyage, que ce soit avec des "goof balls" ou
16 du L.S.D., peu importe ou même de l'alcool, est-
17 ce que la Loi disons, va punir de la même façon
18 tous ces gens? Monsieur tantôt a mentionné et
19 cité que la première fois on était assez large,
20 assez indulgent, mais que la deuxième fois ça
21 devenait assez sérieux.

22 PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
23 Commissaire:-

24 Je pense à quelqu'un qui veut parler,
25 pour peut-être dissiper rapidement une confusion
26 là en faisant suite à ce que notre président vient
27 de dire, il y a deux catégories de drogues, dont
28 la seule possession est défendue. C'est stupé-
29 fiants d'une part et le L.S.D. d'autre part.
30 La possession peut entraîner une arrestation pour

ces drogues.

Bien sûr, vous pouvez posséder illégalement parce que vous avez truqué des prescriptions, des sédatifs ou d'autres drogues, mais c'est une autre chose.

Mais pour être arrêté pour posséder des drogues actuellement il n'y a - qui sont sous la Loi canadienne - que bien sûr l'opium, l'héroïne, la morphine et puis la marijuana et le haschisch, dont on a dit tout à l'heure que tout le monde semble penser qu'il tombe là un peu par erreur et le L.S.D. depuis le mois d'août.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Je pense que vous voulez parler, monsieur. Rendez vous au micro, s'il vous plaît.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Justement, pour, disons, continuer un peu dans ce que vous avez dit, il y a des substances chimiques qui sont légales sur ordonnances de médecins, qui sont des drogues, mais qui disons sont d'usage assez répandu dans la société. Ce n'est pas un phénomène de jeunes, c'est un phénomène social, disons que les sédatifs sont légaux et également les stimulants sont légaux, ils sont un petit peu de la même nature, quoi qu'ils aient des effets différents, ils sont d'un usage courant. Ils sont employés davantage à des fins non-médicales parmi les jeunes, c'est surtout d'une part, comme monsieur le disait,

je n'ai pas connu tellement d'usagers, sauf des usagers légaux peut-être, mais à certain moment donné, comme monsieur le disait, on peut les utiliser pour des examens ou à d'autres fins, on emploie des stimulants à tort et à travers, des sédatifs la même chose, parce qu'on a peur de ne pas s'endormir, ou on emploie des stimulants pour avoir du plaisir durant trois jours au lieu d'un seul sans arrêt.

Ce sont des drogues comme vous l'avez dit, qui sont interdites. Ensuite, il y a une autre catégorie de drogues qui s'appellent les stupéfiants dont j'excluerai disons la marijuana et le haschisch, ces drogues-là qui sont dangereuses pour l'organisme, à laquelle on associe une dépendance physique, produisent un effet que je ne saurais décrire ne le connaissant pas; par les exposés médicaux disons que la médecine a assez de renseignements, j'ai pu en obtenir par des revues médicales et des livres, et je considère que la Loi les condamne à juste titre.

Il reste deux genres de drogues qui sont un petit peu liés à ça, c'est-à-dire les hallucinogènes qui sont plutôt un seul genre de drogue. Il y a les substances chimiques et la marijuana et le L.S.D. Ces drogues, pour continuer ce que j'avais commencé à dire tout à l'heure, les raisons qui conduisent à

1 l'usage de ces drogues-là pour ceux qui en
2 font usage pour la première fois je suppose
3 qu'avant n'importe lequel phénomène, il y a
4 d'abord la curiosité, curiosité motivée par
5 toute une gamme de facteurs qu'on peut connaître
6 et qu'on ne peut pas connaître, ça dépend des
7 individus. Ca dépend des difficultés de milieu
8 ou des difficultés de vie psychologique ou ça
9 peut être simplement pour faire comme les autres,
10 comme ça se fait dans n'importe quel genre
11 d'activités, que ce soit la mode ou la musique,
12 comme n'importe quelle variété de raisons qu'on
13 retrouve pour l'utilisation de la boisson.
14 Par exemple il y a des gens qui pour l'utilisa-
15 tion vont utiliser les arts pour s'évader, la
16 musique pour s'évader. Il y a surtout là-
17 dedans la curiosité, le snobisme de faire comme
18 les autres, les difficultés sociales, on peut
19 se réfugier dans les drogues comme dans n'importe
20 quelle autre chose, comme on peut se réfugier
21 dans n'importe quoi pour oublier ses problèmes.

22 Je parle pour la première fois.

23 Pour ceux qui en font un usage régulier, là
24 encore je pense qu'on trouve un éventail de
25 raisons c'est-à-dire des gens qui continuent
26 à en faire régulièrement usage par snobisme,
27 et puis des gens qui continuent à en faire un u-
28 sage régulier, parce que ça leur apporte quelque
29 chose à un point de vue ou à un autre.
30



.. 3 2 ..

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
Commissaire:-

Je m'excuse de vous interrompre
une seconde avant que vous passiez dans les motivations, vous êtes en train de donner deux raisons de snobisme, j'aimerais vous demander à tous ici si vous avez eu l'occasion - cet après midi nous avons eu le privilège d'entendre un policier du service de Police et Jeunesse, qui nous parlait d'un service d'information sur la drogue donné par des policiers éducateurs, n'ayant aucun jugement préconçu, j'aimerais que vous autres ici qui peut-être avez été exposés à ce type d'informations ou de cours, je ne sais pas comment ils se font, que vous nous disiez s'il vous plaît, ce que vous en pensez.

Nous avons eu un policier qui nous a expliqué cet après midi ce type de séance et j'aimerais que vous nous disiez si ce type de renseignement vous satisfait, je parle à ceux d'entre vous ici qui ont eu ces cours, s'il y en a ?

Est-ce que vous avez été exposés à ces services de conférenciers?

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Justement pour stimuler votre réponse, peut-être que je puis ajouter que ce monsieur nous a dit aussi que dans son opinion c'était son évidence et il le pensait que les jeunes

1
2 qui prennent de la marijuana par exemple sont
3 presque toujours les jeunes qui viennent des
4 familles où le père ne s'occupe pas de la
5 famille et où les enfants sont laissés trop
6 seuls, trop souvent la mère travaille etc...
7 pensez-vous qu'on puisse généraliser comme ça?

8 Est-ce que dans votre opinion, est-ce
9 ce que vous seriez de la même opinion? Est-ce
10 que vous pensez autrement et pouvez-vous, s'il
11 vous plaît, essayer de répondre à la question de
12 mademoiselle Bertrand, si vous pensez que cette
13 forme d'éducation serait la forme que vous choi-
14 siriez si vous pouviez choisir?

15 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

16 Bon! disons que le sujet est re-
17 venu sur le tapis, vous parlez d'une forme d'in-
18 formation, je m'excuse un peu, de formes d'infor-
19 mation, mais de toute façon disons que l'informa-
20 tion policière, je n'en ai pas eu moi-même comme
21 telle, par des policiers, mais ça dépend des
22 films ou disons des textes qui sont présentés,
23 mais évidemment peut-être qu'ayant une certaine
24 connaissance, ayant déjà une bonne connaissance
25 dans ce domaine-là, ça ne me satisferait pas,
26 parce que premièrement on a une tendance à mora-
27 liser, qui souvent va éloigner les gens vers
28 ça, donc en résumé l'information policière,
29 évidemment ça dépend d'où elle vient l'informa-
30 tion policière, mais étant donné que c'est un

1
2 policier et un constable et sûrement pas un phar-
3 macologue qui donne l'information à prime abord
4 selon moi, ce sont des informations qu'il a
5 prises ailleurs, ça dépend des sources où il a
6 pris ces informations, si c'est tout simplement
7 d'un milieu quelconque c'est difficile, parce
8 qu'on a vu récemment dans les journaux à assez
9 fort tirage que la marijuana, que fumer de la
10 marijuana c'était dangereux, alors qu'il n'y
11 ait aucun fait en réalité pour étayer ça.

12 Alors, si on prend une information
13 basée sur cela, c'est plus ou moins valable, ça
14 dépend où on la prend.

15 Je pense qu'il faut aller la
16 prendre là où elle est, selon moi, si je veux
17 comprendre ses atteintes psychologiques, je vais
18 voir un psychiatre ou un psychologue et si je
19 veux voir les propriétés pharmacologiques, je
20 vais voir un pharmacologue, généralement on va
21 aux universités.

22 Alors, on doit aller où les infor-
23 mations sont, on ne doit pas prendre ça dans
24 telle ou telle revue, je pense que ça ressort
25 des témoignages d'une façon assez remarquable
26 ici dans l'assistance que l'information....
27 souvent des gens, ils disent avoir des infor-
28 mations, alors que ces informations sont plus
29 ou moins bonnes, parce que moi, personnellement,
30 par exemple qui n'a pas disons de connaissances

spéciales je n'irais pas demain acheter une revue de sciences pour la regarder, j'irais tout d'abord m'informer à un niveau inférieur qui la plupart du temps va classifier les drogues en chimique et autres. Et on ne classifie pas la marijuana, alors que c'est vraiment disons quand même une substance chimique dont le principe actif et peut-être encore plus le tétra-hydrocannabinol en est une, alors qu'on le classifie comme non chimique mais en réalité le tétra-hydrocannabinol est la même chose que ce qu'on appelle la marijuana.

Alors, l'information qui je pense est la plus importante et vraiment ce qui ressort de la Commission d'Enquête c'est que l'information doit être strictement vraie. Alors, je pense qu'on va avoir un point majeur de marqué là-dedans et puis disons aussi que vous avez parlé au début de l'information, il y a justement eu un groupe à New York où dans un degré scolaire on a fait des informations de cette sorte, des cours de cette sorte, où ça débute à la quatrième année, mais il faut quand même d'une façon progressive leur parler des drogues.

Au commencement, on ne va pas leur parler du L.S.D. En quatrième année, on va leur parler de l'aspirine ou de quelque autre médicament et nous allons progressivement monter pour arriver à l'échelon des substances qui sont

1
2 susceptibles d'être prises même vers l'âge
3 de douze ans (12), je ne sais pas moi, vers
4 la sixième ou la septième année, on devrait
5 leur parler des substances psychotropes.

6 Parce que le problème disons ici
7 comme monsieur, je pense, l'a mentionné, début
8 quand même de façon assez pressante, d'une façon
9 chronique, si on veut, par rapport aux Etats-Unis,
10 on a peut-être dix ans de retard, il y a dix ans
11 on avait dix ans de retard sur les Etats-Unis
12 justement, mais il faut penser que les Etats-
13 Unis ont encore dix ans d'avance, ils ont encore
14 ces dix ans d'avance, qu'on le veuille ou qu'on
15 ne le veuille pas. Et c'est prouvé que présente-
16 ment dans tout l'état de New York, il y a un
17 grand ravage ou disons une augmentation très
18 forte de l'usage d'héroïne par rapport à avant,
19 c'est-à-dire que l'usage des drogues est plus
20 faible comme par exemple la marijuana qu'au
21 début, ça peut peut-être entraîner à prendre des
22 drogues plus fortes.

23 Alors, c'est faux de dire que
24 tous ceux qui prennent de la mari vont prendre
25 de l'héroïne, mais une chose est à remarquer,
26 c'est qu'il y a un dénominateur commun qui est
27 assez important, que presque tous ceux qui
28 prennent de l'héroïne ont déjà pris avant de la
29 marijuana. Alors, il ne faut pas dire que tous
30 ceux qui prennent de la marijuana vont prendre

de l'héroïne, mais par contre tous ceux, presque tous ceux qui ont pris de l'héroïne ont déjà pris avant de la marijuana.

Alors, je ne pense pas qu'on doive l'oublier.

Et puis il y a un monsieur tantôt qui a dit qu'il n'avait jamais pris de drogues de sa vie et puis ensuite il a dit qu'il avait pris une "brosse" très jeune, mais alors à ce moment-là il a pris de la drogue, parce qu'ici quand on parle de substances psychotropiques, l'alcool est une drogue comme les autres.

Et puis je pense qu'il y a aussi la division que vous avez faite tout à l'heure, celle qu'on vous a demandée, entre substances légales et illégales, en fait, je ne pense pas qu'on puisse classer les drogues qu'on utilise du point de vue juridique. Ou du point de vue pharmacologique, parce qu'on arrive à ce moment-là dans un espèce de cul-de-sac, par exemple la société a classé la morphine comme dans le domaine des stupéfiants, alors qu'elle n'est pas illégale, en réalité, puisqu'elle est prescrite au niveau médical. On ne peut vraiment pas classer du point de vue juridique les drogues, on peut les classer disons strictement comme des drogues qu'on utilise du point de vue médical.

La question donc, je pense que c'est marqué d'ailleurs je me base tout simplement sur le programme des drogues psychotropiques ou des substances qui agissent sur le système nerveux central, à partir des tranquillisants, dans lesquels d'ailleurs est inclus l'alcool, les tranquillisants comme le Librium, la Valium, à aller jusqu'aux stupéfiants du type morphine, héroïne, mais je ne pense pas que ce soit tellement le but ici de faire la division, mais je pense qu'en voulant classer des drogues en illégales et légales, on fait une faute.

Car, j'ai donné strictement l'exemple de la morphine, elle est illégale quand on en fait le commerce, mais elle n'est pas illégale quand un médecin la prescrit, du moins supposément, la même chose avec les amphétamines, les stimulants, c'est pour ça que je vous disais que l'on entrerait dans un cul-de-sac, parce que, comme vous le savez déjà, la morphine est illégale, les amphétamines ne sont pas illégales, alors dans le fond c'est faux parce que les amphétamines peuvent être prescrites, la morphine peut être prescrite, de ce point de vue-là, c'est absolument faux.

Je pense que disons la classification des drogues ne doit pas être faite là-dessus.

-40-

M. GERALD LeDAIN, président:-

Il faut observer quand même que nous notre champ d'étude il s'agit des drogues, de l'usage des drogues pour des fins non-médicales, donc le médical est exclu de notre domaine.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Mais ça n'exclut pas les drogues quand même médicales que vous pouvez employer à des fins non-médicales.

M. GERALD LeDAIN, président:-

C'est correct.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Ce sont toutes les drogues qui agissent sur le système nerveux.

M. GERALD LeDAIN, président:-

C'est correct notre distinction, nous sommes tous d'accord avec vous, notre distinction est entre médicales et non-médicales, c'est notre distinction de base, à la base de notre enquête, mais c'est vrai.

Allez , madame.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

J'ai eu l'occasion en décembre de voir un film donné par les inspecteurs de la ville de Québec qui justement font de l'éducation sur les drogues, mais là je dois dire que c'était un peu gênant, c'étaient des films américains traduits, et qui dataient d'avant mil

neuf cent soixante (1960).

Et justement je me demande après avoir entendu monsieur tout à l'heure, est-ce que vraiment si ce n'est pas une fausseté de dire lorsqu'on prend de la marijuana on va forcément vers les autres drogues, et moi j'aimerais vous poser la question avant d'aller plus loin.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Voici, en principe, nous dans nos audiences publiques, nous sommes ici pour poser des questions, pour entendre, pour être renseignés mais d'ici peu de temps nous allons dévoiler un peu de nos conclusions préliminaires. Puisque nous ne pouvons pas nous cacher indéfiniment derrière ce masque d'audiences publiques, et nous ne sommes pas en mesure franchement ce soir de dévoiler ces conclusions, ces opinions.

Une chose est certaine c'est qu'on nous a dit ça plusieurs fois et c'est une hypothèse, quel est le mot exactement....

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
Commissaire:-

Un argument,

M. GERALD LeDAIN, président:-

Un argument, une hypothèse très importante, et on parle d'un phénomène de poly-intoxication, de l'usage de plusieurs drogues simultanément et que la disposition d'une drogue, plutôt que l'usage d'une drogue dispose à l'usage

d'une autre drogue. C'est très sérieux cette hypothèse.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

C'est parce que le film justement laissait entendre que forcément ceux qui commençaient avec la marijuana allaient avec d'autres drogues, le film mettait l'accent beaucoup sur la sensibilité des gens plutôt que sur le raisonnement des choses.

Alors, les femmes qui ont vu le film avaient été très très bouleversées, parce qu'on voyait des hommes, des jeunes gens qui se droguaient, qui se piquaient sans aucune asepsie, qui avaient des guenilles pour faire un garrot, très sales, tout ça.

Alors, je ne trouve pas que le film ait été préparé d'une façon intelligente, ça m'a vraiment gêné de voir un film comme ça, et ce sont les films qui sont montrés aux jeunes.

Je ne crois pas que ce soit valable à mon avis en tout cas.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Est-ce que vous pensez qu'on devrait montrer tous les effets d'une drogue, les effets qui pourraient être positifs et favorables?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, sûrement, mais les montrer d'une façon vraie pas pour les attirer vers la

-43-

drogue, mais si vous voulez vraiment raisonner les jeunes, montrer les faits tels qu'ils sont.

Probablement qu'il y a des films qui sont mieux préparés que celui-là, mais celui-là entre autres était montré par l'organisation de la ville de Québec, qui s'occupe de la drogue.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
Commissaire:-

Monsieur le Président, par les effets positifs veut dire les avantages.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Les avantages, oui, sûrement aussi. Je crois parce que c'est une éducation tout à fait intelligente que de donner les faits positifs comme pour les désavantages, franchement je crois qu'on doit montrer les faits positifs. Oui, sûrement je le crois, il ne faut rien cacher aux jeunes, il ne faut rien cacher.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-
Présenter la balance.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, je crois, je crois que c'est la seule façon de procéder pour ma part en tout cas. Ca donne par la suite une espèce de confiance qui s'établit si on montre les faits positifs, si on cache les faits, ça manque de franchise, moi je le vois comme ça.

M. GERALD LeDAIN, président:-
Merci.

-44-

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Moi, je considère que le problème est mal posé. On arrive toujours au niveau de la drogue et vous avez toujours des gens qui sont soit pour, soit contre.

On classe souvent les gens qui prennent de la drogue soit par curiosité, soit par évasion, soit pour recherche. Mais prenons l'aspect évasion, c'est l'aspect qui revient le plus souvent. Si les gens essaient de s'évader, s'ils essaient de s'évader ce n'est pas du ciel, ils essaient de s'évader de l'enfer.

De tout temps les gens ont pris des moyens pour s'évader par exemple il y a la religion, la cigarette qui sont tous des moyens d'évasion, qui sont acceptés. Et moi, je soutiens que ce n'est pas comme ça qu'on va régler le problème.

Le problème il faut qu'il soit traité, au fond le problème c'est pourquoi le monde veut s'évader.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

Commissaire:-

Qu'est-ce que ça serait à votre avis?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oh! la la, c'est assez compliqué.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

Commissaire:- Vous voulez qu'on

-45-

s'attaque au problème? Alors, commencez.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Non, c'est trop pour moi. Mais le point auquel je veux arriver, c'est que le gouvernement, son rôle ce n'est pas de faire les lois soit pour ou soit contre, mais de faire l'éducation.

Puis, la question au sujet de l'éducation policière, moi personnellement je n'en ai pas eu, mais je crois que je serais assez réfractaire à avoir un policier en avant qui viendrait me défendre toute la patente. Ce n'est pas mon idéal, je crois, mais.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Merci.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

Commissaire:-

Est-ce que quelqu'un pourrait reprendre la question de monsieur, si vous êtes d'accord que c'est un point central ou si au fond ce n'est pas tellement important de dire qu'on s'évade et qu'il faudrait peut-être chercher pourquoi on veut s'évader et que ça résoudrait beaucoup plus le problème.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Disons que je suis complètement d'accord avec ce que mon copain vient de dire.

Le policier pour la génération au-dessous de vingt ans (20) surtout même pour un

canadien-français en général, je pense que l'information qui vient du "flic", elle vient du "flic". On ne veut rien savoir du "flic", on ne veut rien savoir de ses informations. Je pense que pour les moins de vingt ans (20), c'est exactement ce qui se passe.

Qu'ils aient les cheveux longs, qu'ils soient jeunes, c'est pas acceptable pour nous parce qu'il nous présentera jamais un point de vue éclairé, ça va être le point de vue du "flic", c'est-à-dire un point de vue avec des oeillères.

Je suis aussi d'accord avec la première chose qu'il a dite, et je suis de son avis qu'on devrait définir pourquoi les gens ont besoin de s'évader. Pour vous le dire, il faudrait être obligé de descendre, de vous descendre toute la société et vous allez peut-être avoir de la peine.

C'est vrai, il a parfaitement raison comme le monsieur tantôt qui disait qu'on ne pouvait pas classer les drogues du côté juridique ou non juridique, on ne peut rien classer de cette façon-là, n'importe quel comportement est humain et on doit l'étudier en fonction de la société, du milieu dans lequel on vit et si les gens veulent s'évader, ça veut dire qu'il y a quelque chose qui ne marche pas quelque part, et puis à ce moment-là ça ne devient plus du domaine

1
2 de la Commission, c'est du domaine du gouverne-
3 ment qui devrait se poser la question.

4 Ceux qui administrent le pays
5 devraient commencer par s'occuper de ça. Mais,
6 je ne vais pas commencer ce soir à faire l'apo-
7 logie de la société et la destruction de la
8 société nord-américaine.

9 Je ne pense pas que j'aurais quelque
10 chose à ajouter, là, je suis rendu au fond du pro-
11 blème, je ne veux pas aller plus loin de ce côté-là.
12 Merci.

13 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

14 Est-ce que je pourrais poser une
15 question à monsieur. Supposons que vous appre-
16 niez à la fin ou présentement, immédiatement
17 que ces gens font partie de la Police Montée du
18 Canada, quelle serait votre attitude?

19 UNE AUTRE VOIX DANS LE PUBLIC:-

20 Ca ne ferait rien parce qu'ils sont
21 déjà venus me voir avant.

22 M. GERALD LeDAIN, président:-

23 Pardon?

24 PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
25 Commissaire:-

26 Il a dit que la police avait déjà
27 été le voir avant.

28 M. GERALD LeDAIN, président:-

29 Oui?

30 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:- Mais,

1
2 toujours dans cette optique, je pense que le
3 problème est celui d'une réforme sociale, ce n'est
4 pas utopique, c'est absolument réel et le remède
5 à la drogue, ce n'est pas un remède pharmacologique,
6 on arrive après une dose d'héroïne et on injecte
7 un antidote, ça ne va faire tout simplement
8 qu'aggraver le syndrome, le remède n'est pas
9 un remède pharmacologique, ce qui est le remède
10 au problème de la drogue, c'est une réforme so-
11 ciale, c'est ce qui est vraiment important.

12 D'ailleurs les gens se sont tou-
13 jours servi de la drogue par exemple les grecs
14 se baignaient dans des vapeurs de marijuana,
15 alors ce n'est pas d'aujourd'hui.

16 Mais, disons qu'il y a une augmen-
17 tation aujourd'hui et il s'agit de savoir pour-
18 quoi.

19 C'est sûrement relatif à notre
20 mode de vie.

21 D'un autre côté au Maroc par
22 exemple, le problème est strictement nord-américain,
23 au Maroc la marijuana est prise de façon absolu-
24 ment chronique, les gens simplement sont en train
25 de cueillir et en consomment et le problème
26 nord-américain est complètement différent et
27 probablement lié à son rythme de vie par exemple.

28 Je voudrais donner un exemple ab-
29 solument et strictement pratique, vous avez aux
30 Etats-Unis des jeunes gens de dix-neuf ans (19),

vous-même vous êtes un canadien, vous allez aux Etats-Unis, vous savez que dans six (6) mois, ou dans un (1) an, vous allez peut-être être envoyé au Viet-Nam, vous allez peut-être mourir deux, trois mois après, qu'est-ce que vous allez rechercher? Selon moi, vous allez rechercher disons le Dieu ou l'Etre Supérieur, de toute façon, disons que vous allez rechercher dans le monde une certaine joie, peut-être pas pour le futur, parce que vous savez que dans six (6) mois vous ne serez plus ici, alors vous allez tout simplement essayer de rechercher quelques satisfactions immédiates, et puis la drogue vous la fournit.

Elle fournit cette satisfaction immédiate, autrement dit vous êtes bien quand vous êtes "high".

Alors, c'est ça que recherchent non pas seulement tous les jeunes, mais tous ceux qui cherchent l'évasion.

La première fois la curiosité peut exister, mais la deuxième fois la curiosité n'existe plus.

Alors, je pense que l'information, comme vous l'avez dit tantôt, est secondaire, il y a un problème majeur avant ça c'est de trouver pourquoi est-ce qu'on prendra de la drogue avant de faire de la psycho-thérapie de groupe.

-50-

Je voudrais poser une question, qu'est-ce que vous penseriez par exemple connaissant les dangers de "addictance", dépendance aux drogues, qui ont été mentionnées tantôt. Je pense qu'il y a une petite erreur, il faudrait faire une distinction entre dangers physiques et dangers psychiques.

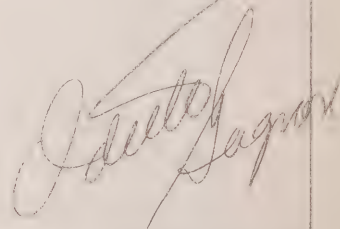
Avec les drogues comme l'héroïne O.K. il y a un genre de dépendance physique, mais ça, ça se guérit après une semaine ou deux, mais c'est la dépendance psychique, ça, ça se guérit pas. Ca vous reste dans l'idée, vous avez déjà été bien avec la marijuana, les amphétamines, etc., vous pouvez arrêter d'en prendre, mais ça vous restera toujours dans l'idée, tout simplement parceque vous avez été bien avec ça.

Pour vous donner la phrase qui disait à propos des drogues fortes: "Qui y vient va y revenir". Et c'est vrai. Vous savez, il ne faut pas minimiser la dépendance psychique et tout ça pour en venir justement à la question que je voulais poser, c'est que c'est lié en fait avec la personnalité de celui qui le prend.

Alors, qu'est-ce que vous penseriez par exemple de soumettre les gens à un test, de faire passer un test à un étudiant et on verrait selon sa personnalité latente si la drogue serait contre-indiquée, on leur dirait surtout à eux que c'est plus dangereux qu'un autre. Moi,

j'imagine qu'on pourrait faire passer des tests
comme ça aux étudiants et qu'on pourrait dire
à quelqu'un que selon sa personnalité latente,
que pour lui c'est plus dangereux que pour un
autre, et à ce moment-là, on pourrait déjà
indiquer ce défaut aux étudiants qui vont être
tentés d'en prendre ou qui disons vont recher-
cher un refuge là-dedans.

Je me demande si ça serait vraiment
intéressant de faire des tests psychologiques
fonctionnels référant à la personnalité latente
de ceux qui pourraient éventuellement développer
des dépendances à la drogue ou à l'alcool.



ODETTE GAGNON
sténotypiste officielle

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30

UNE VOIX:

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30

... les jeunes qui l'ont fait
... et être que dans quinze (15) ans,
... ni en place, ça va être pareil, il
... mais alors donc, il y a un vice,
...
...
...
...
...
...
...
...
... société nord-américaine qui aurait
... dans sa science et dans sa technique
... ité d'être humain et d'avoir des
... is pas être que je suis d'ac
... mais disons que c'est vrai, je ne
... i vous limitez ça à la société nord-
...
... in aurés mis, à la ...
... de la drogue à d ...
... a le docteur Jacques Boissier qui est
... nous parler du problème en France,
... rediger dans des termes qui
... que du Nord.

rencontré également le [redacted] [redacted], qui est un
prix Nobel de la médecine qui a dit, peut-être qu'il
[redacted] la partie, il a dit qu'à Rome, par exem-
ple, les jeunes qui prenaient de la drogue, le pro-
blème était moins aigu qu'ici, que ceux qui en pre-
naient, c'était des américains vivant en Italie. Le
[redacted] [redacted] [redacted] [redacted] [redacted]
c'est moins répandu en France, j'en suis sûr.

UNE AUTRE VOIX:

[redacted] [redacted] [redacted] [redacted] [redacted]
c'est à dire d'abord que d'abord si c'est plus ré-
pandu en Amérique du Nord [redacted] [redacted] [redacted] France,
c'est davantage disponible, on est plus riche, on
peut [redacted] pour des plaisirs [redacted] [redacted] [redacted] [redacted]
les [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] [redacted]
quand [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] de [redacted]

Je voulais justement dire là-dessus
qu'il [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] [redacted]
du Nord ni au vingtième (20e) siècle, ni à l'usage
plus répandu des drogues. Ce que vous avez dit
tantôt, la société a des problèmes [redacted] [redacted] [redacted]
dire la vie a toujours posé des problèmes, évidem-
ment il y a toujours eu un genre d'évasion différent
pour chaque époque. Aujourd'hui, il y a davantage
de drogue en Amérique du Nord qu'ailleurs, c'est
parce que elles sont plus disponibles, s'il y en a
davantage au vingtième (20e) siècle, c'est que le

...er davantage de films
...s quelle peut lui
... plus répandues en so
(70) qu'en mil neuf cent dix (1910), et e
plus répandues, davantage, les gens ont p
moyens de s'en procurer.

...un contexte historique, ...
plusieurs façons de s'évader, dont une ...
... dans l'espace et le temps qui
ligion, qui est un moyen d'évasion garant
remis, qui était d'ailleurs acceptée par ...
tés et même jusqu'à un certain point, ...
... à certaines époques
... qui voyaient là un bon m...
Marx l'a d'ailleurs si bien dit, de ...
tation de leurs pays par ceux qui ...
... mettait de les ...
... à peu plus ou ...
... est qu'il y a ...
... dor, seulement auj...
... les moyens de ...
... moderne diffère de ...
... c'est-à-dire qu'il y a davan...
techniques, qu'il y a davantage de chose...
... y a davantage de gens qui ...
... disponibles.

Je crois que c'est su... pour ça
que la drogue se répand. C'e... d'é...
comme un autre: il y a plus d'hommes, il y a plus
de gens qui en consomment.

... et tout le monde pour-
... Il y a beaucoup de monde qui en
... que c'est une expérience agréable et
... véritablement une diversion comme
... la société en général.

MONSIEUR C. ... président

Quelle est l'importance de l'opinion
... en vous, qui aime,
... à un moment
... la vie a ses bons mo-
... faut se faire un rôle, se dévouer
... on personnel, mais faut se f...
... et se rendre capable de se faire face à
... et d'aller dans la vie avec... la tech-
... ne faut pas... dans la vie,
... les cond... ainsi de suite
... qu'on soit en pleine forme et qu'on soit.
... au soit... de suite et...
... e adulte, la vie a ses bons moments,
... ne jeunesse, il faut que la personnalité
... la santé, ainsi de suite. Et vous autres.
... lez l'... nous aurons besoin à
...
... S...
...
... ce, qu'il...
... ce qui... very

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30

possibilité d'influence, parce que ça c'est une des réponses sociales, ça c'est une des réponses possibles à ce phénomène et peut-être pas le bon.

UNE VOIX:

Ah oui, parce que je pense que ce que j'ai donné, c'est pas une réponse, mais c'est un point de vue différent. Quand à la possibilité, ça se rattache un peu à ça, mais à la possibilité de se réunir tout de suite, de faire des folies, comme notre bon premier ministre, et de s'attaquer au problème. Je pense que ce n'est pas à répondre à ça, c'est malheureusement pour moi, c'est pas, c'est pour ça que j'ajoute un autre point de vue différent, que je vous dis: moi, ce que je constate de la société, et en fait ce que je constate de la société m'amène à vous dire je ne crois pas qu'on puisse arriver comme ça à s'unir et à changer quelque chose, parce que le état de la société est telle que, par exemple, le niveau de conversation qu'on entretient, par exemple, à propos du phénomène de la drogue, je vous garantis bien que les gars de bicyclette comme on les appelle, qui parlent de la drogue, viendront pas vous exposer leur point de vue dans une conversation comme celle là, parce qu'ils n'ont pas de point de vue comme celui-là, ils ne raisonnent pas à ce niveau-là. Donc, ils auraient difficilement vous expliquer une réflexion plus intellectuelle.

Mais c'est justement ça, c'est que pour

DOCTEUR HEINZ LANGE 1901-1908

$$UAE \quad VC: X$$

pas la vieillesse. Il y a des êtres humains, il y en a qui sont plus, pas qualifiés, mais plus renseignés, plus intellectualisés, et qui peuvent poser des raisonnements plus sophistiqués qu'ailleurs, et il y a la jeunesse. Il y a des gars qui ont mon âge et puis qui considèrent comme des écœurants, au même titre que les présidents de General Motors et il y a des gens qui sont très jeunes et ils vont dans les entreprises pour travailler avec les compagnies ou dans les écoles et ils ne se sentent pas, ils vont travailler dans les écoles et ils se sentent qu'à la fin de la journée ils se sentent très jeunes et ils se sentent très jeunes et il y en a d'autres qui se sentent très vieux, c'est ça, je ne sais pas, mais il y a des gens qui se sentent de la sorte, et il y a des gens qui se sentent écœurés de la sorte et il y a des gens, il y en a qui ont l'âge (10) mais il y en a qui... on ne peut pas dire non plus que les jeunes prennent davantage de moyens pour le dire parce que Chartrand de la C.S.N., il a 50 ans (50) ans, il a peut-être 50 ans, il n'est pas passé et il engueule tout le monde, y compris le premier ministre et il ne se gêne pas.

Donc, je pense que c'est une classification arbitraire. Il y a une catégorie de gens qui, la plupart du temps, sont écœurés, c'est drôle, des gens bien renseignés et qui veulent rien savoir et il y en a d'autres qui sont bien renseignés et eux autres, veulent savoir quelque chose

camping, vont faire de la... vont faire
toutes sortes de choses.

Il y en a d'autres, ça va être la drogue.
Si c'est un problème social avant tout, et qu'il
faut modifier la famille ou si on veut une certaine
base de la société, il y a un grand problème à
rencontrer. Si c'est une question de centralisation
d'énergie, le trouble vient peut-être du gouverne-
ment. C'est peut-être... c'est peut-être,
si on veut, une édification de bâtiments qui seraient
des centres culturels, qui seraient des centres dits
gymnastique, des centres de, je ne sais pas trop
quoi, mais le trouble final de ce qui en reviendrait,
pas du tout le trouble principal, c'est que la faute en
reviendrait pas au gouvernement, parce que la fami-
le c'est assez difficile de la changer. Mes idées
sont assez élargies, mais à l'échelle de vue, le
trouble vient peut-être des choses qui donneraient
pas peut-être de centres de divertissement, de cen-
tre de culture physique, culturels, peut-être, peu
importants.

Est-ce qu'il y a un pourcentage de
drogue assez élevé en Russie? On ne peut dire et
d'après les statistiques qui ne sont pas toujours
vraies, qu'ils sont assez bien informés.

UNE AUTRE VOIX.

On parle simplement d'une hypothèse
que monsieur a avancée. La drogue, c'est pas une

hypothèse, c'est deux hypothèses: la drogue sera un problème social, on parle pas du problème que la drogue serait peut-être une solution sociale. Ça paraît drôle à dire mais c'est ça le véritable problème. Maintenant, tantôt, votre question, la question que vous dites que les gens posent en général, c'est que la drogue arrête la productivité, c'est ça que vous vouliez dire en somme parce que on canalise notre énergie dans quelque chose de mauvais, le meilleur exemple de productivité que je peux vous donner, c'est l'Allemagne nazie; d'accord ils ont mis tous les gens dans des camps et c'est ce qui les a fait avancer, c'est ce qui a fait ce qu'ils ont fait. C'est ce qui a fait pour l'Allemagne un pays, c'est une bonne guerre, ça, on a entendu ça souvent. Moi je dis, s'il faut mourir pour faire avancer un pays, ... il y a pas mal un contraste là, d'accord, mais si, même si on produit pas, on est sur terre, on est sur terre pour vivre, pour vivre, pour s'amuser jusqu'à un certain point. On produit et après on s'amuse. Si on veut pas dépenser d'énergie à ce qui est inutile, on va vivre dans une cage, on va venir apporter à manger tous les jours, on va dire: faites ça, ne faites pas ça.

On part tout le temps de quelque chose de négatif. C'est pour ça, c'est pour ça que je reviens, c'est de l'éducation: premier le policier éducateur dont vous parliez tantôt: ce type-là représente la loi. On va lui qu'il y a, pas de position sur la drogue, d'accord, vous êtes là pour

essayer d'en trouver une jusqu'à un certain point, il y en a qui vont se prononcer totalement contre, une petite majorité qui vont dire que c'est dangereux; d'autres vont dire, parlons marijuana, d'autres vont dire, parlons cocaïne. La grosse majorité est contre le gouvernement. Qu'est-ce qu'il fait, il dit: on est contre, lui est grand et fort. c'est méchant, on arrêtera. Or le policier qui représente la loi donnera pas un cours objectif. Il va vous dire tout de suite: c'est quelque chose de mauvais en arrivant à la fin.

C'est une hypothèse, mais c'est deux hypothèses, c'est pas parce qu'il y en a qui disaient une chose, on peut donner une autre citation de Marx: la religion, c'est l'opium au peuple. D'accord, la religion n'est pas pour cela mauvais.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Alors, vous voyez, la drogue n'est pas une solution pour le problème, pour les problèmes sociaux. mais est-ce que c'est un problème social?

UNE VOIX:

Les gens en font un problème, il n'est pas dans la drogue lui-même. il est dans les têtes et ce n'est pas nécessairement un problème, c'est peut-être une solution.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Comment est-ce qu'elle peut être une solution?

UNE VOIX:

Pardon?

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Comment est-ce qu'elle peut être une solution?

UNE VOIX:

De même façon que la réaction pourrait être une solution. Si on ne peut pas déterminer, disons, passons la parole.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Solution que vous acceptez?

UNE VOIX:

Je n'ai pas dit ça, j'ai parlé d'hypothèses, deux hypothèses.

PROFESSEUR MARIE-ANNEE LESTRAND, commissaire:

On a entendu, je veux parler, c'est ça, ce régime les profondeurs, mais je voudrais avoir votre opinion sur une question qui, parce qu'on revient aux problèmes fondamentaux, si vous voulez, on a entendu assez souvent, lors de nos audiences depuis Vancouver jusqu'à l'Île du Prince-Edouard, des jeunes et des moins jeunes dire: notre usage de la drogue a été une affaire temporaire. Ça a eu un commencement, il y a deux ans, il y a trois ans. Pour moi personnellement, disait quelqu'un, j'ai essayé telle chose, telle chose, telle chose, j'ai usé de telle chose, j'ai usé de telle chose pendant un certain temps, j'ai usé de telle chose pour moi, c'est terminé.

Est-ce qu'à votre connaissance, cette espèce d'utilisation dans le temps limité de la drogue, est-ce qu'à votre connaissance, ça existe, on n'a pas beaucoup, on n'a pas du tout rencontré dans des séances un peu intimes comme ce soir des gens du milieu canadien-français et pour toutes sortes de raisons, on n'a pas eu l'occasion de poser cette question-là, si vous voulez, qui, forcément, suppose que des gens qui connaissent des usagers de la drogue, acceptent de dire: bien voilà, ça été un phénomène temporaire, mais au contraire c'est toujours un phénomène qui va en grandissant, ça nous ramène un peu au problème du début, on dit qu'il y a progression, qu'il y a utilisation de plusieurs drogues. Je veux des opinions là-dessus.

-72-

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Moi, chose qui ne me rentre pas dans la tête avec votrehistoire de société, c'est que c'est extrêmement subjectif, que toutes les questions que vous attaquez apparaissent comme étant extrêmement subjectives du fait que l'on considère quelque chose qui est prescrit par la Loi. C'est interdit. C'est pour ça que je ne pense pas que vous envisagez ou que personne envisage le phénomène comme n'importe quel autre phénomène.

Ce que je voudrais voir arriver pour la drogue comme pour le reste, comme pour les arts...

M. GERALD LeDAIN, président:-

Comme pour la musique et la peinture.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

On considère ça comme une maladie et chaque homme devrait considérer ça lui-même, la drogue n'est pas quelque chose de spécial, c'est un sujet parmi les autres. C'est quelque chose d'humain. Il faudrait qu'on s'attaque aux problèmes de notre société, que nos problèmes ne soient pas réglés comme un ordinateur et que nous ne soyons pas considérés, par exemple moi comme le numéro 2382. Ca, ça ne marche pas.

Il faudrait qu'on puisse permettre, qu'on puisse arriver avec le maximum d'informations disponibles à renseigner chaque citoyen

sur n'importe quel sujet, la drogue étant un sujet comme les autres. Et à ce moment-là, quand tous les citoyens ont été en mesure de se renseigner totalement sur tous les aspects de toutes les drogues et enfin en tout ce qui concerne la société dans son ensemble, on n'aurait même pas besoin de dicter de lois, on n'a pas besoin d'avoir un gouvernement qui va faire une loi.

Moi, je ne pense pas qu'on puisse, comme vous dites, redescendre ou remonter des profondeurs, ça revient toujours à ça, le gouvernement c'est une organisation articulée, intelligente, avec des êtres humains qui pensent, pas des machines qui prennent des décisions d'après un sondage, c'est ça le point de vue avec le maximum d'informations pour tout le monde et surtout en ce qui concerne les usagers de la drogue.

Moi, je ne suis pas d'accord avec le principe que vous êtes une Commission d'Enquête là-dessus, puisque je pense qu'il n'y a personne parmi vous qui admettrait avoir déjà fait usage de marijuana ou s'être déjà drogué avec de l'héroïne, je pense que vous devriez rencontrer précisément des gens qui en sont arrivés à utiliser l'héroïne pour avoir le plus de renseignements, le plus d'éclairage possible.

Sur un problème comme celui-là, on ne peut pas discuter de ça comme ça avec des gens

1
2 qui arrivent au micro et qui sont plus ou moins
3 au courant et qui vous disent: "Je n'en ai
4 jamais pris, je n'en ai jamais vu de ma vie,
5 mais je vais vous dire ce que j'en pense".

6 Ces gens-là peuvent parler, mais
7 jamais on arrivera à une solution satisfaisante.

8 Par exemple si je veux discuter
9 d'une pièce de théâtre, que je n'ai pas vu la
10 pièce, je ne connais pas l'auteur, je n'ai rien
11 vu, que je vais venir ici vous donner ce que j'en
12 pense. Je pense que personne n'oserait faire
13 ça.

14 La drogue est considérée comme une
15 affaire à part qui touche la morale. Mais, la
16 drogue c'est comme la boisson, c'est comme les
17 colonnes de son, les micros et puis les tables
18 d'écoute, c'est un fait existant et qu'il faut
19 juger comme tel, non pas comme une affaire dans
20 une petite boîte, et là on regarde ça, il y a
21 deux livres de "pot", là, est-ce que je vais le
22 fumer ou est-ce que je ne le fumerai pas? Le
23 gars va aller voir dans sa bible quels sont
24 les préceptes, enfin moi j'imagine que c'est
25 pas comme ça qu'il faut traiter le problème.

26 M. GERALD LeDAIN, président:-

27 Vous avez mal compris mon inter-
28 vention.

29 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

30 Nous avons rencontré la Commission

et je comprends mal les buts de cette enquête, d'après moi, ça ne rime pas à grand-chose.

M. GERALD LeDAIN, président;

Les buts de l'enquête?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, parce que vous allez voir, c'est un tas d'opinions, tout un paquet d'opinions que vous allez avoir et puis enfin que j'accepte pas et que vous allez arriver, vous allez faire le sommaire de ça, et vous allez aller porter ça au gouvernement, et le gouvernement va montrer ça au monde dans les journaux, et puis les journaux vont tellement déformer ça de toute manière...

Et puis, le gouvernement, où il y a des députés plus ou moins bêtes et plus ou moins intelligents, il y en a de bien intelligents et puis il y en a des stupides, et puis là on va prendre une décision, on va déterminer l'attitude à prendre envers la drogue.

Si le gouvernement légalise n'importe quelle drogue, est-ce que tout le monde va en prendre? Non, ce n'est pas tout le monde qui va en prendre. Ceux qui ont décidé de ne pas en prendre n'en prendront pas plus, évidemment si on ne la légalise pas, il y en a qui vont en prendre pareil.

Je n'ai pas mal compris votre intervention, je vous dis tout simplement que

1
2 le but, la façon de procéder dans une chose comme
3 ça n'est pas acceptable.

4 Bien entendu dans une si courte
5 période c'est difficile, mais disons que d'ici cinq
6 ans (5) ou d'ici dix ans (10), parce que toute
7 la société marche sur un système, il faudrait
8 quand même que vous vous rendiez compte, que
9 tout le monde se rende compte qu'on ne peut pas
10 marcher encore vingt-cinq ans (25) de cette façon-
11 là pour les drogues ou pour n'importe quoi
12 d'autre.

13 On ne peut pas marcher comme ça.
14 Qu'est-ce que ça peut faire que la Commission
15 tire des lois, ce qu'on devrait faire, c'est
16 que chaque individu devrait décider. Ce que je
17 voudrais qui se produise, non pas en tant que
18 Commission, mais après que chacun de vous décide
19 si vous avez envie de fumer, vous allez en pren-
20 dre, si vous jugez que ce n'est pas bon vous
21 n'en prendrez pas et si à côté de vous quelqu'un
22 décide que c'est bon, il en prendra. Je voudrais
23 que ça se produise comme ça.

24 C'est comme pour le cinéma, si
25 quelqu'un aime ça, est préparé pour ça, il y va
26 ou s'il n'aime pas ça, ils n'y vont pas, point
27 final.

28 Le problème c'est que la société
29 ne s'est pas donné une assez grande maturité
30 pour faire face à ce problème en particulier et à

-77-

beaucoup d'autres.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Est-ce que vous auriez d'autres moyens
de faire en sorte peut-être que la société cana-
dienne réfléchisse ensemble sur le traitement
illégal par exemple que plusieurs ici ont l'air
de trouver, plusieurs ont dit qu'ils trouvaient
la Loi trop sévère à l'endroit des usagers de
certaines drogues.

Est-ce que vous avez d'autres
moyens pour que la société canadienne réfléchisse
là-dessus et éventuellement propose certaines
modifications?

Est-ce que vous avez d'autres moyens?

M. GERALD LeDAIN, président:-

Est-ce qu'il y a quelqu'un qui a
répondu?

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Est-ce que j'ai bien compris, monsieur
que vous dites alors que ni la Commission ni
le gouvernement a le droit de se mêler de cette
affaire et qu'on devrait laisser aller les choses,
attendre que les choses se développent.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

C'est bien ça, oui. C'est ça que
j'ai dit, dans le contexte présent de la salle
c'est monstrueux de dire ça.

Qu'est-ce que vous voulez, ça sem-

ble monstrueux de dire une affaire comme ça,
que je vienne vous dire que ce n'est pas de
vos affaires, de me dire ce que j'ai à faire,
ce n'est pas de vos affaires de venir me dire:
"Monsieur, vous allez fumer ou monsieur vous
ne fumerez pas".

Ca, ce n'est pas un remède, c'est
une monstruosité et si je dis ça, tout le monde
va partir à rire, tout le monde va s'esclaffer.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Oui! Vous avez peut-être prévu
dans un sens, vous avez prévu les conclusions
de l'enquête. Ce que vous dites c'est que le
gouvernement canadien n'a pas d'intérêt légitime
dans ce domaine qui doit être un domaine de choix
personnel.

Mais, vous avez dit qu'on devait
renseigner aussi bien que possible, vous avez
dit vous-même et vous avez suggéré vous-même
que les gouvernements dans ce qu'ils veulent
entreprendre n'a aucune responsabilité qui en-
traîne la responsabilité de renseigner; mais
je crois que vous avez ajouté votre voix à cette
idée-là.

Maintenant, le point de départ
de cette Commission, nous ne sommes pas ici pour
nous défendre, ni l'institution de la Commission
en général, mais pour comprendre.

Le point de départ de cette

Commission est que le gouvernement a un intérêt actuellement, le gouvernement est engagé, le gouvernement est mêlé là-dedans, le gouvernement a entrepris pour le bien ou le mal une responsabilité. C'est ça le point de départ.

La société à ce qu'il paraît, la société n'est pas satisfaite avec disons la politique, toute la politique non seulement la politique gouvernementale, mais la politique d'enseignement, toutes les réactions à ce phénomène sont donc le point de départ de la Commission.

La Commission ne veut pas dire, et qui sait, peut-être avez-vous raison, on nous demande de faire des recommandations au gouvernement, pour savoir ce que le gouvernement peut faire seul ou avec les autres niveaux gouvernementaux.

La réponse peut bien être que le gouvernement fait trop, que le gouvernement ne devrait pas faire certaines choses du tout.

Il ne faut pas juger de l'institution d'avance, il ne faut pas prendre pour acquis que les résultats seront tel et tel points.

Après tout, il s'agit d'une Commission indépendante, tout à fait indépendante, et je peux vous dire que nous sommes cinq citoyens, qu'il n'y a pas une pression politique ni d'autres qui peuvent influencer notre jugement.

Nous avons entrepris cette tâche-
là pour ça.

Maintenant, il ne faut pas désespé-
rer, être disons trop cynique quant aux procédés
gouvernementaux pour trouver des réponses si vous
voulez plus intelligentes, d'après votre propre
jugement.

C'est parce que le gouvernement a
actuellement la responsabilité et il doit enquêter,
il doit enquêter pour être plus renseigné sur la
politique à suivre, mais ça ne montre pas que
le gouvernement entend se mêler plus de ça. Je
ne sais pas.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

La réponse peut être tout au
contraire.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Donc je n'aimerais pas que vous
preniez cette initiative comme reflétant une
politique quelconque, ni que vous miniez la
confiance que nous devons tous avoir dans les
procédés tels que nous les avons pour chercher
les solutions à nos problèmes sociaux.

Je ne devrais pas m'exprimer
comme ça, je suis ici pour enquêter, et parce
que vous avez fait une critique, je crois très
réfléchie, je prends la liberté de m'engager
dans cet échange.

1
2 C'est le plan général, je pense,
3 des procédés démocratiques, je parle des façons
4 dont nous devons nous servir ensemble pour
5 chercher les meilleurs moyens pour trouver des
6 réponses aux problèmes sociaux, aux problèmes
7 dans lesquels le gouvernement est actuellement
8 mêlé d'une façon ou d'une autre.

9 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

10 Enfin, j'ai rien anticipé, ce
11 n'est pas possible, ce que la Commission va faire,
12 il est possible que le gouvernement légalise la
13 marijuana, c'est possible qu'on continue à
14 l'interdire, ça aussi c'est possible, ce que
15 vous recommanderez en fait ce n'est pas ce qui
16 m'intéresse...

17 PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
18 commissaire:-

19 Vous avez la possibilité et c'est
20 ce qu'on essaie de vous dire, je pense que vous
21 ne comprenez pas nos réponses, c'est possible
22 aussi que le gouvernement dise que ce n'est pas de
23 ses affaires, comprenez-vous?

24 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

25 Oui, mais le gouvernement ne peut
26 pas dire: ce n'est pas de mes affaires.

27 O.K., il peut dire: "ben" ce
28 n'est pas de mes affaires et je m'en vais léga-
29 liser toute la patente. Mais, à ce moment-là,
30 il faut qu'il pose un geste à la suite de votre

Commission il y a deux chemins possibles, il n'y a pas trente-six solutions, c'est que le gouvernement en tenant compte ou en ne tenant pas compte de votre Commission va recommander soit que le gouvernement continue à interdire ou encore l'autre choix c'est que le gouvernement se dit c'est pas de nos affaires, et puis à ce moment-là, il faudra qu'ils changent la politique de la Loi tout de suite.

Donc, c'est là que je vous dis que d'un côté ou de l'autre, à mon avis, ce n'est pas une solution valable et qu'à ce moment-là le problème dépasse de beaucoup le niveau de la Commission et évidemment c'est ce que tout le monde vous a dit tout à l'heure.

Tout à l'heure il y avait quelqu'un qui vous parlait de religion et je crois que c'est la même chose, ce n'est pas tellement la question de savoir ce que le gouvernement va faire à propos de la drogue ou à propos de tout, mais moi je pense qu'il va continuer à se "péter" la tête sur les murs un peu partout.

Il ne peut pas, je suis persuadé, il ne peut pas ne pas se mêler de nos affaires, et puis il faut absolument qu'il pose un geste, soit qu'on continue dans la même politique ou qu'on abolisse cette politique-là. C'est inévitable, faut continuer ou on s'arrête.

-83-

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Vous avez dit tout à l'heure que le gouvernement avait peut-être une tâche d'information, là-dessus j'aimerais revenir, vous avez dans votre mandat un point très précis, les connaissances médicales au sujet des drogues et pour ça je vous fais entièrement confiance à ce point de vue-là.

Je pense que ce qui est le plus déficient actuellement, enfin on lit des articles partout, tout le monde a son idée là-dessus, mais à ma connaissance il manque d'études strictement scientifiques, je crois que présentement c'est ce qui manque le plus.

Quant à la question que vous avez posée tout à l'heure concernant, si nous personnellement on connaissait des gens qui s'étaient adonnés à l'usage de drogues, qui avaient arrêté? Malheureusement je n'ai pas de faits précis, je suppose qu'il y en a qui le font, surtout concernant des drogues qui n'auraient pas disons d'effets physiques à long terme.

C'est encore là le côté médical, on ne peut pas se prononcer là-dessus, je pense que là-dessus, c'est comme pour toute autre activité que certaines personnes peuvent faire usage de drogues pendant deux ans (2) et s'arrêter ou continuer. Je pense que c'est comme

pour la musique ou n'importe quel autre divertissement et ça surtout pour les drogues qui n'ont pas d'effets physiques néfastes, je pense qu'on doit lui donner la permission de le faire.

Un étudiant qui me disait il y a quelques semaines, c'est un fanatique de la musique, j'ai passé trois jours à écouter de la musique sans dormir, le médecin a été obligé de lui donner des médicaments et de le mettre au repos car il avait fait une dépression.

Est-ce qu'on doit supprimer les disques parce qu'il y en a qui font ça? Je ne le pense pas, ça dépend de l'individu.

Alors, concernant l'usage individuel et les raisons individuelles, je pense que vous auriez là un mandat qui pourrait durer des années sinon toute une vie pour faire une enquête comme celle-là concernant chaque individu. Car chaque individu va vivre l'expérience à sa façon, on ne peut pas généraliser à partir d'un cas ou à partir de dix (10) cas.

Même si je vous disais que je connais cinquante (50) personnes qui ont déjà pris de la marijuana, et qui ont arrêté et qui actuellement n'ont plus l'intention d'en reprendre, eh! bien, je ne vois pas quelles conclusions vous pourriez en tirer. La même chose pour l'inverse, à moins qu'il y ait comme je vous l'ai dit tout à l'heure une accoutumance

médicale et un prolongement médical, un prolongement physique vers une autre drogue, et ça là-dessus je ne peux pas vous répondre.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Je devrais dire que nous avons, que nous suivons évidemment plusieurs moyens d'enquête. Maintenant, nous faisons une étude des effets des drogues, et évidemment des études d'autres phénomènes, et peut-être l'impression que notre audience publique peut donner, c'est que nous nous intéressons à l'opinion et à la compréhension des questions et c'est vrai, parce qu'au fond nous sommes convaincus que la chose la plus importante ici c'est le côté humain et c'est ce qu'on voudrait constater le mieux possible, c'est la vraie nature de la décision à prendre.

Quelles sont les vraies questions politiques et politiques dans le sens large du mot, quelles sont les responsabilités, quelles sont les données ou les responsabilités, nous sommes ici parce qu'il y a de grandes questions morales à résoudre et nous voulons être conseillés. Quel est le rôle du gouvernement? Quelles sont ses responsabilités? C'est pourquoi nous sommes ici. Nous devons nous prononcer sur ça, il n'y a pas de cachette, pas d'histoire là-dessus, nous devons donner notre opinion sur la responsabilité gouvernementale, s'il y

1
2 a une responsabilité gouvernementale éducative.

3 Cette question qui a été posée c'est
4 une question qui est très grave. C'est peut-être
5 très facile d'y répondre, mais c'est très grave.

6 Est-ce qu'on va donner tous les faits,
7 tous les avantages et désavantages et à partir
8 de quel âge et en quelle mesure est-ce que
9 c'est une responsabilité que nous partageons
10 nous-mêmes.

11 Nous publierons nos opinions sur
12 les effets d'ici peu de temps. Mais, ce sont
13 toutes ces grandes questions-là qui doivent être
14 résolues. Il y a aussi la question de traite-
15 ment. Est-ce qu'on a le droit de faire un traite-
16 ment obligatoire, même si ça peut être efficace.

17 Ce sont des questions morales qui
18 doivent être résolues et qui doivent être résolues
19 par le peuple canadien, ce n'est pas un expert
20 à qui nous pouvons référer cette question-là.

21 C'est pourquoi nous tenons ces
22 audiences publiques et nous considérons franche-
23 ment nous considérons que les opinions que nous
24 recevons sont très importantes, très importantes
25 parce que ça nous donne une idée de la conception
26 du peuple canadien sur ces questions.

27 DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

28 Je me demande, monsieur le Président,
29 monsieur ne voulait peut-être pas dire dans son
30

-87-

opinion que le gouvernement n'a de responsabilité pour aucune chose, aucune responsabilité quant à l'individu.

Est-ce que c'est ça que vous vouliez dire au juste?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, si vous voulez.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Si c'est ce que vous voulez dire, ça nous renseigne et nous sommes ici pour nous renseigner, justement nous devons chercher cette opinion qui est la vôtre, et j'essayais de savoir quelle en était la base.

Est-ce qu'il y aurait d'autres gens qui auraient une opinion là-dessus?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je suis arrivé un peu en retard, mais je suis ici depuis un bout de temps.

Tantôt je me suis demandé au fond pourquoi tout à coup quand le phénomène de la drogue surgit, on sent le besoin de se poser des questions.

Est-ce qu'on va légaliser la drogue? Quand l'automobile est arrivée, on n'a jamais fait de grosses enquêtes royales pour savoir si on allait légaliser l'automobile. Pourtant s'il y a une drogue qui tue du monde, qui en fait crever, c'est bien mon "char"!

Et puis, quand la drogue arrive

1
2 tout à coup on se dit: bien non, c'est pas
3 bon et puis après que ça fait cinq ou six ans
4 que le phénomène est arrivé, peut-être dix ans,
5 là, on se met à faire une enquête royale pour
6 savoir qu'est-ce qui va se passer là-dessus
7 pour toute la patente, on commence à se poser des
8 questions.

9 Et puis là je me rends compte qu'à
10 un moment donné, c'est parce que la drogue, vous
11 l'avez dit tout à l'heure, vous avez dû le trou-
12 ver, la drogue à un certain moment donné, ça rend
13 non productif, et pour notre société c'est grave.

14 Quand est arrivé le problème du
15 "char", eh! bien là l'automobile ça pouvait faire
16 produire - comme Jacques l'a dit tout à l'heure -
17 ça pouvait produire, c'est entré dans la chaîne
18 établie, ça entraînait dans les cadres du système
19 quand on fait des guerres c'est la même chose,
20 ça fait rouler le commerce, ça entre dans les
21 cadres du système, c'est bien correct. Mais là
22 avec la drogue c'est plus du tout le même problè-
23 me, on est en train de décrocher quelque chose
24 d'autre, des gens qui seraient de futurs produc-
25 teurs ne produisent plus, alors c'est pour ça
26 qu'on a défendu la drogue d'après moi.

27 Et puis, c'est pour ça, selon
28 moi, que tout à coup on se pose la question:
29 est-ce qu'on va légaliser la drogue. Moi, j'ai
30 l'impression que vous allez la légaliser dans

-89-

1
2 cinq ou dix ans (5 ou 10), je ne sais pas peut-
3 être moins, mais à ce moment-là, ça sera parce
4 qu'on aura tout simplement trouvé le moyen de
5 s'organiser pour que les gens qui fument de la
6 drogue, pour que la drogue elle-même soit produc-
7 tive.

8 Là, c'est bien "fourrant" pour
9 la société, mais un coup qu'on aura trouvé la
10 patente et puis qu'on pourra, je ne sais pas,
11 faire produire, il apparaît que Imperial Tobacco
12 se préparerait déjà à faire des paquets de
13 marijuana et qu'ils ont déjà leur champ de
14 "pot" au Mexique, tout ça, bien moi je pense
15 que vous allez leur laisser le temps de s'instal-
16 ler et puis que là vous allez légaliser la mari-
17 juana.

18 Je ne trouve pas ça tellement
19 correct, mais je pense que c'est ça que vous
20 appelez le progrès.

21 Je pense que tout simplement à
22 un moment donné on va réussir à faire entrer la mariju-
23 na justement dans le jeu, dans la patente,
24 et puis la marijuana va rendre des gens productifs,
25 je sais pas comment ça va faire produire, mais en
26 tout cas ça va être bien correct, et nous ce
27 qu'on ne veut pas c'est justement ça.

28 Et puis, en fait, c'est peut-être
29 ça le problème.
30

-90-

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Personnellement j'aimerais dire ceci: je pense qu'il est du devoir du gouvernement d'abord d'informer le mieux possible la population sur la nature des drogues.

Deuxièmement sur les dangers et les complications de l'usage des drogues.

Maintenant, personnellement, je pense que si on a décidé, je ne suis pas à la place des gens qui sont en face de ça, mais si on a décidé aujourd'hui de faire une étude sur l'usage des drogues ou de faire une enquête sur les usagers des drogues, je pense que ça survient à un moment où les nouvelles drogues sont arrivées sur le marché, de nouvelles drogues sont en existence, des drogues qui sont dangereuses, à tel point que des personnes, que certains gens très compétents ont déjà donné leur opinion, c'est ça le problème et les gens qui font enquête sont au courant.

Et je pense que c'est la raison pour laquelle il y a une enquête au Canada sur l'usage des drogues.

Maintenant, je n'admets pas que certaines personnes, que je ne nommerai pas, se permettent d'émettre des opinions telle que la suivante: "On pourrait probablement se permettre de légaliser l'usage de toutes les drogues". Je n'admets pas ça.

-91-

D'abord, parce que c'est à l'encontre de l'opinion de gens compétents qui ont déjà donné leur opinion là-dessus.

Personnellement sur l'usage des drogues, je pense que le devoir du gouvernement est d'abord d'informer la population sur la nature des drogues et en expliquer les dangers et les conséquences.

Encore une fois j'admets qu'on sait peu de choses au point de vue médical et je pense que c'est là le fond du problème, mais il y a tout de même des médecins qui ont dit les dangers et les complications ainsi que la nature des drogues.

Alors, c'est un fait qui est assez nouveau, parce que, quand il s'agit de l'héroïne ou de ces médicaments qui s'apparentent à l'héroïne ou la morphine, bien on en connaît pas mal, on a connu ces drogues-là, on en connaît les conséquences ou la maladie, si vous voulez, au point de vue médical.

Mais quant aux nouvelles drogues qui sont sur le marché, je ne dirais pas le marché officiel, mais ces drogues-là sont en existence, elles sont dangereuses et je dirais que ça représente une responsabilité très grande de la part du gouvernement. Merci.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je voudrais continuer dans la même

1
2 veine que tout à l'heure, et je pense justement
3 que si on légalise la drogue, on permettrait
4 l'achat et puis la vente de ces drogues, disons
5 qui sont dangereuses.

6 Mais s'il y a quelqu'un qui gagne
7 beaucoup d'argent, eh! bien il va s'acheter
8 une "Mustang", moi comme j'en gagne pas telle-
9 ment je roule avec une vieille "Dodge", ça
10 veut pas dire que parce que ma voiture est
11 vieille qu'il n'y a pas de danger, et puis je
12 trouve que pour la drogue, c'est un peu la même
13 affaire "et pis" là-dedans elle, la pauvre drogue,
14 elle "mange de la merde"!... c'est-à-dire que,
15 comme le disait Jacques tout à l'heure, c'est
16 pas mal vrai, si un gars a une "Mustang", moi
17 je gagne pas assez, j'en aurai jamais assez,
18 un gars "y peut" aussi bien se tuer avec sa
19 "Mustang" qu'avec la drogue.

20 Le problème c'est pas la drogue
21 c'est le problème qui est dans la tête. Et
22 puis on dirait que c'est ça que vous ne comprenez
23 pas.

24 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

25 Pour continuer ce qu'a dit Michel
26 et à part de ça ce qu'a dit un monsieur tout à
27 l'heure, lui il admettait pas qu'un membre du
28 gouvernement dise telle chose, moi je lui dis
29 eh! bien monsieur, "y'a" rien à admettre, "y'a"
30 quelqu'un qui a dit des choses, et puis on doit

-93-

les accepter, parce que chacun prend sa propre décision de parole.

Monsieur semblait croire que si un membre du gouvernement dit quelque chose ou que si une chose est légale, que ça veut nécessairement dire que c'est une invitation à pratiquer cette chose-là.

Parce qu'une chose est légale ce n'est pas nécessairement une invitation à le faire.

Pour faire le point final, je suis d'accord qu'une Commission comme la vôtre existe pour conseiller un gouvernement comme celui qu'on a.

Parce que le gouvernement est obligé de prendre une décision comme ça, parce que tous les gens s'imaginent que si quelque chose est permis, qu'on doit aller le faire, même si ça leur fait du mal.

Un gars qui est paralytique et puis qui va aller conduire une "Mustang" comme Michel le disait tantôt, même s'il avait son permis de conduire, s'il voulait conduire une "Mustang", eh! bien c'est pas faisable! Donc, il faut pas qu'il le fasse, mais ils ont l'air de croire qu'il est nécessaire que tout le monde se garoché là-dessus, que tout le monde va fumer de la drogue, et puis qu'à ce moment-là tout va être rose!

En fait c'est pas ça être légal pour moi, "y'a" bien des choses qui sont légales, et puis il y a des gens qui ne le font pas, parce qu'ils aiment pas ça.

La meilleure chose que vous puissiez faire dans une commission, sur la vôtre pour le moment c'est chercher des avis éclairés, pas de consulter le peuple.

Parce que le peuple, vous êtes sans doute d'accord avec moi, qu'il a pas regardé le problème, il est pas éclairé là-dessus, même vous avez des opinions, des fois des opinions éclairées, ça fait que je pense pas que vous deviez consulter le peuple.

Vous devez consulter des experts, ceux qui sont contre, ceux qui sont pour, consulter tous les experts, mais je pense pas que ce soit bon de consulter sur le problème tout le monde, parce que ça a pas de bon sens. Si vous consultez des experts, après ça, vous allez faire une synthèse, et si vous êtes capable tous les cinq de vous entendre, ça va être beau, et puis à ce moment-là vous allez donner vos recommandations au gouvernement, et puis il va agir. Pour ça, il faut donner l'opinion des gens éclairés pour que le gouvernement puisse savoir où aller, pas le peuple, il est pas au courant, il a pas de connaissances de ça, on peut rien leur demander, ou il y a rien de

positif qui va sortir de là-dedans.

C'est pareil comme moi, si vous me demandiez de parler des autos, si on me demandait mon opinion dans une enquête sur le marché de l'automobile, par exemple sur les performances de la "Mustang - Match 1", eh! bien premièrement, je pourrai jamais n'avoir, parce que j'aurai jamais assez d'argent pour m'en payer une, mettons, si vous voulez, je pourrais pas donner mon opinion, parce que je connais rien dans les automobiles. Si vous voulez une opinion là-dessus, ça prend l'opinion des experts, c'est le meilleur conseil qu'on puisse vous donner.

Et puis, si toutes les choses qui étaient légales étaient pratiquées par tout le monde, ça irait mal, parce qu'il y a beaucoup de choses qui ne conviennent pas à tout le monde.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Même si vous n'avez pas d'auto, ça ne vous empêche pas de donner votre opinion sur l'auto, d'avoir une opinion sur l'auto ou si vous croyez qu'on n'a pas le droit de le faire.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Si vous connaissez ça par expérience, c'est-à-dire que je pense que si vous n'avez pas l'expérience pratique d'une chose, vous ne pouvez pas, vous pouvez toujours donner une

opinion, personne ne peut empêcher quiconque de donner son opinion sur quoi que ce soit, mais essayez pas de convaincre quelqu'un si vous n'avez pas d'expérience pratique d'une chose quelconque, voyons. Il me semble que c'est bien logique.

Si vous avez la connaissance, la base d'un sujet vous pouvez donner une opinion éclairée sur ce sujet selon moi, vous pouvez peut-être posséder une opinion sur quelque chose, mais vous ne pouvez pas donner un conseil quant à l'utilisation d'une chose si vous n'en avez pas l'expérience.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Pourquoi faudrait-il donner des conseils?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

C'est vous-même qui m'avez dit que vous deviez faire des recommandations.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Selon votre argument est contre le système fondamentalement, contre l'ordre démocratique par exemple sur le vote.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, monsieur, il n'y a pas de question sur laquelle le peuple est suffisamment renseigné pour se prononcer.

-97-

M. GERALD LeDAIN, président:-

Toutes les grandes questions politiques sont des questions à être réglées par le peuple, autrement les élections c'est une farce monumentale, c'est un prétexte, est-ce que c'est ça que vous dites en fin de compte?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, d'accord.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Vous êtes systématique.

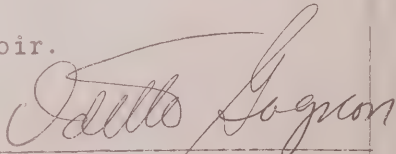
UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, oui.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Je crois que nous sommes rendus au bout de notre soirée, qui pourrait durer, parce que c'est très intéressant pour nous, mais il est dix heures et vingt (10:20) et je ne crois pas qu'on puisse imposer plus longtemps notre présence. Je crois qu'on devrait peut-être ajourner. Nous serons au Château demain à partir de neuf heures et demie (9:30) et nous aimerions voir ceux qui peuvent se rendre et participer à nos discussions là-bas. Il y aura des experts demain, quelques-uns au moins.

Comme ça je déclare cette audience terminée et je vous remercie tous pour avoir assisté à cette audience ce soir.


ODETTE GAGNON,
sténotypiste officielle.

CAI
Z 1
-69N21

COMMISSION OF ENQUIRY
SER 2118712 OLS DANNES
A DEC FINE FOR DANNES

COMMISSION OF ENQUIRY
SER 2118712 OLS DANNES
A DEC FINE FOR DANNES

SER 2118712 OLS DANNES
A DEC FINE FOR DANNES
SER 2118712 OLS DANNES

C A N A D A

PROVINCE DU QUEBEC

Q U E B E C

COMMISSION D'ENQUETE SUR L'USAGE DES
DROGUES A DES FINS NON-MEDICALES.

PRESENTS: M. GERALD LeDAIN, président;
M. IAN CAMPBELL, commissaire;
DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN,
 commissaire;
PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
 commissaire;
M. J. PETER STEIN, commissaire.
M. JAMES J. MOORE, secrétaire
 exécutif.

SEANCE TENUE A L'UNIVERSITE
LAVAL, LE 3 AVRIL 1970, A
1:00 P.M.

M. GERALD LeDAIN, président:

D'abord, vous nous excuserez d'être en retard. Nous avons eu de la difficulté à trouver la salle qui avait été réservée pour cette audience. Je vous remercie de votre patience.

J'aimerais vous présenter les membres
de la Commission qui sont ici.

A ma droite, extrême droite, vous avez nos deux associés en recherche , à ma droite le docteur Charles Farmilo et à sa gauche le docteur Ralph Miller. Puis, à la gauche du docteur

1
2 Miller les membres de la Commission monsieur J.
3 Peter Stein de Vancouver, à ma droite immédiate
4 le docteur Heinz E. Lehmann de Montréal. Je
5 m'appelle Gérald LeDain. A ma gauche monsieur
6 Moore, James Moore, secrétaire exécutif de la
7 Commission. A sa gauche le professeur, mademoi-
8 selle Marie-Andrée Bertrand de l'Université de
9 Montréal.

10 Maintenant, je crois que probable-
11 ment vous avez une idée assez générale de notre
12 tâche de nos attributions. Je vous ferai un
13 résumé très bref.

14 On nous demande de faire enquête sur
15 les effets des drogues qui donnent lieu à un usage
16 non-médical, sur l'étendue de cet usage et sur
17 les motifs qui poussent à l'usage non-médical de
18 ces drogues, de ces substances psychotropes.

19 Et puis, après ces constatations
20 de présenter des recommandations sur les voies et
21 moyens d'action ouverts au gouvernement fédéral,
22 seul ou conjointement avec d'autres niveaux du
23 gouvernement en vue de réduire l'ampleur du pro-
24 blème causé par l'usage de ces drogues et ces subs-
25 tances.

26 Maintenant, parmi les questions que
27 nous étudions, peut-être une des plus importantes,
28 justement c'est cette question de motif, cette
29 question de contact, le vrai contact social,
30 philosophique de ce phénomène.

-3-

Qu'est-ce que ce phénomène? Qu'est-ce que ça veut dire pour notre temps? Quelle est sa vraie importance? Et quels sont les rapports entre ce phénomène et les autres changements, d'autres mouvements, influences, réactions, si vous voulez de notre temps?

Nous essayons de saisir en fait les vraies dimensions de ce phénomène et ces rapports avec la vie contemporaine.

Nous aimerions avoir tout particulièrement vos idées à ce sujet, pour nous aider à mieux comprendre ce que ça veut dire.

Parce que le gouvernement, en fait, nous a invités de faire un commentaire social, car c'est difficile de ne pas penser à quelque chose qui n'a pas un rapport avec ce phénomène, quelque chose qui touche à la condition humaine naturellement.

Donc, nous n'avons pas de soumission formelle aujourd'hui, nous sommes ici pour vous entendre, il y a des micros placés de chaque côté ici et vous pouvez vous servir des micros.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Juste une chose: avez-vous le droit de vous servir du huis clos?

M. GERALD LeDAIN, président:-

Du huis clos?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

C'est-à-dire enfin qu'est-ce qui me

1
2 dit ici que ces personnes-là ne sont pas des
3 gens de la R.C.M.P., lui et lui, qu'est-ce qui me
4 le dit?

5 M. GERALD LeDAIN, président:-

6 Ce ne sont pas des audiences à huis
7 clos, ce sont des audiences publiques.

8 Nous avons tenu plusieurs de ces
9 audiences à travers le pays et jusqu'ici ces in-
10 quiétudes ont été soulevées et je pourrais vous
11 dire à ce moment que nous avons eu dès le début
12 de notre enquête une entente avec la Gendarmerie
13 Royale Canadienne qui nous a assurés qu'elle ne
14 ne se servirait pas de notre enquête pour fins
15 d'application de la Loi. Et puis malgré ces
16 inquiétudes, les individus sont venus pour nous
17 parler et de façon très carrée d'ailleurs, et
18 j'ai demandé souvent de faire rapport s'il n'y
19 avait aucune raison de croire, aucune preuve que
20 notre enquête ait été utilisée, ait été exploitée
21 pour des fins policières, et puis jusqu'ici je
22 n'ai reçu aucune preuve, aucune plainte spécifi-
23 que. Donc, j'ai toute raison de croire que notre
24 entente a été respectée.

25 Mais, en même temps nous ne voulons
26 pas dans ces audiences publiques, nous ne voulons
27 pas que vous vous identifiez, que personne ne
28 s'identifie par son expérience personnelle ou
29 nous faire part de faits qui puissent l'incrimi-
30 ner dans aucun sens.

-5-

Ce que nous cherchons, nous sommes toujours prêts à entendre quelqu'un privément dans une audience privée s'il a des choses à nous dire qu'il préférerait ne pas dire en public.

Nous cherchons en public la perspective des idées générales, la connaissance, l'interprétation, et comme je dis, l'expérience jusqu'ici que nous avons eue à travers le pays, c'est que les individus se sont sentis en confiance pour nous faire part de leurs idées et ça a roulé malgré ces inquiétudes qui ont été soulevées au début.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je suis donc prêt à commencer.

Catégoriquement avant tout, moi, je suis pour la légalisation.

Et la première raison c'est qu'entre autres on n'a quand même pas des faits certains, on n'a pas de rapports médicaux actuellement, présentement on ne trouve pas de défauts comme qui dirait à long terme, au point de vue conséquences.

Pour cette raison-là, je serais pour la légalisation.

Même je compare ça à la prohibition de la boisson aux Etats-Unis. Lorsque vous avez eu la prohibition de la boisson aux Etats-Unis, il y a eu comme conséquence des gens qui sont morts à cause de la mauvaise qualité de la boisson.

-6-

Je me pose une question et je me demande jusqu'à quel point les conséquences au point de vue drogues, au point de vue de santé, si ce n'est justement pas dû à la mauvaise qualité de cette drogue-là. C'est une raison que je trouve assez importante.

Si le gouvernement légalisait la marijuana, non comme la boisson, comme un moyen de faire de l'argent, mais je me demande si les conséquences ne seraient pas encore tellement néfastes que la boisson, car de toute façon on compare très souvent la boisson à la mari c'est pas plus nocif.

D'autre part, s'il y a une autre raison ici ... enfin ici on parle de la mari et du hash, on dit que ça conduit à l'héroïne ou à des drogues plus nocives, mais je me pose une autre question aussi; est-ce que le marché, si on limite un marché, ce qui en un sens force les grands fournisseurs de drogues, les fournisseurs en mari et les fournisseurs en hash, si ça ne leur donne pas la main en leur disant: après tout on va faciliter le marché du mari et puis du hash, et puis ensuite on va fournir en héroïne, je me demande si ce n'est pas une raison justement pourquoi à Montréal actuellement si on regarde les journaux, on remarque qu'il y a une certaine recrudescence des drogues nocives comme l'héroïne, c'est-à-dire que ça

-7-

Je me demande jusqu'à quel point
ce n'est pas ça qui l'a fait monter.

Ca ne serait pas justement une
raison à ça: la limite du marché?

Les gens n'en ont plus, alors on s'en
va vers autre chose, ce qu'on est capable d'avoir.

L'expérience en Hollande qui s'est
faite au cours de l'année, il serait peut-être bon
de s'informer là-dessus. Il y a eu deux ou trois
maisons qu'on a ouvertes en Hollande où on a le
droit d'aller en fumer dans ces endroits-là.

Est-ce que l'expérience a été con-
cluante ou non concluante? Moi, tout simplement
ça m'a paru une expérience qui est assez bonne
actuellement, mais jusqu'à quel point, je ne
sais pas.

De toute façon c'est un peu un moyen
aussi de répression de la part de la R.C.M.P. qui
cause l'état actuel, parce qu'enfin il leur est
permis de nous fouiller sur la rue. Jusqu'à quel
point ils ont le droit de le faire sans avoir
de mandat de perquisition, à ce moment-là quoi
c'est un moyen d'arrêter n'importe qui, n'importe
quand sous n'importe quel prétexte.

Et puis, si à ce moment-là on
essaie d'exiger un mandat, on se fait "tapocher"
alors c'est aussi bien, si vous voulez, de ne
pas dire un mot.

-8-

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
Commissaire:-

Vous avez un collègue qui nous exprime quelques-unes de ses craintes et quelques-unes de ses réactions et aussi ses désirs par rapport au phénomène de la drogue.

Je voudrais vous dire avant de continuer que la Commission a relativement rencontré peu d'étudiants d'expression française, ce n'est que notre troisième visite dans une université de langue française et quand monsieur LeDain, le président, vous a demandé de nous aider à voir ensemble quels sont les motifs, quelles sont les raisons pour lesquelles des jeunes et des moins jeunes répondent peut-être à la société contemporaine par la drogue, nous aimerions que vous nous aidiez à comprendre ces raisons-là.

Faisant suite à ce que votre collègue a dit, on a vraiment besoin de vos opinions là-dessus.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je pense que je devrais me servir du micro?

M. GERALD LeDAIN, président:-

Oui, s'il vous plaît.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Messieurs et madame les commissaires, je dois dire au commencement que moi je ne me sers d'aucune drogue, ni d'alcool, ni de ciga-

rette de marijuana ou autres, mais je pense qu'il y a un conciencius général parmi les membres de notre génération, même parmi les gens qui choisissent de ne pas s'en servir, que les approches qu'on fait pour résoudre ce problème à ce moment-ci ne sont pas satisfaisantes et que la marijuana doit être légalisée, parce que les gens qui se servent de la marijuana s'en servent pour les mêmes raisons que les gens de votre génération se servent de l'alcool.

Je me fâche beaucoup quand il y a des gens qui ne veulent pas entendre parler de légaliser la marijuana.

J'ai vu, j'ai été à la convention libérale, moi je suis membre de ce parti-là et j'ai vu des gens qui se sont enivrés, ils se sont saoulés d'alcool, et qui sont contre les jeunes qui prennent de la marijuana.

Mais, je pense qu'une des raisons pour laquelle beaucoup de jeunes se servent de drogues qui sont même plus fortes et plus dangereuses, c'est peut-être une sorte de désespoir.

Moi, comme les autres, quand je regarde beaucoup les problèmes et les gens plus vieux qui ne semblent pas dans beaucoup de cas s'intéresser beaucoup au problème, je ne parle pas même des politiciens, je parle des gens ordinaires, comme les gens de ma ville natale, qui ne comprennent même pas ce dont je parle

-10-

quand je parle du besoin de réprimer la pauvreté ou quand j'essaie de les convaincre que les Viet-Congs ne sont pas des monstres et tout ça...

Par exemple si on regarde aux Etats-Unis, avec tous les problèmes qui ne sont pas résolus depuis dix ans (10) ou vingt ans (20), je pense que beaucoup de gens qui sont très sensitifs ne se servent des drogues qu'à cause du désespoir. Peut-être qu'ils ne veulent pas continuer à vivre sous une telle pression ou de telles peines...

On veut oublier toutes ces choses-là, je pense que c'est une raison sociale pour quoi les jeunes prennent de la marijuana et des drogues.

Je pense que ce n'est pas tellement sérieux pour certains peut-être que ça peut nuire à des gens qui font un certain travail, à des gens qui ne font pas un certain travail de l'esprit.

Mais, ce sont seulement des choses pour se rendre vers la question: comment on va résoudre le problème des drogues.

Je pense qu'il y a deux questions en philosophie. L'une est: que de se servir des drogues, de l'utilisation des drogues, que ça entre dans la Loi comme ce qu'on appelle un "crime without a victim", je pense qu'il y en a beaucoup qui croient que cette sorte de crime ne doit pas être réglé par les moyens de la Loi,

-11-

c'est le droit d'un homme de se tuer s'il le veut. On ne doit pas le mettre en "jaïl", c'est son droit de mettre fin à sa vie, s'il le veut.

Et même si on pense qu'on a le droit d'être le "brother keeper" des gens, je ne suis pas convaincu que mettre ces gens sous les peines de la Loi, soit le meilleur moyen. On ne doit pas le mettre, j'ai entendu le mot que vous avez dit tout à l'heure...

PROFESSEUR ANDREE-MARIE BERTRAND,

Commissaire:-

Prison.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Les prisons sont des lieux affreux qui font en sorte que les gens se servent plutôt des drogues qu'autre chose.

Si quelqu'un est blessé dans l'esprit, pour pouvoir se servir du L.S.D. ou de l'héroïne, je ne crois pas que ça lui aide, je ne pense pas qu'on doit le mettre dans de telles conditions et lui donner un rapport de crime pour le reste de sa vie.

Je ne vois pas pourquoi mes amis qui se servent de marijuana, et je connais même des membres du parti libéral qui s'en servent, pourquoi ils doivent souffrir pendant que les vieillards du parti se tuent avec l'alcool.

Comme je l'ai dit tout à l'heure,

j'espère que vous recommanderez la légalisation de la marijuana et j'espère que mon parti aura le courage de corriger la situation et d'aider les étudiants, parce que je pense que tout le monde parmi les jeunes libéraux est d'avis que la mari doit être légalisée.

Je pense qu'à peu près tous les gens du parti politique, que toutes les philosophies libérales de révolution, que tous les gens sont d'accord sur cette question et je crois que ce qui est fait maintenant n'est pas pour nous satisfaire.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je n'ai pas tellement suivi le travail de votre Commission, je ne sais pas si vous avez commencé à tirer des conclusions sur ce que vous avez trouvé, mais en tout cas la question que je me pose à la base c'est que je me demande pourquoi les gens en place interdisent légalement la drogue?

Et si je me mets à leur place j'y vois deux raisons: la première c'est qu'il pourrait y avoir un certain danger physique pour certaines drogues, ce qui pour l'instant est plus ou moins déterminé. Les études là-dessus ne sont pas tellement avancées, on ne peut pas tellement dire.

Deuxièmement, je pense que c'est la raison la plus importante, on dit que certaines

1
2 drogues pourraient être dangereuses pour brimer
3 la liberté d'autrui, à savoir qu'une personne
4 qui s'adonne par exemple des drogues pourraient
5 faire des trucs qui pourraient emmerder d'autre
6 monde.

7 La question que je me posais
8 généralement c'est que l'établissement voit
9 dans la drogue comme un moyen d'évasion. Je me
10 demande pourquoi on ne s'est pas posé la question,
11 je dis d'une façon bien générale, à savoir que
12 si la drogue pouvait être aussi un moyen de recher-
13 che et il me semble que c'en est un.

14 Peut-être qu'il est bon, peut-être
15 qu'il n'est pas bon. Je ne le sais pas. Mais,
16 il me semble que c'est un moyen pour aider les
17 gens à se trouver et à trouver autre chose.

18 Par exemple la boisson peut être
19 un moyen d'évasion et elle a été légalisée, mais
20 la boisson, elle, elle donne une perspective
21 qui est réduite, les réflexes sont amoindris,
22 etc., alors que c'est le cas contraire dans
23 le cas souvent de la mari du hash et surtout
24 du L.S.D.

25 Si on regarde, si on essaie d'ana-
26 lyser l'état d'une personne qui a consommé une
27 des drogues, de ces trois drogues-là, parce que
28 je ne peux pas parler des autres, il me semble
29 qu'on peut donner une interprétation à son état,
30 on peut donner à ce moment-là, la première consta-

-14-

tation c'est qu'il a un comportement pour le moins illogique, je parle de la personne qui est "stone".

Alors, son comportement est-il logique, et puis pour moi ça constitue vraiment une brisure et un danger, car enfin les gens pensent, et puis, je pense que ça constitue un danger pour la civilisation occidentale.

Parce que nous autres notre façon de penser ça a toujours été vraiment la logique gréco-latine, je pense que c'est la composante la plus profonde de notre culture.

Alors, il me semble qu'à partir de cette hypothèse-là les gens qui consomment une drogue ou une autre constituant vraiment un danger, non seulement pour la civilisation même, mais pour le système en place, et puis il me semble aussi que c'est un effet véritable de libéralisation, les gens qui en consomment, que ça soit une réussite ou un échec.

Je pense qu'on devrait dans ce sens-là, dans le sens où il s'agit d'effets de libéralisation du moins légaliser l'usage de certaines drogues.

M. GERALD LeDAIN, président.

Oui, monsieur.


ODETTE GAGNON,
sténotypiste officielle.

THE BOX.

gens de quinze, (15) seize (16), dix-sept (17) ans et en montant qui ont commencé assez jeunes, ou des gens qui n'ont rien fait et que maintenant, s'ils n'ont pas pris de drogue à quatorze (14), quinze (15), seize (16) ans, certaines ouvertures, c'est remarquable, souvent artistiques.

La deuxième catégorie de gens dont je parle ont souvent, disons, pourrait souvent se définir dans le monde artistique et puis on s'aperçoit que l'habitude de la drogue a tendance à leur faire tel que les gens n'ont plus le goût de rien faire. C'est peut-être une question de goût, mais il pourrait y avoir danger, du moins, d'un point de vue, d'un aspect psychologique social.

Il y a l'aspect légal dans ce sens que si la consommation de drogue était légalisée, probablement que la drogue sur le marché serait de meilleure qualité, c'est-à-dire qu'on a parlé de non-accoutumance aux drogues, marijuana, LSD, haschish. Les expériences ont été faites, ils se déroulent présentement, les conclusions tendent à ce qu'il n'y ait aucune accoutumance, mais je crois que si on fait un inventaire de ce qui se vend sur le marché, on rencontre une chose qui est commune à toutes ces drogues, on rajoute ce qu'on appelle "tolérance" et la tolérance et dépendance est extrêmement forte. Alors au point de vue légal, c'est, je crois, une question de point de vue légal, c'est, je crois, une question de point de vue légal, c'est, je crois, une question de point de vue légal.

MONSIEUR HERALD LEHAI

Merci.

DOCTEUR HEINZ LEHAI

Si vous voulez parler de la légalisation
des drogues, je crois: une
raison de ne
pas légaliser la mari. le haschish. je pense qu'
tout il y a d'autres drogues comme l'alcool qui son
légal.

Donc, c'est un moyen de
réduire les problèmes dans le monde
et c'est bien la première raison.

Il me semble que, peut-être
nous, on peut trou-
ver ce qu'il y a en-dessous de notre masque de per-
sonnalité et les drogues servent bien à faire ça.

Quatrième raison, que c'est justement
le plaisir que ça donne, du plaisir, ça nous amuse
et pourquoi pas et finalement, la dernière qui par-
lait. le dernier monsieur a aussi mentionné une des
raisons pourquoi peut-être on devrait pas la légaliser,
parce qu'il y a des personnes qui, par
exemple, la passivité qui était introduite dans
quelques-uns qui s'en servent beaucoup, souvent, la
drogue.

Maintenant, est-ce qu'il y a d'autres
raisons pour lesquelles on pourrait faire un cas de

...et que les parents de ces enfants ont été
informés par la police de la situation de leur
enfant.

UNE VOIX:

...pour les parents de ces enfants, la
police a été très utile en leur fournissant des
informations sur la situation de leur enfant.
...et que les parents de ces enfants ont été
informés par la police de la situation de leur
enfant.

PROFESSEUR MARIE ANDREE BERTRAND, DROIT:

...et que les parents de ces enfants ont été
informés par la police de la situation de leur
enfant.

... ça nous écoeure un peu pas mal.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

PAR UNE VOIX:

Qui nous écoeure. Je pense que la justification...
... de cette...
... de cette...
... de cette...
... de cette...

... de cette...
... de cette...
me et ça, ça décourage peut-être de voir qu'il n'est
pas capable et à ce moment-là, il tombe dans une
autre sorte de facilité qui s'appelle l'évasion, la
... etc.

UNE AUTRE VOIX:

... ça me fait
... ça me fait
... pour ceux justement qui ne comprennent
pas. On a...
Etats-Unis et puis chez les jeunes de sept à quatorze
(14) ans, on en a vu une augmentation assez
importante de ceux qui prenaient de la drogue. Pour
... n'ont pas les moyens

THE BOX

U. S. VOL. 10

22. 10. 1900. 10. 1900.

que monsieur [redacted].

J'ai pense qu'on peut peut-être régler ça un peu comme par des contrôles gouvernementaux sur la vente, par exemple, de la marijuana, peut-être on aurait pas une limite d'âge, parce qu'on a encore le même problème, j'ai vu beaucoup de mes amis arrêtés pour possession de marijuana, les délinquants trop jeunes, en Ontario, et alors ça ne règle pas le problème non plus, mais pour [redacted] les jeunes qui se servaient des drogues, mais peut-être qu'on ne peut pas les vendre, les drogues, peut-être on peut contrôler les drogues, on peut voir des films qui démontrent les dangers pour s'informer et tout ça, mais je pense que la solution est que la prison résolve le problème des drogues, ça se résout pas, ça se règle pas, ça se résout pas, absolument, ça résout pas le problème.

UNE AUTRE VOIX

Pour continuer qu'est-ce qui vient d'être dit, j'ai deux choses: une première, j'admetts que simplifier une incertitude, c'est douteux, mais quand même entre deux maux, si on peut avoir les deux, c'est mieux, si on a le mal, si on a des drogues, on a beau faire des perquisitions, on a beau vouloir faire des autres ce qu'on ne veut pas qu'ils fassent, est-ce que c'est une solution, est-ce qu'enlever, ça résout le problème, ça ne résout pas ce que

27

est même un homme qui a été appelé à donner
un témoignage important, comme on le voit, je
crois que la situation est tout à fait satisfaisante.
Il y a une bonne chance pour que les choses
se passent bien, et que les résultats soient
bons.

MONSIEUR GERALD A. BAKER, président

Quand vous êtes arrivé, quand vous êtes
allé, vous avez vu beaucoup de choses, et
vous avez vu la situation d'un point de vue
général, et vous avez vu un phénomène. Les choses
sont très différentes, et vous avez vu une
situation qui est très différente de ce
qu'on vous a dit. Vous avez vu une situation
qui est très différente de ce qu'on vous a dit.
Vous avez vu une situation qui est très différente
de ce qu'on vous a dit. Vous avez vu une
situation qui est très différente de ce qu'on
vous a dit. Vous avez vu une situation qui
est très différente de ce qu'on vous a dit.
Vous avez vu une situation qui est très
différente de ce qu'on vous a dit. Vous
avez vu une situation qui est très différente
de ce qu'on vous a dit. Vous avez vu une
situation qui est très différente de ce qu'on
vous a dit. Vous avez vu une situation qui
est très différente de ce qu'on vous a dit.

UNE FOIS

On ne peut pas dire que c'est une
situation qui est très différente de ce qu'on
vous a dit. On ne peut pas dire que c'est
une situation qui est très différente de ce
qu'on vous a dit. On ne peut pas dire que
c'est une situation qui est très différente
de ce qu'on vous a dit. On ne peut pas
dire que c'est une situation qui est très
différente de ce qu'on vous a dit. On ne
peut pas dire que c'est une situation qui
est très différente de ce qu'on vous a dit.
On ne peut pas dire que c'est une situation
qui est très différente de ce qu'on vous a
dit. On ne peut pas dire que c'est une
situation qui est très différente de ce qu'on
vous a dit. On ne peut pas dire que c'est
une situation qui est très différente de ce
qu'on vous a dit. On ne peut pas dire que
c'est une situation qui est très différente
de ce qu'on vous a dit. On ne peut pas
dire que c'est une situation qui est très
différente de ce qu'on vous a dit. On ne
peut pas dire que c'est une situation qui
est très différente de ce qu'on vous a dit.

3. DATE CLX

pression, ou même ils sont prêts à affronter leurs
point de vue tenue, ou sorties, je me
à un moment donné où la jeunesse
a tant de liberté sent-elle le besoin d'user de
ces choses, alors que nous, il y a vingt (20) ans,
on avait une discipline et qu'en plus, c'était très
rare que même on pouvait avoir un verre de vin. Ça
me surprend, pourquoi où les parents ne font pas
d'effort pour les comprendre les jeunes,
en plus ils ont besoin de dérivatifs comme ça, je
sais savoir le
ils ont besoin de liberté personnelle et de liberté
du point de vue de prendre de l'alcool

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Voulez-vous répondre?

UNE VOIX:

Je ne sais pas si la réponse serait, si
ne réponse, mais je vous pose une autre ques-
tion: ça a l'air ici qu'on se pose des questions
après-midi, d'abord moi je ne crois pas que la
drogue comme telle, que soit sous quelque forme
que ce soit, que ce soit un phénomène de jeunesse.
Tout le monde se drogue les adultes se droguent
avec prescription médicales non, c'est très facile

à mon avis, c'est devenu très courant. Le phénomène est tellement poussé, que c'est devenu un phénomène de tout le monde, pourquoi on va dire que c'est les jeunes qui se droguent? Le phénomène des nerfs en boule, ça existe pour tout le monde et les médecins prescrivent des pilules et même dernièrement on a appris que certains médecins se droguaient eux autres mêmes. Alors je pense que pour aller plus loin que ça, faut se demander, faut trouver des solutions de remplacement à ces drogues-là. Faut trouver aussi des solutions au problème social qui fait que le

UNE AUTRE VOIX:

Pour, disons, répondre à madame, peut-être que les jeunes d'aujourd'hui ont cette impression là que le bonheur c'est quelque chose qui s'achète, que c'est un produit le bonheur qu'on peut acheter comme l'automobile, comme la femme qui se vend aujourd'hui et qu'on vend à la télévision, comme n'importe quoi, comme cette capsule aussi qu'on vend qui est un bonheur pour un jeune, à un moment donné, et puis tout le monde a subi les effets et les conséquences et les nerfs en boule, et les problèmes psychologiques, c'est vrai et à force de prendre les pilules plus on en prend et plus on a les nerfs en boule et on devient boule aussi à la fin mais je ne crois pas que le fait que les adultes prennent des pilules, que ce soit une

solution.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Quel est votre avis, à votre avis, quel est l'effet à longue échelle, quels peuvent être les effets à longue échelle de l'usage des drogues et je parle, je dis notre usage de toute une société. Parmi les questions qui sont posées au cours de notre enquête, c'est une question sur l'avenir, c'est l'avenir de la société. où allons-nous avec ce phénomène, si ça s'étend dans tous les groupes, tous les âges, où arrivons-nous à un moment donné, quels seront les effets à longue échelle: avez-vous des idées à cet égard, pensez-vous à l'avenir?

Jean Riopel

-33-

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Bien, c'est encore moi qui est là.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Pardon?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

C'est encore moi.

Moi, il y a une chose, c'est que si on habitue les gens à démissionner, comment est-ce qu'on va être capable de les reprendre en main?

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

Commissaire:-

Au fond, vous confirmez une partie de l'anxiété implicite disons qu'est-ce qui va arriver dans une société où on libéralise la drogue et on aidera partiellement peut-être une démission d'une partie des citoyens.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

Commissaire:-

Est-ce qu'il y en a d'autres qui ont d'autres opinions?

M. GERALD LeDAIN, président:-

Monsieur ici...

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

C'est pour répondre à la question que monsieur vient de demander, si on nous habitue à démissionner, qu'est-ce qu'on va faire par après.

-34-

Je pense que si on connaît moins-
ment la philosophie ou l'histoire après les mouve-
ments surréalistes ou les mouvements existentia-
listes, peu importe la mode de la génération qui
a précédé qu'est-ce que ça a fait à la société,
absolument rien, nous ce qu'on veut c'est un peu
mourir calmement et vivre calmement.

On pense que l'héroïne, la cocaïne,
que du moins par ça on va vivre par la pensée,
je crois que ça peut peut-être nous amener à
une mort, mais ça nous fait quoi, on n'a pas
raison d'être, on n'a pas de raison de vivre
spéciale ou de raison de mourir. On veut vivre
et mourir calmement, tout simplement.

Je pense que si les soldats cana-
diens qui sont morts ou peu importe les soldats
américains, lors de la dernière guerre, si
on leur avait demandé leur préférence de mourir
avec une balle dans le coeur ou de mourir avec
une piqûre d'héroïne, s'ils connaissaient la
marijuana, ils auraient sûrement répondu l'héroïne.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Mais d'un côté vous dites, je dis
on dit d'un côté qu'il y a assez de problème
qui nous rendent désespérés, il y a des souffran-
ces, il y en a qui crèvent de faim, qu'il y a
toute une société qui n'est pas juste ainsi de
suite, de l'autre côté ça implique que vous avez

1
2 une crise de conscience quant à votre voisin,
3 de l'autre côté on veut mourir calmement, on
4 veut vivre calmement, on veut se retirer de
5 toutes les grandes responsabilités. Si vous
6 voulez vivre calmement, vous ne pouvez pas être
7 accablé par l'anxiété ou sans responsabilité.
8 D'un autre côté, si vous êtes décidé à vivre
9 calmement, il y a certainement quelque chose
10 d'irrésolu là-dessus.

11 UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

12 Vous parlez d'anxiété, je pense
13 que la dernière philosophie valable, celle
14 de Camus ou encore celle de Sartre.

15 Camus à la fin de sa vie avait la
16 philosophie, on dit parfois qu'il manquait d'op-
17 timisme, qu'il était anxieux dans le sens qu'il
18 était inquiet des types de drogués, mais il
19 venait de vivre deux guerres consécutives, il
20 demandait: qu'est-ce que vous avez vous, quelle
21 raison est-ce que vous avez de vivre? Que
22 vous le vouliez ou pas ça continue, vous nous
23 avez tout simplement donné des responsabilités
24 et des institutions auxquelles on ne croit pas.
25 Vous nous avez donné le mariage, on n'y croit
26 pas ou peu importe quelle institution, on n'y
27 croit pas non plus. Nous, on tient à vivre et
28 à penser à n'importe quoi, il n'y a pas de rai-
29 son, pas de croyances valables, et puis moi, je
30 crois qu'après ça, il n'y a plus rien à dire.

-36-

M. GERALD LeDAIN, président:-

Quel est le pourcentage de votre génération qui, à votre avis, partage votre opinion?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je ne le sais pas.

UNE AUTRE VOIX DANS LE PUBLIC:-

"Il n'y a pas besoin de tourner à l'absurde, même j'admets enfin que chacun a droit de décider et d'ailleurs, je le comprends dans ce qu'il disait, mais d'autre part, moi je ne le prends pas du tout sur cet aspect-là. C'est-à-dire il y a la guerre des problèmes qui a été exposée par celui qui a parlé auparavant, nous avons des responsabilités et on demandait tout à l'heure si le monde n'allait pas vers sa déchéance. Bien moi, jusqu'à quel point on peut exposer cette question-là, je me le demande, c'est vrai, j'admets qu'on nous dit: on permet tout, on fait tout, mais est-ce qu'au point de vue responsabilités, est-ce que c'est réellement vrai? Là, je me pose la question sérieusement. C'est-à-dire que même si on prend de la drogue, si on en prend, si on accepte d'en prendre, si on décide d'en prendre, c'est déjà une responsabilité, une décision à ce moment-là. Est-ce que ça empêche de conserver son entité propre, sa responsabilité, c'est-à-dire d'être capable de décider de faire, de vouloir avoir

un idéal si on veut.

Personnellement je serais porté à croire que ça ne nous empêche pas justement d'être démissionnaires. C'est tout le contraire, c'est un moyen qu'on prend soit pour évasion, soit pour se retrouver enfin soi-même, toutes sortes de différentes raisons psychologiques ou psychiques, enfin tout ce qu'on peut trouver. Je ne crois pas du tout que ça soit un moyen de démission c'est plutôt comme aller au cinéma, c'est plutôt un moyen de détente.

Alors, est-ce qu'on peut comparer un moyen de détente à une démission?

M. GERALD LeDAIN, président:-

Vous avez dit tout à l'heure ça ne nous empêche pas de démissionner. Ce n'est pas ça que vous vouliez dire?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je voulais tout simplement dire que si on en prend, que si on veut en prendre, que ça ne veut pas dire qu'on va devenir un type passif, un type qui se laisse vivre quoi.

Puis, là, je me pose la question et puis je n'y crois pas d'ailleurs à cette chose, j'admets que ça peut devenir un point de vue, selon moi, c'est un peu comme pour la boisson et comme pour bien d'autres domaines, c'est-à-dire que ce n'est pas nécessairement parce qu'on est drogué qu'on devient passif, ou qu'on va se

laisser vivre, tout simplement manger et boire, ça, c'est un exemple parmi d'autres, il y en a plusieurs, mais lorsqu'on a fait certaines enquêtes, on s'est aperçu qu'il y avait des gens haut placés qui en prenaient, est-ce qu'un monsieur qui est industriel le lendemain il va aller laisser écrouler son industrie parce qu'il a pris de la drogue le soir? Est-ce qu'il va démissionner?

J'admets qu'il y a des gens qui ont démissionné carrément c'est-à-dire qu'il y en a qui viennent à un point où ils se droguent pour travailler et ils travaillent pour se droguer, ça devient un cercle vicieux, à ce moment-là, je suis d'accord qu'il y a toujours des extrêmes comme on en a eu dans l'alcool, enfin.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

A un certain moment, il me semble que vous vouliez dire que même si on se détendait que peut-être ça nous aiderait à nous mieux engager le lendemain et qu'alors la drogue peut servir comme un moyen thérapeutique. Est-ce que c'est ça que vous vouliez dire ou est-ce que selon vous, ça n'importe pas?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Presque, peut-être que ce n'est pas tout à fait mon point de vue, mais presque, c'est-à-dire que de donner jusqu'à un certain point de bons avantages, mais là je ne sais pas, c'est-à-dire que ça peut peut-être donner un

moyen de faire un saut, mais je ne sais pas, mais c'est fort possible. Remarquez que peut-être justement vous venez d'énoncer un moyen thérapeutique, en ce sens que si quelqu'un prend de la drogue et qu'il finit par se retrouver lui-même, c'est-à-dire qu'à ce moment-là il est capable de voir en lui-même, presque capable de se palper lui-même en son intérieur il voit beaucoup de choses qui lui échappaient peut-être jusqu'à ce moment, même des choses qui lui faisaient peur et qui ne lui feront plus peur. Ca fait qu'à ce moment-là ça devient un moyen thérapeutique, même d'avancer.

C'est pour ça que je ne crois pas que l'on devrait voir là un moyen de démission. Moi, c'est bien de valeur, mais je n'ai pas encore démissionné.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:- Moi, ce qui me surprend depuis que je suis ici moi, je ne connais rien en droit, je ne connais rien sur la drogue, je ne suis pas un expert là-dedans, mais c'est qu'on parle d'évasion alors que j'ai l'impression pour moi, je n'ai pas la prétention de parler pour personne de régler le sort du monde, que ce n'est pas une évasion.

C'est un bout de vie tout simplement, moi, je veux vivre, et puis si je me drogue, c'est un bout de vie. Ce que je trouve dégueulasse c'est qu'on a réussi par toute la peur que tous

1
2 nos bien-pensant semblent mettre là-dessus
3 à recréer une micro société avec des chaînes par
4 le fait qu'on disait qu'un gars était "cool",
5 "in", "too much", enfin toutes ces expressions-
6 là, et puis on me dit "ben" j'ai des petits habits
7 jaune orange, et puis probablement que j'ai les
8 mêmes signes que les autres.

9 Alors, ce qui se proclame là-
10 dedans, d'après moi, du point de vue strictement
11 légal, je le sais pas, parce que moi je travaille
12 pas pareil comme la Commission à régler le sort
13 du Canada, moi j'ai l'impression que ce que la
14 société technologique fait sur la question des
15 drogues, ce qu'on fait avec ça, c'est une ques-
16 tion de principe moral ou je sais pas trop quoi
17 ou tout simplement philosophique, enfin c'est
18 un principe humain que je défends, moi, l'état
19 je ne veux pas le voir dans ma vie. D'une cer-
20 taine façon tout me touche, j'ai horreur que
21 l'état me licence quand je vais me marier,
22 j'ai horreur qu'on touche à ma vie personnelle
23 qu'on vienne voir ce que je fais dans ma chambre
24 à coucher et de mes affaires, ce que je fais
25 là, et puis quand je fume un bon joint c'est de
26 mes affaires. Et puis là, on vient me demander
27 si je suis pour qu'on légalise ça, mais moi
28 ce que j'aime pas, c'est que ça semble être
29 l'impression dans la tête de plusieurs personnes
30 ici que c'est le gouvernement qui va contrôler

ça, mais moi c'est bien de valeur, le jour où Gérard Filion va faire la même chose que moi, je ne le fais plus, c'est aussi simple que ça.

Il me semble qu'on n'est pas plus sûr de ça qu'on est sûr de la cigarette, de l'alcool, de la pollution de l'air ou de la pollution de l'eau, on s'est plaint sur ça de toute façon c'est la même chose dans bien des domaines. Et vous pouvez associer ça à peu près à n'importe quoi, prenez par exemple la Loi que j'ai vue l'autre jour dans un autre domaine, dans le domaine de l'eau, c'est une farce monumentale, c'est plein d'intérêts capitalistes en arrière, mettez-leur tous les noms que vous voulez, ça joue en arrière, et moi je demande tout simplement que vous me laissiez la paix! Que vous me laissiez faire ce que j'aime, si je veux tirer un bon joint le samedi soir, c'est de mes affaires.

Par contre maintenant le fait de tirer un joint recrée une petite société, et puis moi je ne crois pas que ça soit un refus "pantoute"!

Si vous voulez ça va trop vite pour moi, il ya bien des fonctions que je suis apte à remplir d'une façon correcte, parce qu'on m'a rempli la tête depuis vingt-quatre ans (24), mais, moi, par exemple, je trouve les sciences

aliénantes pour les hommes, ça, c'est un autre problème, ce n'est pas le vôtre.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:

Aliénantes?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Oui, ça ou n'importe quoi.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:

Et si quelqu'un prend de l'héroïne dans sa chambre à coucher est-ce que c'est ce qu'on doit faire aussi?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

D'après moi, oui, parce que le principe, il faut le pousser jusqu'au bout, alors si c'est vrai pour la mari c'est vrai pour tout le monde, c'est pour ça que je me révolte contre certaines dispositions dans le Code Criminel, autant sur les drogues, c'est organisé avec toutes sortes de trucs, et je crois que bien des lois étaient biaisées au départ.

Moi, ce que je veux, enfin, c'est un bon vieux libéralisme économique, bien compris, pas faussé au départ. Le libéralisme à la Stuart Mills d'une façon très pure.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Malheureusement, nous devons partir pour nous rendre au Château pour deux heures et demie (2:30). Nous vous remercions tous d'avoir assisté aujourd'hui, ça nous a aidés, merci.

Odette Gagnon
ODETTE GAGNON, s.o.

041
Z 1
-69221

COMMISSION D'ENQUETE
SUR L'USAGE DES DROGUES
A DES FINS NON-MEDICALES

COMMISSION OF INQUIRY
IN THE
NON MEDICAL USE OF DRUGS

SEANCE DU 3 JUILLET 1966
renseigne la suite de
celle du District Providence,
a 9:30 am.

C A N A D A

PROVINCE DE QUEBEC

COMMISSION D'ENQUETE SUR L'USAGE DES DROGUES

A DES FINS NON-MEDICALES.

présents: M. GERALD LeDAIN, président;
M. IAN CAMPBELL, commissaire;
DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire;
PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire;
M. J. PETER STEIN, commissaire;
M. JAMES MOORE, secrétaire exécutif.

SEANCE DU 3 AVRIL 1970
tenue dans la salle de
bal du Château Frontenac,
à 11:30 a.m.

ODETTE GAGNON,
sténotypiste officielle
et
JEAN RIOPEL,
sténotypiste officielle

M. GERALD LeDAIN, président:-

Mesdames et messieurs, je déclare cette audience de la Commission sur l'usage des drogues à des fins non-médicales maintenant ouverte.

Je crois que je peux faire l'observation que les membres de la Commission ainsi que les membres de notre audience royale ont eu des difficultés tout à fait particulières à se rendre ici.

Nous sommes très heureux d'être enfin dans la ville de Québec pour ces deux jours d'enquête.

J'aimerais commencer par lire une déclaration qui donne une idée des raisons de la nomination de la Commission et de la nature de sa tâche.

Les membres de la Commission d'enquête sur l'usage non-médical des drogues ont été nommés par le gouvernement fédéral le vingt-neuf (29) mai de l'année dernière, sur les recommandations de l'Honorable John Munro, ministre de la Santé Nationale et du Bien-Etre Social.

La Commission possède un statut indépendant aux termes de la partie première de la Loi sur les enquêtes.

J'aimerais présenter, vous présenter les membres de la Commission.

A ma droite le docteur Heinz E. Lehmann, de Montréal. Je m'appelle Gérald LeDain. A ma

gauche, monsieur James Moore, le secrétaire exécutif de la Commission. A la gauche de monsieur Moore le professeur Marie-Andrée Bertrand et à la gauche du professeur, de mademoiselle Bertrand, monsieur J. Peter Stein de Vancouver.

Malheureusement notre collègue le doyen Ian L. Campbell ne peut pas être ici aujourd'hui, mais il sera ici demain.

Les préoccupations qui ont motivé la désignation de la Commission sont exposées dans l'Ordre-en-Conseil représentant cette désignation dans les termes suivants:

"... Une inquiétude croissante se manifeste au Canada concernant l'usage non-médical de certaines drogues et substances, notamment celles dotées de propriétés sédatives, stimulantes, tranquillisantes et hallucinogènes, et leur effet sur l'individu ainsi que les conséquences sociales qui en résultent;

... Au cours des dernières années, nous avons vu se développer également l'habitude d'inhaler les vapeurs de certains solvants à effets hallucinogènes, habitude responsable déjà de nombreux dommages à la santé et d'un certain nombre de décès.

Les solvants en question se trouvent dans différents produits ménagers. En dépit de mise en garde et d'une abondante publicité, cette habitude s'est répandue chez les jeunes et on peut

1
2 l'assimiler à l'usage des drogues pour des fins non-
3 médicales;

4 ... Certaines de ces drogues et substan-
5 ces dont le L.S.D. et méthamphétamine, communément
6 appelée "speed" et certaines autres, ont fait l'ob-
7 jet d'une législation qui en contrôle ou en interdit
8 l'usage en vertu de la Loi des Aliments et des Dro-
9 gues, tandis que la possession et le commerce de
10 la cannabis ou marijuana ont été interdits en vertu
11 de la Loi des stupéfiants;

12 ... Nonobstant ces mesures et leur
13 application rigoureuse par la Gendarmerie Royale
14 du Canada et autres organismes de répression,
15 les cas de possession et d'usage des dites
16 substances pour des fins non-médicales ont aug-
17 menté et ont imposé la nécessité d'une enquête
18 sur les causes de cette augmentation."

19 En annonçant la création de la Com-
20 mission, le Ministre de la Santé Nationale et du
21 Bien-Etre a souligné la vive inquiétude du gou-
22 vernement devant les proportions prises par l'abus
23 des drogues et des substances connexes pour des
24 fins non-médicales.

25 Le mandat et les attributions préci-
26 sant la portée de l'enquête de la Commission sur
27 l'usage non-médical des drogues et des substances
28 psychotropes, mentionnent les sédatifs, les stimu-
29 lants, les tranquillisants et les hallucinogènes.

30 Actuellement, la Commission entend par

drogue toute substance qui altère chimiquement la structure ou la fonction de l'organisme vivant. Par drogue psychotrope, celle qui altère les sensations, les sens, la conscience, les fonctions psychologiques et/ou la personnalité.

La Commission a admis comme définition pour usage médical la pratique médicale généralement acceptée, sous surveillance médicale ou non. Toutes les autres fins constituent l'usage non-médical.

En soi, une ordonnance du médecin ne suffit pas pour établir la distinction entre usage médical et non-médical. Une drogue comme l'aspirine non sujette à ordonnance peut servir à l'usage médical. Et une drogue sujette à ordonnance peut servir pour des raisons médicales généralement reconnues et cesser ensuite d'être nécessaire.

Aux termes de son mandat et de ses attributions la Commission est invitée à mobiliser la somme de connaissances acquises concernant l'usage non-médical des sédatifs, stimulants, tranquillisants, hallucinogènes et autres drogues et substances psychotropes.

Cependant, la Commission devant pouvoir présenter un rapport provisoire bientôt et un rapport définitif dans les deux ans, devra se limiter et s'attacher d'abord aux questions principales qui ont motivé sa constitution.

A première vue, la Commission estime qu'elle doit concentrer ses recherches sur l'usage non-médical des drogues par les jeunes gens et les adultes dans ses rapports et ses effets sur l'usage des drogues par les jeunes.

La Commission a établi un premier classement des drogues psycho-actives d'après les huit (8) catégories ci-après: sédatif-hypnotique; stimulant; hallucinogènes psychédéliques; narcotiques-opiacés; solvants et gaz volatils; analgésiques, calmants non-narcotiques; anti-déprimants cliniques; les principaux tranquillisants.

La Commission envisage de s'attacher principalement aux catégories suivantes:

Premièrement: les hallucinogènes psychédéliques qui comprennent cannabis, marijuana et haschish, LSD et mescaline et autres drogues "d'usage réservé", placées dans la nouvelle annexe J de la Loi sur les Aliments et les Drogues: D.M.T., S.T.P., D.O.M. et D.E.T.

Deuxièmement: les stimulants y compris les amphétamines comme la benzédrine et la méta-drine, généralement appelée "speed".

Troisièmement: les solvants et gaz volatils souvent appelés délirants comme la glu, les dissolvants de vernis à ongles et les solvants de peinture.

Quatrièmement: les sédatifs hypnotiques

comme les barbituriques, utilisés comme somnifères, les tranquillisants secondaires et l'alcool éthylique.

Cinquièmement: les narcotiques opiacés comme l'héroïne.

L'alcool et la nicotine sont nettement parmi les drogues susceptibles de modifier la personnalité, qui sont utilisées pour des fins non-médicales. A ce titre, elles tombent sous les attributions de la Commission. Toutefois celle-ci ne pourrait accomplir sa tâche si elle était obligée de passer en revue tout le travail de recherche dont ces substances ont fait l'objet.

D'une façon plus réaliste, la Commission envisagera l'usage non-médical de l'alcool et de la nicotine dans ces rapports avec l'usage non-médical des autres drogues psychotropes.

Elle adoptera également le même point de vue, du moins au commencement, en ce qui concerne l'usage non-médical des narcotiques opiacés, comme l'héroïne.

Ces drogues dites fortes ne sont pas exclues des attributions, en raison de leurs propriétés psychotropes.

Maintenant, comme pour l'alcool et la nicotine, la Commission ne saurait tenir compte de tout ce qui a été écrit à leur sujet. Les drogues dites fortes seront donc envisagées dans leurs

rapports possibles avec l'usage non-médical
des drogues modérées.

Deux controverses soumises à la Commission illustreront ce qu'on entend par rapport avec l'usage non-médical des drogues modérées.

Le sujet controversé est que l'usage très répandu de l'alcool dans la vie sociale non seulement crée un climat de tolérance à l'égard de l'usage des drogues, mais reflète également une injustice provocante et même une hypocrisie dans notre manière de légiférer et de faire appliquer nos lois. Le sujet controversé est que l'usage de certaines drogues douces comme la cannabis, marijuana, mène fréquemment, sinon généralement, à la toxicomanie.

Quels sont les points qui seront abordés dans cette enquête? La Commission entend explorer l'ampleur de l'usage non-médical, au Canada, des drogues susceptibles de modifier la personnalité.

Ce qui signifie: tenir compte des conditions de cet usage, des drogues et des divers groupes aux populations qui s'y adonnent, d'après l'âge, l'occupation, etc., ainsi que du passage d'une drogue à une autre.

La Commission entend étudier les effets physiques et psychiques de ces drogues, leur effet sur la personnalité des individus s'adonnant à leur usage, leur effet sur les autres

personnes et sur la société.

Enfin, et ce qui n'est certes pas moins important, la Commission doit explorer les raisons de cet usage non-médical des drogues: non seulement les raisons ou les motifs personnels, mais les raisons sociales, éducatives, économiques, philosophiques et autres.

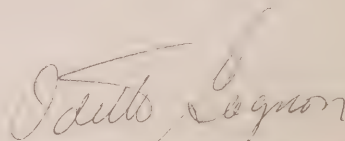
En somme, quel est le sens, quelles sont les indications générales de ce phénomène?

Quelle est la véritable nature du défi qu'il présente pour notre civilisation?

Il est essentiel que nous puissions entendre les opinions d'un aussi grand nombre de canadiens que possible. Le sujet n'a pas seulement un caractère technique n'intéressant que des spécialistes; son importance sociale touche à la nature même de l'homme de notre temps. C'est un sujet auquel tout le monde peut apporter sa part de sagesse et de perspicacité. Nous vous invitons donc à vous présenter et à nous soumettre vos opinions.

Je vous remercie.

Maintenant, j'invite le docteur André Villeneuve, de l'hôpital St-Michel Archange à nous adresser la parole. Si vous voulez bien vous asseoir docteur à cette table.



DOCTEUR ANDRE VILLENEUVE:

Je désire vous remercier de m'avoir demandé de paraître de nouveau devant la Commission. Comme j'avais commenté au docteur Bertrand, je n'ai pratiquement pas de choses à ajouter aux commentaires que j'avais faits en novembre devant la Commission à Montréal. Je crois que la Commission a certainement entendu jusqu'à présent l'éventail de tous les commentaires qui ont pu être faits sur l'usage des drogues à des fins non médicales tant par ceux qui sont intéressés à les utiliser que par ceux qui sont contre ou par ceux que ça laisse indifférents.

Maintenant, je ne rappellerai qu'à Montréal, j'avais essayé d'édicter que le problème de l'usage des drogues à des fins non médicales comme vous le savez extrêmement complexe et il y a toutes sortes de variables: pharmacologiques, toxicologiques, épémiotologiques, psychologiques, psychiâtriques, sociologiques; des variables aussi au point de vue éthique, c'est-à-dire changement des codes moraux de la société ainsi que l'aspect légal de l'utilisation des drogues à des fins non médicales et j'avais essayé de résumer en disant qu'il y a quatre principaux facteurs qui sont... qui doivent être pris en considération: c'est-à-dire la personnalité de l'usager, le milieu familial et social, la nature des agents pharmacologiques qui sont utilisés et qui produisent l'effet recherché, la fréquence de leur usage et comme dernier point, comme dernier facteur, évidemment, la disponibilité de ces substances.

Maintenant, lorsque nous avons discuté de l'aspect pharmacologique, ma position avait été

qu'il faut premièrement établir une distinction entre les divers types de drogues, donc par exemple les opiacés dont l'héroïne; les stimulants dont les amphétamines; les sédatifs dont les barbituriques. L'alcool, le L.S.D. envers lesquels, disons, personnellement, je n'ai aucune réticence à avoir un contrôle assez strict de leur usage.

Par contre, je ne crois pas faire exception à la règle en ayant une attitude assez ambivalente envers le haschisch, envers la marijuana: maintenant, disons que l'attitude ambivalente envers l'usage de certaines substances, comme vous le disiez dans les commentaires d'ouverture, sont aussi un peu le reflet des sociétés, alors que par exemple, la société tolère assez bien l'alcool en dépit du fait qu'on sait que non seulement elle est susceptible d'abus, mais c'est un abus qui est très fréquent.

Maintenant, si on prend une autre substance comme, disons, le tabac, le tabagisme, et bien à la lumière d'études qui ont eu lieu au cours des dernières années, fait potentiellement cancérien, fait potentiellement affectant le système cardio-vasculaire, il est assez étrange qu'on retrouve aussi cette ambivalence-là même avec ces substances-là, par exemple à l'heure actuelle, du moins aux Etats-Unis, vous avez sur les paquets de cigarettes une telle demande et prudence, danger pour la santé alors que d'autre part, à ma connaissance, les alcools de toutes sortes sont vendus librement sans aucun avertissement que ça peut être susceptible d'abus et que l'abus peut entraîner des conséquences très sérieuses que nous connaissons tous.

Alors là, nous assistons en ce qui concerne le tabac et l'alcool, disons, à une ambivalence qui relève surtout de la tolérance sociale.

Je me limiterai surtout à quelques commentaires sur la marijuana, ma position, disons, étant assez stricte en regard des autres substances. En ce qui concerne la marijuana, encore là c'est l'ambivalence et cette ambivalence-là a deux bords, dont l'un est le besoin d'un certain contrôle au point de vue épidémiologique et ce contrôle-là est sanctionné par des peines légales excessivement rigoureuses, hors de proportion avec l'offense dans l'état actuel de nos connaissances versus l'autre aspect qui est la nature de la substance, en l'occurrence la marijuana ou le haschisch qui est utilisé, dont la toxicologie et la pharmacologie sont à toutes fins pratiques pratiquement pas connues. Alors, donc ce qui est un peu à l'encontre de notre système légal jusqu'à un certain point, c'est qu'une personne qui est condamnée pour possession ou usage de substances dont on ne sait réellement peu de choses et il peut s'avérer avec les années à venir qu'on constate qu'il y avait besoin d'un contrôle légal jusqu'à un certain point. Maintenant, il peut aussi s'avérer que la nocivité d'intention qu'on lui prête ne justifie pas du tout cette attitude-là, alors à l'heure actuelle, on peut conclure que les sanctions légales, les lois actuelles semblent plus nocives et plus nuisibles.

logiques, on sait que récemment, une attitude plus réservée, par exemple celle du docteur Hugues, aux Etats Unis, en ce qui regarde la marijuana, a été divulguée en raison de l'influence de la marijuana ou du haschisch sur certains phénomènes psychologiques, disons entre autre affectation de la mémoire récente, mais encore là, il faut quand même être assez prudent dans l'interprétation de ces données-là, parce que sur un plan méthodologique, il faudrait tout de même faire des études comparatives de marijuana versus tranquillisants mineurs, versus sédatifs, versus alcool quant à l'influence aussi de toutes ces substances-là sur certains phénomènes, sur certaines opérations psychologiques.

Maintenant, mon expérience personnelle dans le domaine des drogues a surtout été principalement limité à la désintoxication, à la thérapeutique, à thérapeutique psychothérapie individuelle, psychothérapie de groupe avec d'héroïnomanes de New York ou j'avais eu l'occasion de travailler pendant plusieurs mois dans une unité pilote à cette époque-là. Alors, évidemment, comme tous ceux que je crois qui ont travaillé dans le domaine de l'héroïnomanie, on garde tous un certain pessimisme et un souvenir thérapeutique qui rend nos ressources médicales et psychiâtriques, qui nous rend plutôt humbles, parce qu'à cette époque-là, les résultats thérapeutiques que nous obtenions, même après un stade de réhabilitation en milieu fermé, qui pouvait atteindre quatre mois, le taux de rechute, si je me souviens bien, de cette époque-là était certainement

neuf-vingt-quinze pourcent (95%) en dépit de toutes les ressources que nous avions mises en oeuvre.

Maintenant à l'heure actuelle, évidemment, comme vous le savez, il y a des projets pilotes de traitement, surtout à New York avec la méthadone et la cyclodoline qui semblent apporter certains résultats chez certains narcomanes. Maintenant, je crois quand même qu'il faut encore conserver là une prudence thérapeutique quant à l'évaluation des résultats à long terme et quant à la généralisation de ce traitement.

Alors je crois que ça limite mon intervention à titre personnel et le docteur et madame Radoico-Thomas aimeraient peut-être rediscuter un peu de l'enquête conjointe que nous avions menée à l'automne soixante-huit (68), de concert avec Département de Pharmacologie et Ministère de l'Éducation, enquête dont on est en train de finir l'analyse, parce que les budgets pour poursuivre notre analyse ont été retardés, ont été assez longs à venir, alors nous n'avons pu nous y remettre pratiquement qu'à l'automne.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Je vous remercie docteur. J'aimerais avoir vos conseils sur toute cette question de traitement. En plus l'occasion a été soulevée au cours de notre enquête par des préliminaires de notre enquête à travers le pays sur les questions, au sujet des traitements réorganisation et des traitements obligatoires. Quant à l'organisation, la question a été soulevée de savoir si nous devrions organiser

des centres de traitement spécialisé pour y consacrer la recherche pour si le traitement est mieux. Le traitement pour l'effet des drogues est mieux identifié avec d'autres services, Bier-Etre Social, j'aimerais avoir vos idées à ce sujet-là.

DOCTEUR ALBRE VILLENEUVE:

Alors, je crois que quant à l'idée de créer des centres de traitements spécialisés, elle est certainement excellente. Maintenant, encore là, on en revient un peu toujours au problème du type de drogue qui est utilisé alors qu'en peut certainement pratiquer sur une base d'hôpital général une désintoxication avec des substances comme amphétamine, avec des substances comme les barbituriques, comme on peut effectuer le retrait de L.S.D. en cas de complications dans un milieu hospitalier de l'hôpital général.

Par contre, j'ai vu peut-être une opinion peut-être un peu sévère, un peu périmée, ayant eu l'expérience du traitement des héroïnomanes, je crois que le traitement des hallucinomanes ne peut pratiquement pas se faire dans la vaste majorité des cas qu'en milieu fermé et d'une façon assez routinée. Maintenant, avec ça, nous, ça été notre technique thérapeutique à cette époque-là et comme je vous ai dit, les résultats thérapeutiques avaient été assez minces, assez minimes.

Par contre, si on s'en rapporte à l'expérience, entre autres, de d'autres à New York

Le traitement amputatoire de certains cancers, par la méthadone, il y a certainement là une autre approche thérapeutique à considérer. Alors, je ne crois pas que le problème du traitement puisse être considéré, disons, d'une façon stricte et globale, mais doit certainement être nuancé et offrir plusieurs

possibilités thérapeutiques et par exemple, l'association par le sevrage, la désintoxication de l'héroïne au diéquat, on est souvent porté à croire

que la désintoxication par un héroïnisme est une chose extrêmement simple et qui se fait en quatre ou cinq jours, six jours au maximum selon la dose utilisée.

Par contre, on considère assez souvent les barbituriques comme des substances plutôt, je ne dirais pas bénignes, mais je dirais disons un peu plus simples et le sevrage, la désintoxication des barbituriques est beaucoup plus complexe que la désintoxication des héroïnomanes et lorsque vous avez un néoconcomitant qui, comme ça se rencontre très souvent, qui utilise à la fois héroïne et sédatifs, barbituriques ou non barbituriques, le problème est de surveiller surtout le sevrage de ces barbituriques.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Docteur Villeneuve, en poussant la question, vous avez dualisé les programmes de thérapeutique héroïnomanes par exemple et les autres et vous avez parlé

toxication qui se ferait très bien dans les hôpitaux généraux, probablement de l'héroïne autant que barbituriques et les amphétamines. Mais maintenant il y a le problème dont vous avez parlé de rechutes, alors si quatre-vingt-quinze pour cent (95%) des héroïnomanes retombent dans l'habitude et beaucoup d'autres qui sont des désintoxiqués d'usage d'amphétamines, ils rechutent, alors il doit avoir un traitement qui le soit un programme.

Maintenant, il s'agit d'avoir des places pour ces programmes-là; si peut-être la désintoxication se ferait le mieux dans les grands hôpitaux, à cause des complications possibles physiques où devrait-on traiter les jeunes gens ou les plus vieux en groupe ou individuellement pour les empêcher de rechuter et maintenant une autre question: si par exemple on décide ou si vous pensez que ça devrait se faire dans d'autres centres, pas dans les hôpitaux généraux, pensez-vous que les héroïnomanes et les habitués d'amphétamines et la marijuana, par exemple, devraient être traités dans les mêmes places parce que maintenant, récemment, j'en ai entendu des gens parler, des gens qui s'occupent des centres de jeunesse pour traiter ceux qui prennent, enfin, les amphétamines ou la marijuana, et qui se plaignent maintenant avec l'invasion de l'héroïne tout est changé et ils ne peuvent plus laisser les choses couvertes comme c'était autrefois, maintenant il y a beaucoup de vols parce que les gens qui prennent l'héroïne ont besoin de plus d'argent et alors tout le caractère échangé, ils ne savent plus comment

des centres-là; pensez-vous qu'on devrait avoir des centres pour la désintoxication et premièrement, peut-être les hôpitaux généraux et peut-être pensez-vous qu'on devrait avoir d'autres centres pour suivre les gens qui ont pris les drogues et si oui, qu'on devrait avoir peut-être deux centres, plusieurs, pour les drogues différentes?

DOCTEUR ANDRÉ VILLENNEVE:

... qu'en ce qui concerne le problème de rechute, vous touchez évidemment là au thème de la dépendance psychologique sur laquelle évidemment il faut tout le même admettre qu'on peut peut-être l'expliquer sur une base théorique, psychodynamique, mais on ne peut quand même pas l'empêcher et il y a aussi en ce qui a trait à l'héroïne, comme vous le savez, c'est que certains vont parler de dépendance psychologique pour expliquer la rechute alors que d'autres sont plutôt, ont une conception de l'héroïnomanie comme devant un peu une maladie métabolique et alors ça c'est

Le deuxième point, lorsque vous parlez de la multiplicité de centres et dans un certain sens de contamination d'usagers, par exemple, d'amphétamines exclusivement ou de marijuana, des usagers de l'héroïne encore là c'est un problème qui se rencontre dans d'autres sphères aussi par exemple, je pense bien que c'est un reproche qu'on fait assez souvent au système pénal qu'une personne, qu'un

elle s'adresse, même l'hospitalier général sous le
son nom d'Amérique.

Par contre, l'espérance vient à la
fois d'illustration et de polytechnie, et
il est à son tour de la polytechnie, et il est au
même temps de la polytechnie et de la polytechnie
et de la polytechnie.

DOCTEUR HENRI LEBLANC, des sciences:

On a dit que l'Amérique est une
Amérique de la polytechnie, et de la
polytechnie de la polytechnie, et de la
polytechnie de la polytechnie, et de la
polytechnie de la polytechnie.

Mais, ça c'est l'Amérique. Maintenant,
il y a une Amérique de la polytechnie, et de la
polytechnie de la polytechnie, et de la
polytechnie de la polytechnie, et de la
polytechnie de la polytechnie.

DOCTEUR ANDRÉ VILLENEUVE:

Il faut certainement absolument s'occuper
pour leur fournir des facilités de travail
et les fournir aussi dans les
scientifiques et aussi les facilités de recherche
de pouvoir tenter de mieux élucider le problème.

Maintenant je crois que la création

M. GERALD LeDAIN, président:-

Je vous remercie. J'appelle maintenant le docteur Radouco-Thomas.

Si j'ai bien entendu, vous avez travaillé avec le docteur Radouco-Thomas?

DOCTEUR ANDRE VILLENEUVE:-
J'ai participé aussi à ses recherches.

M. GERALD LeDAIN, président;-

Peut-être que vous aimeriez rester ici?

Docteur Radouco-Thomas, aimeriez-vous vous asseoir à la table, peut-être qu'on peut trouver une autre chaise pour madame Radouco-Thomas aussi.

M. RADOUCO-THOMAS:-
Monsieur le Président, messieurs les membres de la Commission, mesdemoiselles, mesdames et messieurs.

Monsieur le Président, dans mon témoignage -- d'abord, naturellement, je tiens à vous remercier de la part du docteur Villeneuve et de nous trois, pour l'honneur et le plaisir que nous avons à témoigner à nouveau devant la Commission.

M. GERALD LeDAIN, président:-
Pouvez-vous, docteur, parler plus près du micro?

M. RADOUCO-THOMAS:-
Dans le cadre du problème de l'abus et de la dépendance aux hallucinogènes.

M. RADOUCO-THOMAS

Il y a de nombreux aspects, de nombreuses facettes et aujourd'hui j'aimerais en toucher deux, deux de ces aspects, celui du problème de poly-intoxication et le problème de l'âge du consommateur.

Brièvement ceci. Je pense que le docteur Radouco-Thomas, madame Simonne Radouco-Thomas, et le docteur Villeneuve auront des choses à ajouter sur le plan pratique, mais je soulève quelques questions de principe.

Le premier phénomène de poly-intoxication concerne l'utilisation de plusieurs substances ou drogues soit à la fois, soit dans le temps ce que premièrement pour fins de discussion on pourrait appeler poly-intoxication simultanée ou poly-intoxication séquentielle.

Ces phénomènes poly-intoxication apparaissaient au commencement et pour nous-mêmes dans le cadre de l'enquête comme ayant un aspect important, mais pas majeur.

D'une part je pense que le problème s'expliquait par deux causes essentielles.

D'une part, c'est que le consommateur au commencement, au début, ne se rendait pas compte de l'immense arsenal thérapeutique dont il pouvait disposer.

Il a fait son stage, il est devenu apprenti, il est devenu apprenti-sorcier, et il

RADOUCO-THOMAS

sait exactement où et comment où se procurer les différentes substances.

D'autre part les investigateurs ou les gens intéressés eux-mêmes sont plutôt orientés vers les substances isolées, que ce soit le cas de ceux qui utilisent le L.S.D., la marijuana, les gens sont plutôt intéressés par l'aspect isolé.

Ceci est compréhensible tant qu'on ne connaît pas les effets déterminés chez l'homme ou chez l'animal des substances isolées et surtout sous formes synthétiques, on ne peut pas apprécier le problème des inter-actions, le problème des associations.

Il nous semble cependant sur la base d'une série de données qui ne sont pas systématiques, ce sont des données isolées que les phénomènes de poly-intoxication soient devenus une des caractéristiques, un des traits essentiels dans l'utilisation de ces drogues.

Rapidement, je veux passer en revue le premier type de poly-intoxication simultanée, bien connu, tout le monde le sait, il concerne l'utilisation par le consommateur de plusieurs substances à la fois et il y a de multiples exemples.

RADOUCO-THOMAS

mines en association avec la marijuana, L.S.D.,
particulièrement utilisées est une tendance à uti-
liser les alcaloïdes de belladone en relation avec
la marijuana et le L.S.D. et les amphétamines.

Les différents produits d'opium qui
étaient libres au commencement particulièrement
la teinture d'opium est prise également avec
les autres. Il y avait déjà une association dans
la teinture d'opium dans laquelle il y avait plu-
sieurs produits entre autres l'alcool, pour arriver
et là je suis encore assez réservé quant aux
associations entre les substances hallucinogènes
et les substances dites morphinomimétique de
type héroïne pour lesquelles nous avons des
données mais c'est encore hasardeux de se lancer
dans la preuve de ces associations.

Je soulève ce problème des associations,
parce que dans le cadre pharmacologique, toxicolo-
gical et thérapeutique, c'est un problème qui se pose
actuellement.

Parce que les nombreuses substances
de synthèse, les nombreuses substances qu'on
utilise en clinique, en thérapeutique, c'est un
problème, un des problèmes, je ne dirais pas
un, mais un des principaux problèmes, que ce
soit en psychopharmacologie, que ce soit en anes-
thésie, continuellement nos collègues soulèvent

RADOUCO-THOMAS

ce problème.

On donne une médication et ici je pense à un exemple banal: l'anesthésie, qu'est-ce qu'on fait pour la préparation pré-opératoire, je prends un exemple.

Prenons un cas en psychiatrie, dans le traitement psychiatrique où les troubles inhibiteurs en mono-oxydase forment des associations désastreuses qui, avec les crises d'hypertension quand vous en suivez l'utilisation, non pas simplement avec des drogues; mais avec des substances qui se trouvaient dans les boissons et la nourriture.

Eh! bien, pour nous qui sommes en toxicologie et en pharmacologie, le problème des associations et des interactions d'un médicament, c'est un problème essentiel.

Alors, on voit d'ici le grand danger qui peut arriver, si nous, les pharmacologues et les cliniciens, nous ne pouvons pas maîtriser ce problème, on se demande comment les jeunes qui ont à leur disposition d'une façon par des voies clandestines, toute une série de drogues, que nous avons légalement en mains, comment ils peuvent maîtriser, peuvent faire face aux dangers, surtout qu'ils ne sont pas informés de ces dangers.

RADOUCO-THOMAS

Alors, j'ai donc dit quelques mots sur la poly-intoxication donc simultanée.

Quelques mots juste pour la poly-intoxication séquentielle. C'est ce qui se passe dans le temps.

Monsieur LeDain, président de la Commission a cité au début dans son allocution, a parlé du passage d'une drogue à une autre.

Ce qui semble en général, c'est que cette poly-intoxication séquentielle s'est fait sur la base, d'un palier progressif, ça ne va jamais en décroissant.

On part des inhalations, on passe à des alcaloïdes de belladone, je ne sais pas exactement sous quelle forme est la correspondance on passe à la marijuana pour arriver au bas de ça au L.S.D. ou tomber complètement au bas, tomber dans les morphinominétique type héroïne ou autres.

Je citerai juste un modèle qui puisse être...

Donc, dans ce cas, pour me résumer, dans le cas de cette poly-intoxication, il me semble que c'est un aspect essentiel qui devrait être examiné, qui à nous-mêmes dans le cadre de l'enquête qu'on a prévue, nous sommes attachés plus aux facteurs d'utilisation des drogues individuelles, mais je pense que c'est un aspect qui doit être examiné et que des études sur le

RADOUCO-THOMAS

plan individuel par des interviews collectives ou sous forme d'études doivent être effectuées surtout, pas simplement pour informations, mais pour mettre les jeunes au courant des dangers qui les attendent.

Je ne m'attarde plus. Je pense à madame Radouco-Thomas et au docteur Villeneuve qui vont situer le problème d'une façon plus pratique.

Je passe au deuxième aspect, qui semble, qui peut-être semble également mineur, mais qui nous semble également fondamental. C'est l'âge de l'utilisateur.

Au début, l'âge des utilisateurs, ça nous a semblé aussi ça dans les cadres de notre enquête, que c'était situé surtout entre quinze et vingt-cinq ans (15 et 25).

Or, il semble par... et je parle là également sur les bases des données ou des informations partielles; il y a un débordement qui se fait des deux côtés, du côté de l'adulte et du côté du plus jeune en-dessous de quinze (15) ans.

Les adultes commencent à utiliser ~~les collimateurs~~ parallèlement ou en remplacement de l'alcool.

Les "parties" entre les adultes sont signalées et actuellement il existe -- et je reviendrai tout de suite sur les implications

RADOUCO-THOMAS

qu'ils peuvent avoir, mais d'autre part égale-

augmentation du nombre des usagers en-dessous
de quinze ans (15).

Du point de vue nombre et surtout du
point de vue abaissement de l'âge. Il y a des
cas qui sont cités et je dis enfant et je veux
dire cette fois de dix à douze ans (10 à 12) qui
utilisent des produits, que ce soit des produits
commerciaux ou qu'ils arrivent même à être touchés
par les différentes drogues.

Or, là, il me semble que dans ce
profil de l'abus, au moins comme point de départ,
comme hypothèse de travail, il est nécessaire
de tracer un profil et de faire une distinction
entre usagers, l'utilisateur adulte, l'utilisateur adoles-
cent, et l'utilisateur pré-adolescent ou l'enfant.

Cette distinction est nécessaire et
pour éviter le danger et du point de vue légal.

La consommation de l'adulte peut re-
présenter un problème sérieux, moins sérieux,
c'est à établir.

L'adulte fait une consommation sérieuse
ou non. C'est quelqu'un de raisonnable
qui peut être raisonné, il peut faire son choix,
il a son libre arbitre, c'est un homme âgé qui
s'est informé, qui sait en général où il s'en va,
s'il choisit la marijuana, bien il la choisit,

RADOUCO-THOMAS

et il sait dans une certaine mesure ses limitations, sauf s'il tombe dans un certain type de dépendances qui sont du type morphinominétique ou d'autres.

La consommation par l'adolescent et surtout par l'enfant -- et je dis enfant en général -- en prenant arbitrairement l'âge de quatorze ans (14) comme le font certains pédiatres, là, c'est un problème grave et qui doit être examiné sous d'autres aspects, et je dis même que si pour l'adolescent c'est un problème qui est grave, pour l'enfant c'est un problème d'une gravité extrême.

L'enfant c'est quelqu'un qui n'est même pas informé, qui peut être l'appât de n'importe qui, dans n'importe quelles conditions.

Je pense que l'adolescent, si on le prend c'est juste la période critique où il passe, il s'agit de s'intégrer dans la société, il s'agit d'un développement biologique du cerveau particulièrement dans le cas de l'enfant et de l'adolescent; il s'agit d'une intégration psycho-sociologique dans le cadre de la société, déjà l'adolescent a la tendance de s'isoler de la société durant cette période critique, mais je pense que la drogue peut intervenir pour accentuer cette aliénation pour poser des problèmes difficiles de récupération

RADOUCO-THOMAS

dans l'avenir.

Je m'attaque néanmoins sur l'adolescent qui a une partie d'esprit critique.

J'aimerais insister sur le problème de l'enfant; pas parce qu'il s'agit d'une fréquence étendue, mais parce que je pense que des études doivent se faire pour voir dans quelle mesure il s'agit d'un élément endémique, et s'il s'agit d'un risque qui peut devenir épidémique.

Il y a des années ou trois années pour l'adolescent et pour ceux qui étaient juste au seuil de devenir adultes; ça posait un problème sous le facteur endémique.

Maintenant certains aspects montrent qu'il y a des tendances dans certains endroits à une épidémie, mais alors il faut au moins prévenir pour qu'on ne se trouve pas avec l'enfant et le pré-adolescent qui a une tendance au mimétisme dans des situations difficiles.

Je soulève cette question; donc la question de l'âge et je soulève le fait du problème de poly-intoxication; je pense; j'ai regardé également ma littérature; je le relie à très peu d'études qui ont été faites sur ce sujet, la plupart des études sont surtout faites l'organisme adulte et c'est normal que ça soit sur l'homme ou sur l'animal, sur un organisme

RADOUCO-THOMAS

mature. Mais, je pense qu'il faudrait stimuler, que les gens dans les différents domaines où ils travaillent se penchent sur le problème de l'effet de ces différentes drogues sur l'organisme en cours de développement, parce que ces drogues, ces médicaments sont pris en cours de développement psychophysiologiques et donc biologiques et également, puisqu'on se trouve en cours de maturation, le point cible le plus important est le système nerveux. Et on sait quelle est l'importance du système nerveux quand il est touché, quelles sont les voies de réversibilité et d'irréversibilité.

Je ne m'attaque pas plus, je ne veux pas entrer du tout dans la position légale, mais je dirais simplement qu'une distinction doit être faite ou envisagée entre ces différentes catégories: l'adulte, qu'il s'agisse ou pas d'une plus grande libération, je pense que le danger comme pour l'alcool, parce que l'alcool, il faut absolument le mettre dans la même catégorie que ces substances, pour l'adulte le problème peut être sérieux, mais pas grave, mais néanmoins pour l'adolescent il y a d'autres poids, d'autres mesures et surtout pour l'enfant.

Je pense que les études systématiques doivent être faites pour qu'on puisse

RADOUCO-THOMAS :

prévenir et qu'on ne tombe pas éventuellement dans une situation difficile de consommation à cet âge.

Vous m'excuserez si j'ai été un peu long.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Je vous remercie, docteur.

MADAME RADOUCO-THOMAS:-

Monsieur le Président, messieurs les membres de la Commission.

Je serai assez brève, mais j'aimerais dire simplement quelques mots à la Commission concernant l'enquête que nous avons faite et dont nous avons déjà donné certains résultats préliminaires. Actuellement les documents que nous mettons ici ne sont pas des documents statistiques, il s'agit uniquement des réponses manuscrites qui ont été faites par les étudiants sur les questionnaires que nous avons envoyés il y a à peu près deux ans.

Nous avons recopié ces réponses manuscrites que nous avons tapées à la machine en respectant scrupuleusement l'orthographe, je devrais plutôt dire les fautes d'orthographe.

Nous avons à peu près entre deux mille commentaires personnels, spontanés. Ce sont des commentaires spontanés naturellement qui sont strictement anonymes, puisque nous

MADAME RADOUCO-THOMAS

recevons des questionnaires sans savoir d'où ils viennent, ni même de quelle région, ni même de quelle ville ils proviennent.

Mais, néanmoins, nous les avons groupés en tenant compte des réponses qui étaient citées à côté dans le questionnaire et tous les étudiants nous ont mentionné si personnellement ils avaient consommés, s'ils avaient eu des expériences avec les hallucinogènes, s'ils en avaient consommés une fois, quelques fois, plusieurs fois, ou régulièrement.

Alors, dans un de ces volumes qui ont été remis à la Commission, le classeur noir, il y a quatre grands groupes qui sont représentés dans les données.

Il y avait différentes questions auxquelles ils avaient la possibilité de répondre en s'exprimant librement:

Ces quatre aspects sont les suivants:

Tout d'abord, il y a un groupe qui correspond à l'attitude personnelle des étudiants vis-à-vis les hallucinogènes à savoir s'ils avaient fait des expériences une fois, quelques fois, plusieurs fois ou régulièrement.

Donc, on avait posé la question de la façon suivante: "Si après une ou plusieurs expériences avec les hallucinogènes vous avez décidé de continuer, dites pourquoi? Et si vous

MADAME RADOUCO-THOMAS

avez décidé de cesser, dites pourquoi?"

Et comme il y avait à peu près de l'ordre de mille, disons onze cent et quelques sujets qui reconnaissaient avoir eu des expériences, c'est le dix pour cent (10%) dont on a déjà parlé; nous avons donc à peu près onze cents réponses manuscrites qui pour les besoins de la recherche ont été regroupées en fonction de la motivation de l'arrêt.

Par conséquent, on peut dire que nous

nous avons essayé pour faciliter la vue d'ensemble, de grouper les réponses lorsqu'il y avait des opinions un peu similaires.

Et je dirais ici les principaux titres que nous avons retrouvés dans les motifs invoqués par ceux qui mentionnent avoir cessé de prendre de la drogue après un ou après quelques expériences:

Il y avait le refus de la drogue, une détermination positive des étudiants ne voulant plus en prendre parce qu'ils trouvaient trop d'aspects de la vie plus intéressants, ou bien je ne trouvais pas d'intérêt à l'expérience ou ma curiosité était satisfaite, cela n'a suffit ou bien les effets ressentis ont été décevants, nuis ou même désagréables, la crainte de nuire à la santé physique, la crainte d'en prendre l'habitude, c'est un

- 37 -

MADAME RADOUCO-THOMAS

plaisir trop coûteux qui a arrêté certains,
la crainte de la Loi en a arrêté très peu.

Ce sont là les principaux arguments
qui ont été mentionnés par les étudiants.

Naturellement le pourcentage dans
les différents sous-groupes suivant que les
étudiants avaient eu une seule expérience ou
s'ils étaient au contraire usagers réguliers.

Maintenant, les motifs invoqués
par ceux qui désiraient continuer: eh! bien
il y en avait un certain nombre qui sont plu-
tôt potentiellement utilisés, disons je
recommencerais dès que j'en aurai l'occasion,
et d'autres, au contraire, qui disaient re-
chercher l'occasion parce que j'estime que ce
n'est pas dangereux, ou je recommencerais dès
que j'aurai l'occasion, parce que j'aime cela,
nous avons groupé ces différentes réponses,
mais il y avait certaines différences, et il
est un peu difficile de faire des groupements
étant donné que certains étudiants invoquaient
plusieurs raisons quelquefois, mais néanmoins
je pense qu'il serait dommage de faire un trop
grand commentaire et l'importance est beaucoup
plus grande de lire ce que les étudiants ont
pu dire eux-mêmes à ce sujet-là.

Maintenant, le deuxième groupe de
réponses, c'est celles qui correspondent à la

- 18 -

MADAME RADOUCO-THOMAS

question 71 et qui s'adressait à ceux qui avaient déjà eu des expériences, surtout à ceux qui avaient eu plusieurs expériences; c'était à la fin du questionnaire, et la question était la suivante:

"Déconseilleriez-vous à d'autres de tenter la même expérience?" et "Pourquoi?"

réponses qui ont été classées également en fonction des groupes de l'usager et même en fonction des sous-groupes qui avaient été mis en évidence par la question précédente, la motivation des sujets.

Le troisième groupe de réponses correspondait à la question suivante: "Une fois que vous avez fait votre première expérience, comment voyez-vous les dangers inhérents à la prise de ces substances? Et "Si oui, dites quel danger vous y voyez?"

En général, à cette question-là la réponse était souvent: "Je n'en voyais pas, il n'y avait pas de danger; disons physique ou psychique, certains mentionnant que le seul danger était le danger légal."

Et on demandait ensuite: "Connaissez-vous les sanctions légales, et si oui dites qu'est-ce que c'est?"

Les réponses étaient en général

MADAME RADOUCO-THOMAS

assez vagues; il semble qu'à l'époque en tout cas, les étudiants n'étaient pas très au clair; un certain nombre naturellement mentionne oui j'étais au courant, mais ça m'était tout à fait égal. Il y en avait d'autres, beaucoup qui disaient: "je pense qu'on ne peut rien contre moi, du moins si je ne fais pas la vente et que je ne fais que l'usage."

Enfin, le quatrième groupe rassemble les commentaires de ceux qui mentionnaient prendre régulièrement des hallucinogènes.

Alors, on a pris l'ensemble de tout ce qu'ils avaient mis, ce que chacun d'eux, qui était écrit manuscritement.

Etant donné qu'ils se sont montrés particulièrement riches en commentaires et qu'ils sont plus actifs que d'autres, je pense que leur anonymat, cela leur a permis de s'exprimer terriblement.

Le deuxième volume, qui est le premier volume, qui a été remis à la bibliothèque de la faculté de médecine, les commentaires qui nous sont parvenus à la fin de l'année scolaire ont nous avons mis un espace intitulé: "Commentaires et suggestions".

Certains de ces commentaires et suggestions étaient de quatre ou cinq lignes, d'autres d'une page ou même deux pages.

- 40 -

On les a groupés également sous

qui ont été traités fondamentalement par les étudiants; c'était en premier lieu les drogues hallucinogènes dont les étudiants parlaient librement, commentaient, donnaient son opinion sur les hallucinogènes; on remarquait dans ce groupe-là un très grand nombre d'étudiants qui réclamaient de l'information.

Nous avons groupé tout un ensemble de réponses; nous voulons de l'information, que l'on informe les jeunes, plus d'informations sur les drogues.

Et puis, il y en a d'autres qui mentionnent qu'ils sont pour ou qu'ils sont contre les drogues en motivant:

Le deuxième aspect que nous avons donné leurs opinions quant à la législation soit qu'ils étaient pour la législation, soit qu'ils étaient contre, quelquefois lorsque c'étaient des étudiants peut-être au-dessus de vingt ans, ils posaient le problème de la législation en reconnaissant que ça les avançait et que ça les désavantageait aussi; ils essayaient de se faire une opinion, de se faire une opinion et qu'ils faisaient faire dans le domaine de la législation.

- 41 -

MADAME RADOUCO-THOMAS

Le troisième et quatrième points sont peut-être moins importants pour la Commission étant donné qu'il y avait un très grand nombre... le troisième plan c'est tout ce qui se rapportait à l'enquête elle-même. On pourra voir que beaucoup des étudiants soulignaient qu'ils étaient très intéressés, qu'ils sont très heureux, qu'ils avaient beaucoup de plaisir à répondre au questionnaire et que cela leur prouvait qu'on se penchait sur le problème des jeunes.

Enfin, quatrième, nous avons reçu des suggestions, des commentaires sur certaines questions, disant que certaines questions n'étaient pas assez claires, d'autres qui ont dit qu'ils n'avaient pas eu assez de possibilités de mises à leur disposition, enfin la collaboration a été très intense de leur part.

Nous sommes actuellement en train de faire l'analyse des treize mille réponses que nous avons reçues du point de vue quantitatif et nous ferons parvenir ceci à la Commission dans le courant de l'été.

Nous avons fait plusieurs propositions permettant d'étudier ce problème, mais tout cas, la première constatation que nous avons pu faire, c'est que les neuf mille

MADAME RADOUCO-THOMAS

sujets, les neuf mille premiers questionnaires qui avaient été analysés déjà en mil neuf cent soixante-dix (1970), que les réponses que nous recevons maintenant par l'ordinateur pour les treize mille sujets, comme il fallait s'y attendre, les pourcentages sont exactement les mêmes, peut-être à un centième près, mais ça se superpose tout à fait.

Cela montre que l'on ne peut pas dire que ceux qui ont répondu les premiers étaient plutôt les usagers, que les autres n'en étaient pas, on retrouve également la même proportion qui se maintient.

Et je crois que nous pourrions analyser et fournir des renseignements sur cette chose.

J'aimerais maintenant ajouter un second point, soulever un second point, c'est de mentionner que compte tenu de l'évolution du problème nous comptons compléter cette étude, faire une étude épidémiologique complémentaire et cette étude épidémiologique complémentaire s'attacherait particulièrement en outre les aspects déjà étudiés aux deux problèmes qui ont été soulevés par le docteur Radouco-Thomas concernant la poly-toxicomanie et celui de l'âge du consommateur. Donc, il y aurait un certain approfondissement du

MADAME RADOUCO-THOMAS

côté de l'éventail de substances qui sont
utilisées d'une part et d'autre part sur les
associations qui sont faites par les jeunes.

Et je pense qu'il sera nécessaire
pour avoir une vue précise de toucher également
les niveaux secondaires et d'y descendre en-
dessous de la douzième et de la onzième années,
qui est peut-être le niveau que nous avons
touché auparavant.

En faisant notre programme de tra-
vail pour cet automne, nous espérons pouvoir
montrer laquelle a été l'évolution et nous espé-
rons que les étudiants pourrons également avoir
ici l'occasion d'exprimer leur opinion et on
verra l'évolution du phénomène depuis ces der-
niers temps.

Je vous remercie.

M. GERALD LeDATIN, président:-

Nous aimerions tous vous poser des
questions; malheureusement, pas malheureusement
dans un autre sens heureusement, nous devons
nous rendre à l'université de Laval; et nous a-
vons un horaire assez chargé.

Mais sans doute que nous pouvons
maintenir notre contact et avoir vos conseils
au cours de l'année, parce que nous avons beau-
coup à apprendre de votre expérience, surtout

MADAME RADOUCCO-THOMAS

sur cette question qu'on aimerait suivre en ce qui concerne la poly-intoxication que vous avez mentionnée et qui est tellement importante.

Mais nous aimerions avoir les suggestions quant aux études; de ce qu'on pourrait faire; nous voulons pousser plus profondément; le plus profond possible notre étude sur ces phénomènes; il s'agit de savoir quelles pourraient être les études, de façon à étudier ces phénomènes.

On serait bien obligé, si vous pouviez nous donner vos idées là-dessus.

Maintenant, je vous remercie tous pour être venus ce matin. Merci beaucoup.

A ce moment il faut ajourner jusqu'à deux heures et demie (2:30) pour ici, entre-temps nous allons nous rendre à l'université Laval au pavillon de Koninck, salle O-A entre une heure (1:00) et deux heures (2:00).

A l'après midi nous entendrons le sergent Elzéar Bertrand, du service Jeunesse et Police, le sergent Lavallée, policier travaillant auprès des jeunes et le docteur Yves Morin de l'Institut de Cardiologie de l'Université Laval et ses confrères et sans doute d'autres personnes. Il y aura l'occasion dans l'après midi pour ceux qui sont ici de participer, de

- 45 -

nous donner leur opinion à ce sujet, malheureu-
sement ce matin notre temps a été un peu serré.
Je vous remercie, à deux heures et demie (2:30).

ODETTE GAGNON,
sténotypiste officielle.

2 M. GERALD LeDAIN, président:-

3 Maintenant, mesdames, mesdemoiselles
4 et messieurs, nous continuons notre audience pu-
5 blique ici à Québec. Nous venons de l'université
6 Laval et nous nous excusons d'être en retard,
7 la circulation est lente aujourd'hui.

8 Maintenant, je vais appeler le Lieu-
9 tenant Elzéar Bertrand, du service de Jeunesse
10 et Police de Québec.

11 Aimeriez-vous vous asseoir, Lieutenant.
12 Procédez, s'il vous plaît.

13 LIEUTENANT ELZÉAR BERTRAND:-

14 Nous avons reçu votre avis concernant
15 votre Commission d'enquête ici à Québec.

16 Nous sommes dix policiers à la sec-
17 tion de Jeunesse et Police. Nous travaillons
18 depuis un an, la section a été formée il y a
19 une année et nous travaillons à la prévention
20 de la délinquance juvénile.

21 Alors, sur le côté des drogues, é-
22 videmment, on fait un travail qui est assez

23 difficile.

24 Au point de vue chiffres, il n'y a
25 rien d'officiel dans les chiffres que je vais
26 avancer. Par contre, ces chiffres-là nous ont
27 été soumis, si vous voulez, lors d'une enquête
28 qu'on a faite auprès des jeunes des écoles se-
29 condaire de la ville.

30 Alors, dans les calculs que nous avons

faits, nous pouvons dire sans crainte qu'un
écolier du secteur secondaire, un sur cinq fait
usage de drogue. Maintenant, lorsqu'on dit un
sur cinq, vous en avez que c'est pour simplement
tenter l'expérience, voir les effets, vivre si
vous voulez les effets de la drogue.

Maintenant, il y en a combien qui
se droguent régulièrement?

Eh bien ça, nous ne pouvons pas encore
le dire, si vous voulez, c'est un point d'interro-
gation.

Dans le domaine de la prévention,
qu'est-ce qu'on peut faire pour atténuer, si
vous voulez, les dangers de la drogue?

Eh bien, comme je vous l'ai dit
cette section Jeunesse et Police porte un
intérêt tout particulier à ceux qui font usage
de drogues. Nous avons lorsque des jeunes sont
interceptés, nous avons un dialogue avec les
parents et avec les jeunes pour tâcher de trouver
une solution.

Mais, évidemment, si on trouve dix
jeunes qui font usage régulièrement de drogues,
évidemment pour nous c'est très intéressant,
mais ce qui est plus intéressant pour nous en
tant que policiers, c'est de trouver, si vous
voulez, celui que l'on appelle communément
"pusher" ou le vendeur.

Alors, il y a une chose qu'on déplore

du côté de la collaboration des parents, c'est que lorsque le père ou la mère s'aperçoit que son garçon ou que sa fille fait usage de drogues, qu'il ne se comporte pas normalement en arrivant chez lui au lieu de communiquer avec soit à Montréal l'Aide à la Jeunesse, à la section de Sillery ou à Québec à Jeunesse et Police, au lieu de communiquer avec nous, ils se taisent.

Si les parents communiquaient avec nous, bien, on pourrait savoir nous autres où le mal, si vous voulez, en est rendu et comme je vous le disais tout à l'heure, essayer de remonter au distributeur. C'est toujours intéressant de trouver celui qui vend la marchandise.

Evidemment, le client pour nous c'est très important, mais la chose primordiale c'est de trouver celui qui vend de la marchandise.

Et ça, dans la ville de Québec, on dirait que c'est divisé en districts, si vous voulez. On peut avoir, on peut intercepter un vendeur dans le quartier latin, et vous avez un autre qui peut opérer dans le quartier St-Sauveur, continuer à fonctionner quand même. Alors, c'est un travail qui est assez délicat à faire tout d'abord.

Alors, voici à Québec le problème est ici comme ailleurs, mais on fait tous les

efforts qu'on est capable pour tâcher d'amendrer
le mal si vous voulez.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Est-ce que vous pourriez nous indiquer...
j'aurais trois questions à vous poser.

La première serait: pourriez-vous
nous aider à retracer un peu, si vous voulez,
la marche du phénomène de la drogue à Québec,
est-ce qu'il y a trois ans vous aviez des pré-
occupations? Est-ce qu'il y a quatre ans vous
aviez des préoccupations? Connaissiez-vous des
jeunes qui prenaient de la drogue, ça a commen-
cé depuis quand?

Depuis quand est-ce que ça a pris
les proportions que ça a aujourd'hui? Vous
parliez d'un jeune sur cinq qui expérimentait
les drogues dans les écoles secondaires? Est-
ce que c'est la première année ou quoi?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Ici à Québec, on peut dire que ça
fait à peu près deux ans qu'on en a des échos,
si vous voulez, parce que depuis que c'est les
jeunes, les gars et les filles du secondaire,
depuis qu'on les voit nous, ça fait à peu près
deux ans que le problème existe.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Ca fait à peu près deux ans que ça

existe ici à Québec ce problème-là?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Ma seconde question: j'ai cru que vous apparteniez à un corps de police qui fait de la prévention. Est-ce que je me trompe en pensant que vous faites aussi de la répression, c'est-à-dire que vous avez tout à l'heure décrit vos fonctions comme vous attaquant aux vendeurs ou aux distributeurs ou aux trafiquants de drogues, cherchant le trafiquant de drogues, ça, est-ce que c'est vraiment de la prévention à vos yeux?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Dans mon idée, oui, c'est de la prévention. Parce qu'on est avant tout des policiers éducateurs:

Alors, je fais un peu ici l'histoire, si vous voulez, nous sommes dix (10) policiers, vous en avez cinq (5) qui sont continuellement dans les écoles, qui partent de la maternelle et vont jusqu'au secondaire V ou pré-universitaire, et qui entrent dans les écoles donnent des séances d'informations aux élèves, garçons et filles, et on leur parle par exemple des différents délits relevant de la loi des jeunes délinquants, qui viennent à l'encontre

de la Loi des jeunes délinquants. Nous parlons également de la drogue. Pour la drogue on se sert de films, de diapositives et on a aussi ce qu'on appelle des guides de drogues, c'est ce dont on se sert.

On les met, si vous voulez, vis-à-vis les dangers, on les renseigne sur les dangers de faire usage de la drogue, sur l'usage des drogues non-médicales.

Alors, on les met vis-à-vis des faits, on les renseigne sur les dangers, et puis même nous avons des réunions avec des comités de parents. La semaine passée, du premier (1er) au huit (8), il y a eu la semaine d'éducation ici à Québec, et puis on a eu des rencontres avec des comités de parents, on a eu des soirées où il y avait cinq cents (500) parents, père et mère, qui étaient là. Alors, on les renseigne sur les dangers de la drogue, c'est ça le travail que nous faisons à Jeunesse et Police à plein temps.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Est-ce que c'est simplement, c'est simplement une question que je vous pose, il n'y a vraiment pas d'intention en-dessous, on nous a dit que la Gendarmerie Royale dispose d'une sorte de privilège dans sa façon, si vous voulez, d'aller chercher les preuves de posses-

LIEUTENANT BERTRAND

sion, est-ce que ce privilège s'étend à votre corps de police?

R. Non. Evidemment, la loi des narcotiques relève du Fédéral. Alors, on travaille toujours en collaboration avec la police fédérale.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Ainsi par exemple l'officier de police de la ville de Québec n'aurait pas le droit de procéder sans mandat de perquisition à la recherche de la drogue?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

On se fait toujours aider par la police fédérale. D'ailleurs, on leur transmet les renseignements que nous avons, on travaille en collaboration.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Vous avez mentionné qu'une de vos plaintes, si vous voulez un de vos regrets, c'était que les parents, quand ils étaient au courant que certains de leurs enfants pouvaient posséder de la drogue ou bien en avoir suffisamment pour en faire le commerce, si j'ai bien compris, ne collaboraient pas avec vous. Est-ce que vous pourriez...?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Par contre, on a des parents qui

LIEUTENANT BERTRAND

communiquent pour nous mettre au courant qu'un garçon ou qu'une de leurs filles a pris de la drogue, a fait usage de la drogue, qu'elle se comporte anormalement, par contre il y a beaucoup d'autres parents que lorsque leur enfant va arriver, eh! bien, ils vont dire: il a pris de la boisson, il est ivre, alors que c'est complètement le contraire et qu'il est sous l'effet des drogues. Ils ne peuvent pas faire la différence.

Alors, si on communiquait avec nous, le problème serait moins grave, c'est d'ailleurs notre travail à nous d'aider les parents, même les adolescents, ce n'est pas un chemin à sens unique, c'est dans les deux voies.

Si on nous mettait au courant quand ils en prennent à la maison, là, on pourrait constater s'il est sous l'effet de la boisson ou s'il est sous l'effet des drogues et on pourrait leur venir en aide. Mais, les parents ne le font pas, est-ce qu'ils craignent qu'il y ait quelque chose en-dessous de ça, mais enfin nous avons un manque de collaboration de la part des parents dans ces cas-là.

PROFESSEUR MARIE-ANDRÉE BERTRAND,
commissaire:-

Est-ce que ces parents ne seraient pas en droit de penser que cette jeunesse serait d'aider le jeune en contact avec le Service Social, pour le faire comparaître, est-ce que

-54-

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

ce n'est pas justement une réaction normale pour un parent de penser que si on appelle la police: "Notre jeune va aller à la Cour..."

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Regardez! Disons qu'on a un service d'informations, c'est presque régulier, lorsque les policiers éducateurs terminent une école, disons une école secondaire avec mille douze cents élèves (1,200), le soir après il y a une réunion avec les parents et on les met au courant de notre fonction, que nous sommes là pour aider et protéger leurs jeunes.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Docteur Lehmann.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:-

Quand vous parlez aux parents, vous leur assurez que leurs enfants ne seront pas en danger d'être arrêtés tout de suite?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Le but que nous recherchons nous autres, c'est d'éviter premièrement la première comparution en Cour de Bien-Etre. Lorsqu'un jeune est traduit devant nous, que ça soit pour la drogue ou n'importe quel délit, comme mineur eh! bien, on évite autant que possible le premier contact avec la Cour du Bien-Etre Social, ça, c'est notre travail, en autant que le jeune n'a jamais passé en Cour avant. On va autant que possible lui éviter de passer en Cour.

C'est toujours, évidemment, à condition que les parents soient d'accord et nous disent qu'ils n'avaient pas de trouble avec le jeune, que c'était une fugue et que c'était le premier manque qu'il avait; à ce moment-là, on va lui donner une chance et il ne passera pas à la Cour. Il n'aura pas de dossier. Dans le domaine de la drogue, ça serait exactement la même chose.

Par exemple la semaine dernière, on a eu un jeune qui a été drogué et puis ce sont des amis qui lui ont mis quelque chose dans un verre de Coke

Et puis, mon gars est devenu fou raide, si vous voulez, et puis il était couché sur le banc de neige, juste en pied de bas et en petits shorts, c'est tout ce qu'il avait.

Alors, les gens de la maison, eux autres... le petit gars habitait à quatre ou cinq rues de là, on ne le connaissait pas, alors, on a appelé la police. Il a été amené à la Centrale. On l'a questionné et on s'est aperçu que c'était tout simplement un tour que des gens lui avaient joué. C'était un tour malheureux, parce qu'il s'en est ressenti après, il a été malade évidemment.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire

Est-ce que vous avez été capable de trouver les coupables?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

C'est-à-dire que l'enquête se continue. L'enquête continue.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Et vous mentionnez que vous seriez capable si les parents se sont trompés pour leurs enfants, et vous pensez, vous, que ce n'est pas l'alcool, vous pensez que vous seriez capable de faire la distinction, la différence?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui, monsieur.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

En intoxication, c'est difficile même pour un expert, comment le faites-vous? Comment faites-vous la distinction?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Si quelqu'un, un jeune de quinze (15) ans est intoxiqué.....

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN: commissaire:-

Comment pouvez-vous être sûr de ça?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Disons qu'on procède si vous voulez à un interrogatoire sommaire, en lui demandant à quel endroit il a été, quel endroit il a fréquenté, et puis évidemment, s'il ne sent pas la boisson, bien il y a de grosses chances que ça soit ça. Parce que là on ne se dit pas des experts, et c'est malheureusement vrai, mais excepté qu'on peut, à force de travailler sur

-57-

LIEUTENANT BERTRAND

ces causes, arriver à faire des diagnostics assez justes, si vous voulez.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN,

Commissaire:-

Il y a aussi une autre chose que vous avez mentionnée, c'est que vous enseignez aux jeunes les dangers des drogues.

Alors, il y a certainement des dangers, mais avez-vous un programme, une structure de programme? Comment parlez-vous de ces dangers? Est-ce que vous le faites avec chaque individu comme il faut ou est-ce que vous avez d'autres gens qui sont invités pour leur parler de ça? Est-ce qu'il y a un programme? C'est vraiment ce que je veux dire?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

C'est-à-dire que les policiers de la ville de Québec se rendent dans les écoles, et là, on prend à peu près, le plus qu'on prend, c'est vingt (20) jeunes à la fois dans une classe. Alors, ce sont des périodes, on en prend vingt (20), et là, on leur parle des différentes drogues, des dangers, on leur montre des films qu'on a en couleur, parlant, tout ça, et puis il y a les diapositives, et puis les guides qu'on appelle guides de drogues; ensuite, il y a un forum, les jeunes sont entièrement libres de poser des questions et on leur répond au meilleur de notre connaissance.

LIEUTENANT RAYMOND

Et puis, après il y a un questionnaire qu'on fait remplir par les jeunes. Le questionnaire n'est pas complété, mais on le fait remplir, ça devrait être fini à peu près en juin, on leur demande s'ils ont déjà eu des expériences, oui ou non et avec quel genre de drogues, s'ils en ont fait usage, et ainsi de suite, et puis ce questionnaire-là va se poursuivre, va se terminer vers le mois de juin.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Vous ne croyez pas que vous êtes handicapé dans ce rôle d'enseignement par votre rôle de policier?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Non, ici à Québec, c'est complètement le contraire.

M. GERALD LeDAIN, président:-

C'est le contraire?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

C'est le contraire. Evidemment, cette section a été formée, comme je vous le disais tout à l'heure, il y a un (1) an. Il y a eu une grosse publicité alentour de ça et alentour de l'organisation du Service de Jeunesse et Police, et je puis dire que nous avons la collaboration des gens et des parents dans peut-être quatre-vingt-quinze pour cent (95%) des cas. Et puis les jeunes gens, des jeunes filles viennent se confier à nous à la Centrale de Police.

LIEUTENANT BERTRAND

nous avons un bureau qui est au premier étage, c'est marqué: Police, Jeunesse et Police, et puis les jeunes viennent souvent se confier à nous autres. Par exemple s'ils ont des problèmes à la maison, ils demandent notre aide, et puis je crois que c'est formidable.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Comment expliquez-vous, comment êtes-vous arrivé à avoir cette collaboration?

LIEUTENANT ELZBAR BERTRAND:-

D'abord on est dix (10) policiers. Il y a eu un choix de fait, un choix très consciencieux, et nous avons suivi des cours de criminologie et de prévention de délinquance juvénile à l'université de Laval, et les gars ils sont dedans, ils veulent ces policiers-là, et puis les jeunes, que ça soit le genre "hippie" ou le genre "motard", on les traite tous sur un pied humain. Devant nous, ils sont tous égaux, et puis il n'y a pas de question d'arriver et de les traiter vulgairement, on les traite comme des êtres humains. Alors, ils viennent se confier à nous autres, et on n'a aucun problème de ce côté heureusement et ça nous facilite le travail énormément.

M. GERALD LeDAIN, président:-

seignement, on va leur donner une formation

LIEUTENANT BERTRAND

vous aucun conflit d'intérêt, pas conflit d'intérêt, mais disons de conflit entre votre responsabilité pour l'application de la Loi. Est-ce que ça peut provoquer des situations un peu équivoques ou embarrassantes, lorsque vous essayez de rendre de l'aide, de l'assistance, et qu'en même temps vous avez la responsabilité pour appliquer la Loi. C'est ce que je cherche évidemment à savoir. Est-ce que ces deux rôles peuvent être remplis sans vraiment de conflit?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Absolument. Il n'existe aucun conflit, parce qu'on se donne entièrement à cette cause-là. D'après l'entente, on oublie le côté répressif. Ca, c'est important.

M. GERALD LeDAIN, président:-

C'est le côté prévention uniquement?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

C'est ça.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Vous comme ça vous n'avez pas de responsabilité pour le côté répressif?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Non,

M. GERALD LeDAIN, président:-

Je vois. Avez-vous en faits quand même, en faits, en pratique, avez-vous -- et vous n'êtes pas obligé de répondre à ça, si vous ne voulez pas

- 61 -

LIEUTENANT BERTRAND

avez-vous du contact quand même avec le côté répressif, c'est-à-dire, est-ce que vous, vous êtes obligé de fournir des renseignements au côté qui a la responsabilité pour réprimer?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Absolument pas. Nous sommes entièrement libres lorsque nous avons une cause à analyser, nous sommes entièrement libres et la décision que l'on prend est acceptée par les autorités.

M. GERALD LeDAIN, président:-

D'où viennent les matériaux, les renseignements dont vous vous servez, où est-ce....?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Concernant les drogues?

M. GERALD LeDAIN, président:-

Oui? Le programme...

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

La plupart nous viennent de

l'O.P.T.A.T.

M. GERALD LeDAIN, président:-

L'O.P.T.A.T.?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Nous avons une belle collaboration avec ces gens-là.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN,

commissaire:- Et sur le côté

LIEUTENANT BERTRAND

médical, quels sont vos lieux avec les facilités
de traitements? Est-ce que ça marche de ce côté?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Ca ne marche absolument pas, ça manque
absolument.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Ca manque?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Ca manque énormément.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

commissaire:-

Ca marche?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Ca manque énormément du côté des médecins

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

De quelle façon?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

On aimerait dire avoir un local, quelque
chose, soit dans un hôpital ou ailleurs, pour que
ces jeunes soient traités et c'est ce qui manque
présentement.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Vous avez de la difficulté à les faire
admettre?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Même si vous les amenez à l'hôpital, on

LIEUTENANT BERTRAND:

vous dit qu'on n'a pas le temps ou quoi?

LIEUTENANT BERTRAND:-

On ne s'occupe pas des drogues.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

On ne s'occupe pas des drogues, c'est la
réponse que les docteurs vous font dans les hôpitaux?

LIEUTENANT BERTRAND:-

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Partout?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

On a eu une couple de cas où ils s'en
sont occupés, mais ils nous disent: "écoutez, nous
autres, on n'est pas des spécialistes, on a autre
chose à faire."

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Mais vous avez tout de même une couple
d'hôpitaux dans la ville qui acceptent de les
prendre?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

On a eu deux cas où on a réussi à les
faire admettre.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Qu'est-ce que vous faites quand vous
avez plus de deux patients à la fois?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse?

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Vous ne vous plaignez pas?

- 64 -

LIEUTENANT BERTRAND

LIEUTENANT BERTRAND:-

Disons que je n'y ai jamais songé.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Quelle est la réponse qu'on vous fait, vous avez dit tout à l'heure que ce n'étaient pas des spécialistes et est-ce qu'il y avait autre chose à part ça et le fait qu'ils n'avaient pas de place?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Je crois que leur optique est qu'ils voudraient une maison qui serait spécialisée dans ces cas-là, comme par exemple la maison Domrémy pour les alcooliques, alors ils aimeraient avoir une maison spécialisée dans ces cas-là, où on pourrait diriger les jeunes et même les adultes, si vous voulez, à cet endroit-là, pour être traités convenablement.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Si quelqu'un est délirant, évidemment, très grave, on l'accepte?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

On n'a pas eu de cas si grave que ça.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Est-ce qu'il y a d'autres questions ou observations de personnes dans le public?

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Disons qu'il y a quelque chose que je ne comprends pas tellement. C'est qu'au début le lieu-

LIEUTENANT BERTRAND:

tenant Bertrand a dit qu'il avait une étroite collaboration avec le département fédéral et ensuite qu'il n'avait aucun rôle de répression, alors, disons que je ne peux pas tellement faire la relation entre les deux.

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Ecoutez, du côté répressif, nous autres, nous ne travaillons pas de ce côté. Nous travaillons du côté prévention. Si à un moment donné on juge qu'on doit remettre des renseignements à la police fédérale, disons, que le paquet est assez gros, alors on remet ça à la police fédérale qui eux continuent l'enquête, on peut collaborer à l'enquête avec eux autres, mais les décisions, évidemment, ce n'est pas nous qui les prenons, pas du côté répressif, ce n'est pas nous qui prenons les décisions.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

Mais à ce moment-là, vous êtes un peu des agents d'information?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui, évidemment, pour la bonne cause, assez souvent c'est mieux de l'être.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

commissaire:-

Vous ne pensez pas que ça nuit v...
si je vous ai bien compris tout à l'heure, ...

LIEUTENANT BERTRAND :

voyez vraiment comme un éducateur et quelqu'un qui fait de la prévention? Vous ne croyez pas que ça peut mêler beaucoup les cartes?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Vous savez, lorsqu'on parle de prévention ça concerne les jeunes de huit à dix-huit ans

Alors; si le vendeur a plus de dix-huit ans (18), si c'est un gars de vingt ans (20), de vingt-cinq ans (25) ou de trente ans (30), eh! bien là, en toute conscience, je ne crois pas que l'on ait grand-chose à se reprocher, parce que c'est lui qui fait le mal si vous voulez parmi les jeunes. Alors, s'il y a un moyen de l'empêcher de continuer; eh! bien je crois que c'est de notre devoir de le faire.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:-

A votre connaissance, lieutenant Bertrand, à peu près, vous savez probablement très exactement, combien de jeunes qui sont venus devant la Cour du Bien-Etre Social de Québec pour usage ou trafic de narcotiques, disons dans l'année dernière?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Moi, je serais porté à dire très peu.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,
commissaire:- Très peu?

- 67 -

LIEUTENANT BERTRAND

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

commissaire:- Est-ce que vous êtes au courant des peines, des sentences qui leur ont été imposées?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Les sentences non.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Lieutenant, dans les écoles, est-ce qu'il y a un niveau social, économique spécial pour les jeunes qui prennent de la drogue, est-ce que c'est un niveau très bas économiquement et socialement ou est-ce que c'est réparti un peu partout dans la société des écoliers?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Vous en avez de toutes les classes.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

De toutes les classes?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Est-ce que vous avez fait une étude dans les universités?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Non, pas dans les universités.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Vous n'avez pas été dans les universités?

LIEUTENANT BERTRAND

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:- Non.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:- Seulement dans les classes du secondaire?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:- Oui, jusqu'à pré-universitaire.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:- Merci.

M. GERALD LeDAIN, président:

Lieutenant, quel est à votre avis l'objet des informations sur les drogues ou l'enseignement sur les drogues, quel doit être l'objectif général de cette éducation, à votre avis?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

L'objectif, évidemment, côté prévention, c'est le côté négatif, si vous voulez des drogues. Mettre les jeunes au courant des dangers.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je remarque qu'on discute du côté prévention, et je crois qu'on s'attarde surtout à une base de la prévention et que c'est celui de prévenir par exemple l'usager des drogues en disant que c'est mauvais, quels sont ses mauvais effets, que c'est dangereux. Maintenant, est-ce qu'il y a des travaux de prévention qui se font au niveau de la solution de rechange. Qu'est-ce que vous voulez faire de mieux que de prendre de la drogue par exemple? Je pose la question.

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Ca, on appelle ça une colle.

LIEUTENANT BERTRAND

Dans le moment, comme solution de rechange pour les usagers de la drogue, c'est difficile, parce qu'aujourd'hui on prend de la drogue à tout propos pour tout et pour rien.

On parle des aspirines, vous prenez des aspirines, c'est de la drogue, il y en a qui s'habituent à l'aspirine, ils vont en prendre tous les jours et si finalement ils arrêtent d'en prendre, ils se trouvent toutes sortes de bobos, d'après eux autres.

Comme solution de rechange, Seigneur du Bon Dieu! à la drogue...!

Un écolier va avoir du trouble en classe, la série d'examens s'en vient, alors pour se "pepper", comme il y en a beaucoup qui nous disent, ils vont prendre de la drogue, ils vont fumer de la marijuana, ils vont prendre du haschish, alors quelle solution de rechange leur offrir, qu'est-ce que vous voulez que je leur dise: " Mettez le nez dans vos bouquins et puis étudiez plus fort".

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Je reviens à la charge; je me demande s'il existe actuellement des organismes qui pensent de ce côté-là, ou je ne sais pas, peut-être que la Commission a aussi pour but de penser, d'élaborer des solutions de rechange. Parce que j'ai l'air à insister, mais il m'apparaît en tout

LIEUTENANT BERTRAND

cas que parfois quand tout le monde fait la même chose, que ça soit bon ou que ça soit mauvais, c'est parce qu'il n'y a pas d'autre chose à faire.

Il semble qu'il y ait un problème de loi actuellement c'est peut-être notre système de valeurs qui est remis en question, car tout est basé autour de l'argent.

Vous prenez une classe de jeunes étudiants, vous les amenez à une classe de neige, ils vont s'amuser, ils ne vont pas penser aux drogues, ils vont seulement s'occuper à faire du ski et ça, ça ne leur coûte pas un sou.

Ils vont arriver à l'âge de vingt ans (20), vingt-deux ans (22) et là ils vont penser pouvoir utiliser les mêmes loisirs, mais là à ce moment-là, ils ne le pourront peut-être pas, parce que ça va leur coûter combien pour avoir ce loisir. Le ski, vous savez que c'est un sport qui est assez coûteux, il faut avoir les moyens pour le pratiquer. C'est un très bon loisir, mais il faut avoir les moyens de le pratiquer. En ce moment tout est question d'argent, tout notre système est bâti autour de l'argent et de la finance.

C'est la finance qui contrôle tout.

Est-ce que ce n'est pas la cause ça?
Est-ce qu'à ce moment-là, on ne prend pas de la

- 71 -

LIEUTENANT BERTRAND

drogue pour oublier; vu qu'on ne peut rien faire, pour faire face aux problèmes.

Présentement, on est en climat électoral, les gens se disent: on ne peut rien faire, c'est la finance qui mène tout, alors il y en a même qui refuse jusqu'à aller voter.

J'estime que ce n'est pas un gros sport que d'aller mettre un "X" sur une feuille de vote électoral, ce n'est pas un gros exercice physique, mais les gens se demandent si ça vaut la peine d'aller mettre un "X" sur la feuille alors que tout est dirigé par la finance et que notre monde est complètement à la merci de la finance. La première valeur semble être l'argent et nous passons en-dessous de ça.

Alors, je me pose cette question-là et je crois que la Commission devrait penser sur ce point-là.

M. GERALD LeDAIN, président:-

C'est intéressant quand même Lieutenant Bertrand, est-ce que votre escouade, on dit "escouade"?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Est-ce que votre escouade spéciale s'occupe quand même d'aucun programme pour la jeunesse ou de promouvoir les activités pour

LIEUTENANT BERTRAND

la jeunesse?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

On s'occupe en collaboration avec le service des parcs et loisirs de la Ville de Québec de trouver des locaux pour les jeunes.

Disons que ça, c'est la demande principale que nous recevons souvent des jeunes qui viennent nous trouver et qui demandent: "Est-ce qu'il y aurait moyen d'obtenir un local où l'on pourrait se rencontrer des garçons et des filles où on pourrait écouter des disques, où on pourrait faire jouer des disques et de la musique qu'on aime, où on pourrait même étudier, danser à cet endroit-là?"

Ca nous est demandé très souvent.

Par exemple ils pourraient se distraire là au lieu de flâner sur le coin des rues, à ce moment-là, ils auraient un endroit où aller, et ça je suis d'accord que ça manque présentement.

Je suis d'accord avec le monsieur de tout à l'heure, que du côté loisirs, il y a peut-être une brèche qui est grave.

Si on peut organiser les loisirs des jeunes, eh! bien, je crois bien que les drogues ça influencera beaucoup moins, côté drogues, ils seront beaucoup moins exposés, moins tentés d'en faire usage, si on peut organiser leurs loisirs.

Et c'est une chose que je déplore sincè-

LIEUTENANT BERTRAND

rement le peu de loisirs.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Lieutenant, avez-vous... qu'est-ce que vous avez observé quant à ce problème qu'on appelle la poly-intoxication, l'usage de plusieurs drogues, la progression d'une drogue à une autre, vous êtes-vous formé des impressions, d'après votre expérience?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Si vous voulez, il y a à peu près quatre-vingt pour cent (80%) des cas, évidemment, on ne met pas tous les cas, mais quatre-vingt pour cent des cas que nous avons eus entre les mains c'était de premières expériences pour des jeunes et on croit bien qu'ils n'ont pas récidivé. C'étaient des premières expériences dans quatre-vingt pour cent des cas. C'était la première expérience que les jeunes avaient.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Comment savez-vous que dans votre clientèle il y a une certaine sélection, savez-vous si vous ne voyez seulement que ceux qui n'ont pas encore commencé, ou ceux qui sont moins avancés?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Ceux qui ont été interceptés évidemment, je vous parle de ceux qui ont été interceptés par les hommes de notre bureau. Si la police fédérale

- 74 -

LIEUTENANT BERTRAND

en a intercepté, c'est hors de notre connaissance.

Parce qu'eux autres ne nous mettent pas au courant par exemple des descentes qu'ils vont faire dans la ville de Québec, dans les discothèques, alors, ce à quoi je réfère c'est tout simplement le travail de notre bureau.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Mais, est-ce qu'il n'y a pas de parents qui viennent vous chercher, en vous disant: "Venez nous aider, nous avons un garçon qui prend de la drogue depuis six (6) mois..."

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui, j'en ai, ça m'est arrivé, mais peut-être pas aussi précisément que ça, on ne peut pas nous dire exactement depuis quand leurs jeunes se droguent. Ca, c'est assez rare qu'on pourrait nous dire: "Ca fait trois (3) mois, à notre connaissance, ou six (6) mois", si vous voulez, cela arrive presque toujours comme ça...

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Et ces jeunes se servent seulement d'une drogue?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui, la plupart du temps.

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Avez-vous des cas d'héroïne ici?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

A notre connaissance, non.

- 75 -

LIEUTENANT BERTRAND

DOCTEUR HEINZ E. LEHMANN, commissaire:-

Pas dans votre groupe?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Non, mais il y a beaucoup de mari, de
haschish et d'acide.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Avez-vous vu des cas de "speed", des
effets de méthamphétamine?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Oui.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Comment avez-vous essayé d'intervenir
dans ces cas-là?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

C'est-à-dire que les cas de "speed" que
nous avons eus, ça n'a pas été des cas qui ont
été nombreux, mais ce qui arrive, nous autres,
dans notre travail, c'est qu'on se contente autant
que possible de suivre le jeune, de garder des
contacts avec eux autres. Nous regardons par
exemple toujours le côté réhabilitation, c'est
le côté sur lequel on travaille. C'est ça qui
arrive, mais pour ce qui est d'arriver ici
avec des choses concrètes, c'est assez difficile
pour nous autres.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Vous ne vous êtes pas formé une idée
précise sur ce genre de drogues et les effets ou

- 76-

LIEUTENANT BERTRAND

le type ou le genre de jeunesse qui se prête à
cette drogue-là, vous n'avez pas d'idée?

LIEUTENANT BERTRAND:-

Non, parce que, comme je
vous disais tout à l'heure, on ne se croit pas
des spécialistes comme vous avez des policiers
au fédéral qui sont de vrais spécialistes dans
le domaine des drogues, alors nous avons dans
ce champ-là peu d'expérience, seulement depuis
un (1) an, et on ne se considère pas comme des
spécialistes et on ne peut pas faire de diagnos-
tics ou des déclarations qui seraient réellement
justes.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Vous êtes concerné avec le pro-
blème de la jeunesse en général?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

En général, tous les délits
d'un jeune délinquant.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Quelles sont vos impressions,
vous avez dû vous former des impressions sur les
causes des problèmes, soi-disant de la jeunesse
d'aujourd'hui, quelles sont vos impressions, ce
qui concerne les conditions familiales, car
c'est tout de même un problème qui vous occupe?
Vous êtes-vous formé des idées sur les conditions
familiales qui pourraient être importantes?

- 77 -

LIEUTENANT BERTRAND:

Disons que les délits commis par les jeunes; lors de l'enquête on s'aperçoit par exemple que, à quatre-vingt pour cent des cas, quatre-vingt à quatre-vingt-cinq pour cent des cas, ce sont des couples qui vivent séparés.

L'enfant est laissé à lui-même, seul, ou c'est la mère si vous voulez qui a la charge des enfants, et en plus de ça, il faut qu'elle travaille pour gagner la vie. Alors, elle est complètement dépassée par les faits, alors il y a quatre-vingt pour cent des cas où c'est ça qui arrive.

D'abord la famille est la base de tout départ de jeunes, ce qui arrive c'est que les couples séparés que ça crée le plus grand mal, si vous voulez, parce que les jeunes sont obligés de s'élever seuls, par exemple vous avez des familles où le père travaille le jour, la mère travaille la nuit et où les jeunes sont seuls à la maison, ils font ce qu'ils veulent, ils font des "parties". Ils font ce qu'ils veulent et il n'y a personne pour les surveiller ou même pour les guider.

Parce que vous avez des parents qui n'ont aucun contact avec leurs jeunes, qui ne leur parleront jamais, qui ne les conseilleront pas. Ca, on en a de ça, et puis c'est malheureux, mais on constate trop souvent que

LIEUTENANT BERTRAND

les parents se fient aux éducateurs dans les écoles pour éduquer leurs enfants et élever leurs enfants et c'est ça qui est très malheureux.

Ils envoient leurs enfants à l'école et puis là ils disent: "Tu as de bons éducateurs, ils vont te donner de bons principes," mais il y a des responsabilités que les parents doivent prendre, ce sont justement ces responsabilités que les parents abandonnent, les parents abdiquent présentement et c'est malheureux de constater ça.

Nous autres, nous avons jusqu'à des plaintes des fois de mères qui vont nous appeler, et nous dire: "J'ai un petit gars de cinq (5) ans et je n'en viens plus à bout". Que voulez-vous répondre. Une bonne taloche sur les fesses ça peut aider et on s'en sent... et quand on a de ces plaintes-là, on peut leur demander: "Et votre mari?" On nous répondra: "Lui ne s'en occupe pas".

Alors, c'est toujours la famille qui est la base, lorsque vous avez un esprit de famille qui est très bon et bien développé, les problèmes sont bien moins nombreux dans la famille, mais si tout le monde est laissé à leur charge y inclus les enfants, là, c'est là que le malheur est, parce qu'il faut le dire, les parents ont abdiqué leur autorité.

LIEUTENANT BERTRAND

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND,

commissaire:-

Vous parliez tout à l'heure, vous mentionniez tout à l'heure qu'un de vos soucis c'était de procureur des locaux aux jeunes pour leurs loisirs. Vous avez employé une phrase qui était: il faut leur organiser des loisirs aux jeunes, et je me demande si c'est vrai qu'il faut organiser des loisirs aux jeunes ou si peut-être les fonctions de la police, comme de beaucoup d'autres personnes qui travaillent dans le champ social, ce n'est pas de laisser les jeunes exprimer ce dont ils ont envie et de les aider ensuite à réaliser ceci.

Mais voici ma question ce serait plutôt ça.

Supposé que l'on organise dans une ville comme Québec tous les sports, plus les lieux de rencontres qui semblent plaire à la majorité des jeunes, et c'est bien ce qu'on a dit à l'université ce midi, ça ne rencontre pas les coutumes d'une certaine minorité qui elle n'a rien à faire à ce moment-là, il n'y a rien qui l'intéresse. Si elle ne s'intéresse pas au baseball, au hockey, si elle ne s'intéresse pas aux loisirs en groupe, si ça ne l'intéresse pas, à ce moment-là, on n'a pas résolu notre problème, parce que, quand même il y a un bon nombre qui n'ont pas intérêt à

- 80 -

LIEUTENANT BERTRAND

pratiquer ces sports ou à aller dans ces lieux de loisirs en groupe.

C'est un peu la question que le Président vous demandait, vous vous êtes certainement formé une opinion sur quelques-uns des facteurs qui font que des jeunes et des moins jeunes s'adonnent à la drogue.

Est-ce que ça serait possible que même si on organisait beaucoup de loisirs dans la ville de Québec qu'il resterait quand même un bon nombre de jeunes à qui ça ne plaît pas, que ça n'intéresse pas et qui s'adonnent à d'autres formes de récréation?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:-

Ca, je l'admets, mais disons comme je vous disais, c'est une minorité, si on pouvait organiser des loisirs pour les jeunes, leur trouver des locaux, même ces locaux ça pourrait être nous autres qui s'en occuperaient, c'est vrai qu'il y aurait toujours une minorité et puis réellement il faudrait la toucher, il faudrait des moyens pour atteindre, mais quels sont les moyens pour les atteindre, c'est ça qui arrive, il y aura toujours une minorité.

UNE VOIX DANS LE PUBLIC:-

Ce que j'aimerais savoir, c'est lorsqu'on parle de gens qui se droguent ou de loisirs ou de quoi que ce soit, on parle toujours

LIEUTENANT BERTRAND

des jeunes. Et il m'apparaît que la société a besoin de lois et que la société se drogue, et non pas seulement la jeunesse.

Je crois que les adultes autant que les jeunes ont prise avec ce problème-là, ceux qui regardent le hockey à la télévision en pantoufles et qui ont les nerfs en boule, et qui prennent des pilules du médecin, c'est le même problème que les jeunes qui se droguent dans la rue.

La même chose pour ceux qui regardent des romans-fleuve à la télévision et qui sortent peu de la maison peut-être parce qu'ils n'ont pas les moyens de faire mieux, ils ont leurs problèmes à ce moment-là, ils se sentent nerveux, ils ne se sentent pas bien, ils se sentent fatigués, et alors ils vont voir leur médecin et ils leur disent: "Je ne sais pas ce que j'ai... etc.." Et le médecin sort un paquet de pilules, ils prennent ça pendant un mois et au bout d'un mois, ils en sont encore au même point, ils vont retrouver le médecin pour avoir d'autres pilules ou ils essaient au moins d'avoir une autre prescription à la pharmacie. C'est un problème de la société plus que de la jeunesse.

Peut-être que la jeunesse se drogue plus qu'auparavant, mais à ces signes mêmes ça veut dire que notre jeunesse a de la misère

- 82 -

LIEUTENANT BERTRAND

à occuper ses loisirs, en plus des adultes qui ont de la misère, ceci est un signe de mauvaise santé, en tout cas que la jeunesse ne trouve plus le goût de vivre autre que de se distraire ou d'oublier.

M. GERALD LeDAIN, président:-

Je vous remercie Lieutenant Bertrand. Merci beaucoup.

THE PUBLIC:-

I would like to direct a question to the person who was speaking last.

THE CHAIRMAN:- Lieutenant?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:- Yes.

THE PUBLIC:- Are the police informed of anyone who uses the hospitals?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:- No.

THE PUBLIC:- The hospital staff, do they automatically inform the police of the person?

LIEUTENANT ELZEAR BERTRAND:- No, never.

THE PUBLIC:- All right.

ODETTE GAGNON, s.o.

connaissances as- court et à long terme des produits d'usage répandu, comme l'alcool, les les anabétoxy- des substances lysergique dont l'uti- étonnant de cons Cannabis Sativa a rete- si peu l'attention médicale tant au point de vue de ses effets physiologiques et physiques de caractérisation de ses principes actifs et de l'action. Les quelques publi- cations scientifiques considèrent en général le cannabis comme un antioxi- cante léger. Cette substance est connue pour ses effets psycho-miméti- ques depuis cinq mille (5,000) ans. Cette substance est utilisée plus ou moins régulièrement par plus de deux cents millions de personnes. Ceci est un chiffre des Nations cent cinquante (1950), surtout aux Indes et en Afri- que.

À dix-neuvième (19e) siècle et au début du vingtième (20e) siècle, le cannabis sativa fut pres- crit dans le monde occidental pour une variété de troubles. C'est en mil neuf cent trente-sept (1937) qu'il disparaît de la pharmacopée américaine. Le récent accroissement de l'utilisation par notre jeu- nesse de la substance psycho-mimétique a soulevé des problèmes de santé. Il est légal à vouloir obtenir le plus d'information possi- ble sur le plan médical. Les données actuelles sont en effet, selon l'aspect considéré, inexistantes, im-

précises ou contradictoires. Notre groupe est intéressé depuis longtemps à la recherche appliquée dans le domaine des sciences. Nous poursuivons en particulier des études sur la toxicité de drogues d'utilisation courante sur le coeur. Nous avons récemment complété des études expérimentales et cliniques sur la toxicité de l'alcool et de la nicotine. Ces études systématiques multidisciplinaires nous ont permis d'obtenir des informations de grande valeur sur l'activité de l'alcool au point de vue pharmacologique, morphologique, biochimique et physiologique. Les résultats sont maintenant disponibles et vous avez en mains, je pense, les tirés à part d'articles qui ont été publiés sur le sujet. Le but de cette présentation est de faire le "status questionis" de la toxicité cardio-vasculaire du cannabis sativa, et de souligner à cette commission certains problèmes qui limitent actuellement la recherche médicale dans ce domaine.

La majorité des expériences sur le cannabis sativa ont été effectuées chez l'homme, surtout pour ses propriétés psychomimétiques, et ce n'est qu'incidemment qu'on a donné quelques informations sur ses effets psychiques, en particulier sur le système cardio-vasculaire. Chez l'animal, on a utilisé le cannabis ou ses dérivés synthétiques surtout pour étudier leur métabolisme, leur létalité, et dans le but de vérifier l'activité des substances extraites ou synthétisées à partir du cannabis, en comparant leurs effets ataxiques.

Les quelques pages qui suivent, monsieur

le président, traitent des différents alcaloïdes du cannabis. Je suis sûre que la commission est experte dans les quinze (15) alcaloïdes et cannabis et je pense que nous pourrions, si vous n'y voyez pas d'objection, résumer la question, de même que celle traitant des effets généraux qui sont maintenant, de même que chez l'animal, en nous intéressant plus particulièrement aux effets cardio-vasculaires proprement dits des alcaloïdes cannabis.

Il semble bien qu'en général, la marijuana provoque chez l'homme une augmentation du rythme cardiaque. Un certain nombre d'études qui sont assez, confirment ce fait et qu'en général, cet accroissement est proportionnel à la dose utilisée. Egalement on peut noter que chez l'animal, chez le chien, les chats, les chats, les chats présentent des arythmies cardiaques, ce qui est une chose assez régulièrement rencontrée chez le chien, on peut noter que le rythme cardiaque devenait irrégulier dans ces cas.

Concernant la pression artérielle, la plupart des rapports sont contradictoires. Dans certains cas on peut noter une élévation de la pression et dans d'autres cas une diminution. On peut noter que Ciba, après dans les années trente (30), a produit un médicament appelé cannabinoïde qui a été utilisé dans les différents cas d'hypertension. Enfin, dans une étude épidémiologique réalisée en Egypte, on a cru noter que chez les individus qui utilisaient de la cannabis, l'hypertension artérielle

était plus fréquente. Il s'agit ici de toutes façons d'une étude qui est assez ancienne. Enfin, au point de vue circulatoire périphérique, les effets sont variés. On note une pâleur, ce qui représente vraisemblablement une vasoconstriction périphérique quoiqu'au niveau des conjonctives, on note une suffusion.

Un phénomène intéressant est l'augmentation d'effets polyuriques du produit avec une perte importante de poids. Ce phénomène mériterait d'être utilisé.

Comme conclusion, et en tenant compte des effets psychomédicaments, il est possible de croire que les effets somatiques peuvent être dus partiellement au blocage du système parasympathico-ammiétiques. Nous donnons en page dix (10), monsieur le Président, un protocole expérimental, un sommaire sur lequel je ne m'étendrai pas, mais qui résume notre approche qui est à peu près superposable que celle que nous aurions entreprise pour les autres produits d'utilisation commune comme l'alcool et la nicotine et qui représentent l'administration chronique et aigüe chez l'animal avec évaluation histopathologique au microscope électronique et évaluation fonctionnelle de l'animal et enfin des évaluations du cœur isolé. Tout cela a été fait à plusieurs reprises pour différents produits.

Chez l'homme, il y a certainement lieu de procéder à une étude rétrospective, la possibilité d'envisager une étude prospective est plus, est

plus délicate, mais de toutes façons il y aurait
un certain nombre de problèmes à résoudre avant
d'entreprendre de telles études. On pourrait étudier la
fonction cardio-vasculaire par des techniques
cardio-vasculaires non lymphatiques et également
chez des sujets, chez des volontaires dont le con-
sentement aurait été obtenu au moment du
cathétérisme cardiaque pour procéder à des études
beaucoup plus, des études physiologiques plus
précises.

En conclusion, à notre présente revue
des effets du cannabis sativa a montré
que la recherche publiée dans ce domaine est pra-
tiquée de façon limitée. En fait, nous pouvons
conclure d'une main les expériences
pharmacologiques et les études cliniques
qui ont été effectuées. En regardant le problème et de l'utili-
sation du cannabis sativa, nous pouvons dire que
les obstacles à la recherche sont nombreux.
D'abord il y a la législation qui impose
des restrictions sévères pour des investi-
gations légitimes en laboratoire. Il y a également
certaines réactions négatives gouvernementales
pour le moins inconsidérées et aveugles qui sont
difficiles à surmonter. Les autres obstacles et à
cet égard on pourrait citer, si vous me le permet-
tez, monsieur le Président, la découverte du doc-
teur Wade qui a probablement fait une des meilleures
études sur les effets de l'alcaloïde de la cannabis
chez l'humain et je cite.

and agencies and from univer-

et la fourniture de produits bruts puri-
nt de réaliser

de ce genre dans différentes orientations, tant au
point de vue physiologique que toxicologique per
meilleure compréhension de tous les
du problème posé à notre société. De plus
en plus, le public a pris l'habitude de comparer

la toxicité du cannabis sativa à celle de l'alcool. Avec notre expérience antérieure sur la toxicité cardio-vasculaire de l'alcool, nous serions en mesure de confirmer ou d'infirmier les axiomes les plus répandus sur le pour ou le contre de ces deux intoxicants. Merci.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Je vous remercie docteur. Est-ce que vos associés aimeraient dire quelque chose à cet effet-là avant que nous posions des questions.

DOCTEUR GASTON COTE:

Je crois que nous avons tous les quatre participé à la rédaction du mémoire et je pense que nous pouvons passer immédiatement aux questions.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Nous sommes dans une position, c'est un mémoire très bien réfléchi, soigneusement préparé. Nous sommes actuellement dans les situations, nous venons de le prendre et de le lire, nous aimerions bien digérer avec les conseils de nos savants ici et puis peut-être reprendre contact avec vous sur les points particuliers, mais entre temps, nous essaierons de poursuivre les grandes lignes de votre soumission. Avez-vous des questions?

-91-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Je suis bien impressionné par les soins que vous avez pris de préparer ce programme. Maintenant je me demande: pourriez-vous préciser à peu près, du moins nous donner une idée combien de temps ça vous prendrait si vous aviez le matériel et l'autorisation, alors combien de temps d'avoir de l'information valable sur les effets aigus sur le miocarde de THC, par exemple et combien de temps pour les effets chroniques.

DOCTEUR GASTON COTE:

Pour les effets aigus, dans une période de quatre mois, c'est possible d'avoir des résultats, même compilés et pour l'étude, disons, l'étude prospective, on pourrait compter environ sept à huit mois pour compléter les expériences et, disons pour la compilation des résultats une année après le début de l'expérience, on pourrait donner des résultats prospectifs à l'étude chronique tant chez l'animal que chez l'homme.

PROFESSEUR MARIE-ANDREE BERTRAND, commissaire:

Toujours pour les effets aigus?

DOCTEUR GASTON COTE:

Pour les effets chroniques une ar
les effets aigus quatre mois.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Chez l'homme aussi.

DOCTEUR GASTON COÛTE:

Chez l'homme aussi tant par des méthodes
invasives que par des méthodes par cathétarisation
parce qu'actuellement nous avons un volume assez fort
de patients qui se présentent pour en consultation
au point de vue diagnostic qui viennent, qui reçoivent
des cathétérismes cardiaques et nous avons une
expérience, lorsqu'il y a eu, on a fait des recher
ches sur l'alcool, que les gens collaborent beaucoup
à ce type d'expérience-là.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN:

Vous pourriez vous en servir.

DOCTEUR YVES MORIN:

Oui, il faut, bien entendu obtenir le
consentement informé des patients.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN:

Oh oui.

l'ensemble du produit.

DOCTEUR YVES MORIN:

Docteur, vous auriez peut-être quelques signes, je vous voyais prendre des notes.

DOCTEUR PRITAM SINGH:

Excuse me if I say it in English, it goes faster. I would say that...

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Nous n'avons pas de, pardon, nous n'avons pas de sténographe anglais.

DOCTEUR YVES MORIN:

Parlez français; il n'y a pas de problème.

DOCTEUR PRITAM SINGH:

Pour la toxicité aiguë, pour la toxicité chronique, si l'usage était régulier, je pense que six mois est suffisant. Mais si l'usage n'est pas régulier, si c'était de temps en temps, une fois par semaine ou deux fois par semaine, ça prendrait un peu plus de temps.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

Parlez-vous des animaux maintenant ou
chez les hommes?

DOCTEUR PRITAM SINGH:

Chez l'humain.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Mais par exemple prenez l'alcool ou le
cobalt dans la préparation de la bière, six mois d'u-
sage régulier de la bière auraient été suffisants.

DOCTEUR PRITAM SINGH:

Dans les conclusions expérimentales,
disons, parce qu'il y a eu une expérience sur ce
côté-ci, disons que vous prenez un cas et si vous lui
donnez des alcacides, tant d'alcool par jour pour
tant de temps, vous voyez tout de suite quand vous
voyez la fatigue, je pense que docteur Morin pour-
rait...

DOCTEUR YVES MORIN:

Dans le cas d'alcool des doses assez
élevées au-delà de vingt (20) onces par jour, du
moins, on voit apparaître des signes. Quand c'est
prospectif, c'est beaucoup plus facile de faire une
étude prospective que rétrospective. Prospective
on est à un point de départ, on suit un individu:

-96-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

dès qu'il a quelque chose, on peut arrêter.

Rétrospective, on n'a pas de point de départ, c'est plus difficile.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Et avez-vous une idée combien d'usages chroniques, combien de cigarettes par jour, combien de THC.

DOCTEUR PRITAM SINGH:

J'ai vu de la littérature des chiffres disons comme deux cent cinquante (250) gammas d'artio-grammes mais c'est par la fumée et (250) et trois cents (300) gammas par la voie orale. Ce sont des doses qui produisent des effets confortables.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Alors pour un homme, à peu près quinze (15) milligrammes par jour.

DOCTEUR YVES MORIN:

Dans l'article du Scientific American, je vois qu'on ne cite pas, qui a paru à peu près il un an dans Scientific American, on disait que les gens qui avaient fumé de sept à huit ci marijuana, je lis ici... sept à huit cigarettes par

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

jour, aucun effet clinique de quelque nature que ce soit, mais ceci n'est pas du tout la même chose qu'une étude prospective qui est bien faite. Je pense qu'il y a une différence.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

L'équivalent de six à sept cigarettes est l'équivalent de quinze (15) ou vingt (20) milligrammes et pour six mois, si c'est plus régulièrement, autrement les effets aigus après trois ou quatre mois. Combien de fois ça devrait être fumé pour les effets aigus.

DOCTEUR GASTON COTE:

Pour les effets aigus uniquement, l'administration d'une dose unique assez forte et qu'on évaluerait les effets aigus immédiatement de la substance et non pas disons la potentialité pathologique qu'on fait... en fait disons les effets aigus seraient plutôt au point de vue pharmacologique et tandis que les effets aigus ça aide la potentialité pathologique de la substance.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Alors, après un an, vous seriez en position de dire s'il y a là de la miopathie ou non causée par les calmants.

-98-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

DOCTEUR GASTON COTE;

Je pense.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Et en fait de cardiologie.

DOCTEUR YVES MORIN:

Exactement. Il faut étudier comme

étude comme celle-là est importante pendant des siècles l'alcool a été utilisé sans qu'on connaisse du tout son effet sur le système cardiovasculaire. C'est simplement depuis 1950 qu'on a pris une attitude objective et qu'on a décidé d'étudier cela de la même façon qu'on étudie d'autres choses. On s'est rendu compte que l'alcool en fait a un effet extrêmement nocif sur le coeur qui est beaucoup plus marqué que celui qu'on connaît pour le foie.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Quoique ce n'est pas connu en général.

DOCTEUR YVES MORIN:

C'était pas connu.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

-99-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

Et vous pensez que vous trouvez assez
de volontaires.

DOCTEUR YVES MORIN:

Indiscutablement.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Et vous avez les facilités. vous avez l'
tout ce qui vous manque est le matériel
l'autorisation.

DOCTEUR YVES MORIN:

Nous avons également l'avantage d'avoir
fait ce genre d'étude à plusieurs reprises.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Cette expérience. Vous n'avez pas encore
fait une demande au gouvernement pour ça?

PROFESSEUR MARIE-ANDRÉE BERTRAND, commissaire:

C'est ce que j'ai demandé au gouvernement
il y a une demande officielle de vous
de la substance.

DOCTEUR YVES MORIN:

-100-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

Ca c'est...

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire

DOCTEUR YVES MORIN:

Sûrement.

PROFESSEUR MARTIN-ANDRÉE BERTRAND, commis
saire:

Quand vous parlez de la législation qui
impose des restrictions législatives, adminis-
tratives et gouvernementales à ce moment-là on doit com-
prendre que vous faites allusion à des retards
délais ou des obstacles déposés à d'autres recherches.

DOCTEUR YVES MORIN:

Bien je pense on fait surtout allusion
à la difficulté énorme qu'il y a à obtenir des alca-
loïdes du type lysergique. On a essayé de fabriquer
des alcaloïdes.

DOCTEUR GASTON COTÉ:

J'ai un exemple il y a deux ans, on a
fait des recherches sur les effets particuliers de
l'acide lysergique et on a essayé d'en obtenir
O'connor, qui est fabricant et

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

DOCTEUR GASTON CORRE

On

Connaught Laboratory à Toronto

fallu avoir des autorisations

avant d'avoir les papiers

commencer la demande. Alors

rience qu'on avait débuté.

début dans cette série

bandonner parce que ça n'

DOCTEUR HEINZ LEHMANN

Yves

DOCTEUR GASTON CORRE

DOCTEUR GASTON CORRE

DOCTEUR GASTON CORRE

DOCTEUR GASTON CORRE

DOCTEUR GASTON CORRE

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

de vue priorite de recherches

DOCTEUR YVES MORIN:

Je vais laisser le docteur... l'amphé-
mine par exemple a été très bien étudiée au p
vue cardio-vasculaire. Il y a eu une abondance de
littérature qui a été faite, c'est disponible. Si j'
vais à étudier l'amphétamine demain matin, je n'ai
aucun problème, je vais à la pharmacie de l'hôpital,
j'en prends, je l'étudie

Phénomène assez curieux, la restriction
sur plan scientifique est précisément pour le pro-
duit qui est le moins bien connu et peut-être ans-
ter que je ne crois pas, nous ne pensons pas neces-
sairement qu'il y a une toxicité cardiovasculaire,
il est possible qu'il n'y en ait pas du tout, mais
je pense que c'est assez regretté.

PROFESSEUR MARIE-ANDRÉE BERTRAND, commis-

Vous

DOCTEUR YVES MORIN:

Le

Monsieur

Professeur

-103-

-104-

INSTITUT DE CANNABIS

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Pensez-vous que le gouvernement devrait régir, alors on n'a pas ici

DOCTEUR GASTON COTE:

Il existe des laboratoires qui vendent des synthétiques, des produits du cannabis synthétique. Si le gouvernement s'intéresse à ce que les études de ce genre soient refaites, le gouvernement pourrait s'assurer de procurer et les mettre à la disposition des chercheurs qui veulent les utiliser.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Vous pensez que le gouvernement devrait s'occuper aussi de la purification, gratification, etc.

DOCTEUR GASTON COTE:

Je ne crois pas, je crois que ça existe des laboratoires, qui se fait de la production. Il s'agirait de les encourager en y mettant des fonds.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

-105-

Et le [redacted] [redacted]
encourager les laboratoires [redacted]
qu'à ma connaissance, ça ne se produit pas au [redacted]
pour le moment.

DOCTEUR GASTON COTE:

C'est ça.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Alors qu'est-ce qu'on devrait faire
faciliter l'importation ou la produire ici?

DOCTEUR GASTON COTE:

Et bien, il s'agirait pour le gouverne-
ment de probablement d'établir des contacts avec
les laboratoires qui en synthétisent ou en purifient
et de voir à établir des normes de standardisation
et de les mettre à la disposition des chercheurs.

PROFESSEUR MARIE-ANDRIE BERTRAND, commi-
saire:

Si vous permettez qu'on revienne sur
cette histoire d'autorisation difficile à obtenir,
je pense que vous pouvez com- [redacted]
nous préoccupons de cette [redacted]. Si [redacted]
bien compris, monsieur [redacted] était occupé à
ce moment-là, quand je vous ai dit si vous aviez

-106-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

vous-même essayé un refus en réponse à une demande
de vous fournir la substance. vous avez dit que

DOCTEUR YVES MORIN:

PROFESSEUR MARIE-ANDRÉE BERTRAND :

aussi plus tard que vous étiez même pas au courant
que certaines institutions universitaires
reçu un formulaire leur mentionnant quelles
ces pouvaient être obtenues via...

DOCTEUR YVES MORIN:

Non.

PROFESSEUR MARIE-ANDRÉE BERTRAND, comme

DOCTEUR YVES MORIN:

Ceci ne m'étonne pas, car on sait que la
recherche scientifique suit mal la bureaucratie et
on peut mal demander aux administrateurs
taires de savoir quel chercheur peut être intéressé
dans ce sens-là, quoi que je serais...

-107-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

Université Laval qui peut ou ne pas être
dans un domaine comme ça

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Avez-vous l'intention de présenter un
protocole pour permission?

DOCTEUR YVES MORIN

Oui, F et D. Je suppose que ce sera
ma

DOCTEUR HEINZ LEHLIANN, commissaire:

Oui. Food and D.

Je suppose que vous voulez si possible
un délai de six mois encore, parce que vous
avez une expérience avec la R. S. T. et ça
longtemps et ça c'est une des raisons
présentez maintenant.

DOCTEUR YVES MORIN

Oui, nous réalisons, monsieur le Prési
vous soumet un rapport assez technique,
si vous voulez, il nous fera plaisir d'en discuter
après étude.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

-108-

INSTITUT DE CARLLO

Oui, on aimerait l'étudier.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

J'aimerais peut-être, par curiosité
savoir quel effet vous pensez trouver, si vous
vez trouver s'il y a un effet, lequel pensez-vous
trouver le plus probable nocif?

DOCTEUR HEINZ LEHMANN:

Non.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Si il

DOCTEUR GASTON COTE:

Au point de vue pathologique, on ne
peut pas préciser, on peut dire qu'il y a un effet
noir.

DOCTEUR YVES MORIN:

Je pense qu'on peut dire qu'il y aura
un effet atropinique et peu à part de ça. Je ne
pense pas qu'il y ait d'autres effets que l'effet
atropinique.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

Si c'est administré sublingualement, chroniquement une substance avec les propriétés atropiniques, alors qu'est-ce que cela pourrait, est-ce qu'il y a d'autres substances qui produisent des effets irréversibles?

DOCTEUR YVES MORIN:

Il y a des ulcéreux, des gens qui ont des ulcères d'estomac prennent des produits atropiniques. Toute la pharmacologie des troubles cardio-vasculaires.

DOCTEUR JACQUES LEROUX, Pharmacien

Seriez-vous capable de faire la distinction entre les effets qui possiblement seraient causés par les autres substances, tant par la substance active du haschish par exemple, par la fentanyl?

DOCTEUR GASTON COLE:

Il y a uniquement sept des quinze cannabinoïdes qui ont été étudiés c'est-à-dire que huit n'ont pas fait l'objet d'études. C'est possible que parmi ces huit là qui constituent des effets qui seraient inactifs au point de vue psycho-mimétiques par exemple de l'activité sédatrice, c'est possible que ces substances-là aient des possibilités et que ça ait échappé.

-110-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire:

Les gens qui fument des cigarettes de marijuana sont exposés non seulement aux cannabinoïdes, mais aux autres substances: est-ce que vous auriez deux chemins...

DOCTEUR YVES MORIN:

Nous suggérons les deux voies d'administration.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Avez-vous des idées générales, docteur, sur l'organisation au Canada de la recherche dans le domaine des drogues psychotropes, avez-vous des idées à ce sujet en général pour que nous puissions stimuler?

DOCTEUR YVES MORIN:

Moi, j'ai même peut-être une idée un peu personnelle, mais je pense que la disponibilité de ce produit devrait être rendue beaucoup plus, beaucoup plus libre dans le monde scientifique. Je ne pose pas de jugement ici sur le point de vue de la légalisation de la drogue. Il est très difficile de demander à une agence gouvernementale de décider qui fera de la recherche dans tel ou tel domaine.

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

si... je ne veux pas être dans la position du Food and Drug, à qui ils vont donner le produit, à qui ils ne le donneront pas. Troisièmement, on sait que pour que deux projets réussissent, il faut en commencer cinq. C'est extrêmement difficile. Je vois mal pourquoi le produit ne serait pas disponible sans librement aux chercheurs, de la même façon que ...

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Est-ce qu'il y a une agence gouvernementale légitime quant à l'approbation de recherches, est-ce qu'il y a aucune maison ou un bureau gouvernemental sur le droit de faire une recherche avec ces effets-là.

DOCTEUR YVES MORIN:

Je pense qu'un certain contrôle doit s'exercer, comme il s'exerce pour la morphine, comme d'autres poisons sur lequel il y a un contrôle, ce qui est normal. Je peux difficilement faire de la recherche totalement libre sur l'arsenic, c'est normal qu'il y ait un contrôle qui s'exerce.

Je ne vois pas pourquoi le cannabinoïde est dans une place à part. D'ailleurs, à la revue de la littérature nous permet certainement pas de croire que c'est une grave toxicité, au contraire.

-112-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

Monsieur GERALD LeDAIN, président:

Est-ce que par exemple le niveau des dosages proposé est un des facteurs sur lequel le gouvernement devrait avoir une décision?

DOCTEUR YVES MORIN:

Je vais laisser ça au docteur Singh, c'est de la pharmacologie.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Qu'est-ce que vous proposeriez comme niveau de dosage?

DOCTEUR PRITAM SINGH:

Ce sera pour le médecin, ce sera pour le psychiatre de donner une telle et telle dose et pas pour le fonctionnaire. Mais le côté médical, le côté scientifique, il faut laisser le choix aux scientifiques.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Mais quelles seraient vos idées sur le niveau de dosage, tant pour évaluer la toxicité cardio-vasculaire de l'aspirine, quelles sont vos idées actuelles sur le dosage?

-113-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

DOCTEUR PRITAM SINGH:

Je pense que pour, pour traduire le mot
en anglais, c'est "dosage".

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

DOCTEUR PRITAM SINGH:

Il y en a qui en prennent deux ans et
demi, deux ans et c'est chronique.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

"C'est une dose élevée".

DOCTEUR PRITAM SINGH:

Il y a dans les chiffres qu'on vient de
mentionner, on trouve des chiffres qu'on vient de
mentionner, vous avez, dépendant de quoi le patient,
vous avez des doses où on trouve des effets phar-
macologiques et de même, il y a des doses de cent cin-
quante (350), deux cent cinquante (250), deux cents
(200) gammas par... par la voie orale, deux cents
(200) et deux cent cinquante (250), également par
gramme par la voie intraveineuse et encore plus par la
voie intra-musculaire ou par la voie sous-cutanée.

-114-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

On arrive là un peu dans... des doses pour tel...
tel effet et la voie d'administration, je pense
qu'il disposerait autrement.

DOCTEUR HEINZ LEHMAN: ...

Vous verriez plusieurs doses?

DOCTEUR PRITAM SINHA

Oui, plusieurs doses, on peut avoir le
doses thérapeutiques comme on peut avoir la dose
thérapeutique de soixante-quinze (75) et le tou
systématique avant de commencer.

DOCTEUR ...

C'est une responsabilité au...
c'est une responsabilité au...
veau...

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

Mais si on concède à un moment donné un
cette question...
cette question...
pas en dire... à un certain nom-
bre?

DOCTEUR YVES MORIN:

-115-

INSTITUT DE CARDIOLOGIE

C'est [REDACTED]

le Président, si je fais des recherches avec de [REDACTED]
digitale, si je commence à donner quatre fois la dose
c'est un risque, ça fait partie de la responsabilité
de l'investigateur de déterminer la dose.

DOCTEUR HEINZ LEHMANN, commissaire

Aussi vous avez comme partout, je suppose
un comité qui s'occupe de la moralité?

DOCTEUR [REDACTED]

J'essaie d'indiquer ça au début
comité est un chien de garde qui est extrêmement
important dans notre recherche clinique.

MONSIEUR GERALD LeDAIN, président:

En [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

En [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
A [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

A [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
l'occasion [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]
[REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

INSTITUT DE CARDIOLOG

cette question.

vous entendre, de plus, sur

quel aspect de phénomènes.

Ce soir, nous

au CEGEP de Limoilou et puis

à neuf heures et demie

des d'autres soumissions

ajouté à celle-ci jusqu'à

(10h) de

pour les 2 heures des

Limoilou et je vous remercie

pour votre assistance

FIN DE LA SEANCE.

Jean Riopel

